

# **Analyse des résultats de la co-définition participative du bien-être de tous dans les communautés rurales du Cap-Vert par la méthodologie SPIRAL**

## **2- Rapport principal – Parties 7 à 12**

Auteur : María Estévez Rodrigo.  
Juin 2014.-

# Sommaire

Sigles et acronymes	4
<b>La variable « signification » à travers des dimensions</b>	<b>5</b>
7.1- Introduction à la variable de la signification	5
7.2- Codage de la variable « signification »	6
7.2.1- Stades ou « catégories de la perception » de l'objet et les dispositifs	6
7.2.2- Relation entre les « questions proposées » et les « catégories de la perception » de la variable signification	9
7.3- Analyse des « catégories de la perception »	12
7.3.1- Description de la tendance des « catégories de la perception »	12
7.4- Stades génériques de la signification à travers la bi-variance entre les « stades de la perception » et les « stades logiques » : les catégories synchroniques	14
7.5- Distribution des critères entre « le fait social » et « l'individuel »	16
7.6- Analyse des « catégories synchroniques » résiduelles	17
Le fait social	17
Le fait individuel	18
7.7- Corrélation entre les « catégories de la perception » et les dimensions	19
7.8- Analyse des « stades génériques » de la signification à travers des dimensions	20
7.8.1- <b>La dimension A « Accès aux moyens de vie »</b>	<b>125</b>
A) Répartition des besoins individuels et sociétaux	22
B) Résultats des « catégories synchroniques »	23
<b>Selon le côté individuel</b>	24
<b>Selon le côté sociétal</b>	25
7.8.2- <b>La dimension B « Cadre de vie »</b>	<b>27</b>
A) Répartition des besoins individuels et sociétaux	27
B) Résultats des « catégories synchroniques »	29
<b>Selon le côté sociétal</b>	29
<b>Selon le côté individuel</b>	31
7.8.3- <b>La dimension C « Relations avec et entre les organisations »</b>	<b>33</b>
A) Répartition des besoins individuels et sociétaux	33
B) Résultats des « catégories synchroniques »	34
<b>Selon le côté sociétal</b>	34
7.8.4- <b>La dimension D « Relations personnelles »</b>	<b>37</b>
A) Répartition des besoins individuels et sociétaux	37
B) Résultats des « catégories synchroniques »	38
<b>Selon le côté sociétal</b>	38
7.8.5- <b>La dimension E « Équilibres sociétaux »</b>	<b>40</b>
A) Répartition des besoins individuels et sociétaux	40
B) Résultats des « catégories synchroniques »	40
<b>Selon le côté sociétal</b>	41
7.8.6- <b>La dimension F « Équilibres personnels »</b>	<b>43</b>
A) Répartition des besoins individuels et sociétaux	43
B) Résultats des « catégories synchroniques »	45
<b>Selon le côté individuel</b>	45
7.8.7- <b>La dimension G « Sentiments de bien/mal-être »</b>	<b>47</b>
A) Répartition des besoins individuels et sociétaux	47
B) Résultats des « catégories synchroniques »	47
<b>Selon le côté individuel</b>	48
7.8.8- <b>La dimension H « Attitudes et initiatives »</b>	<b>51</b>
A) Répartition des besoins individuels et sociétaux	51
B) Résultats des « catégories synchroniques »	52

<b>Selon le côté sociétal</b> _____	52
<b>Selon le côté individuel</b> _____	55
<b>La variable « bénéficiaires »</b> _____	<b>57</b>
8.1- Introduction aux bénéficiaires des critères : pour qui ? _____	57
8.2- Première approche _____	57
8.3- Composantes d'intérêt majeur de la variable « bénéficiaire » _____	58
8.3.1- « <b>Voisins, proches, collègues, membres</b> » _____	58
8.3.2- « <b>Associations de développement rural</b> » (ACD) _____	60
8.3.3- « <b>Enfants / élèves</b> » _____	61
8.4- Composantes de la variable « bénéficiaire » qui n'excèdent pas de la centaine _____	62
<b>Indicateurs du bien-être. Conclusions de l'étude</b> _____	<b>63</b>
9.1- Vision du bien-être de la population participante _____	63
9.1.1- <b>Indicateurs sociaux</b> du bien-être _____	65
9.1.2- <b>Indicateurs individuels</b> du bien-être _____	70
9.2.- La stratégie pour l'avenir ? _____	75
9.2.1- Attitudes et initiatives pour le progrès individuel _____	76
9.2.2- Attitudes et initiatives pour le progrès sociétal _____	78
9.3- Évaluation finale des indicateurs _____	81
9.3.1- Indicateurs négatifs ou de fracture sociale : « logement », « éducation », « emploi », « infrastructures de base » et « cadre de production & de travail » _____	83
<b>DIMENSION A</b> _____	83
<b>DIMENSION B</b> _____	84
9.4- Citoyenneté participative au Cap-Vert _____	85
9.5- La cohésion sociale à travers l'accord social _____	86
9.5.1- Proposition pour l'avenir : réalisation de chartes de coopération entre les ACD's _____	86
<b>Recommandations finales</b> _____	<b>88</b>
10.1- Recommandations et lignes d'action pour l'avenir _____	88
10.2- Propositions pour l'étude ethnographique et territoriale _____	89
<b>Bibliographie</b> _____	<b>93</b>
11.1- Ouvrages de référence _____	93
11.2- Articles _____	94
11.3- Liens d'internet _____	95
<b>Annexes</b> _____	<b>voir troisième fichier</b>

## Sigles et acronymes

ACD	Association Communautaire de Développement (Association des habitants d'une Communauté rurale/village)
CRP	Commission Régionale de Partenaires (Plateforme Multi-Acteurs d'un territoire inter-municipal : en général une île ou une partie de l'île dans le cas de Santiago)
DGP	Direction Générale de Pêche.
IDH	Indice de Développement Humain
INPD	Institut National de Développement de Pêche
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNLP	Plan National de Lutte contre la Pauvreté
PLPR	Plan national de Lutte contre la Pauvreté en milieu Rural
SAP	Système d'Autoévaluation Participative selon la méthodologie SPIRAL (Composé de 3 volets : 1) Co-construction des critères et indicateurs de bien-être ; 2) Co-évaluation participative des actions/microprojets; 3) Co-évaluation participative des ACD et CRP
SPIRAL	Societal Progress Indicators for the Responsibility of All.
UCP	Unité de Coordination du Programme (au niveau national)

# La variable « signification » à travers des dimensions

## 7.1- Introduction à la variable de la signification

Cette variable se compose d'un code ALPHANUMÉRIQUE et prétend compléter l'analyse à travers une approche des compléments lexicaux qui entourent l'objet (c'est-à-dire les concepts évoqués par les participants), qui offrent une idée plus approfondie des véritables besoins et souhaits.

Il s'agit dans la localisation des mondes lexicaux et de la topographie du discours, d'essayer de découvrir le « fait psychosocial », c'est-à-dire d'analyser le matériel discursif des citoyens, le fond de leur représentation de la réalité sociale.

On examine le « fond associatif », c'est-à-dire les associations d'idées après avoir demandé aux participants de fournir leurs représentations sur le bien/mal-être, et concrètement l'association lexicale construite à partir des questions proposées et comment cette construction se compose : de mots, souvent de noms, de verbes, parfois d'adverbes, puis, moins fréquemment, de phrases entières qui nous évoquent et présentent une réalité sociale.

La variable signification étudie les critères à travers le travail de l'analyste, qui après l'observation approfondie et le criblage du matériel discursif des critères (réponses du citoyen) leur assigne un code alphanumérique, choisi parmi les 219 STADES GÉNÉRIQUES (conçus par la méthodologie SPIRAL) selon la prétention ou l'emphase donnée par le citoyen et en fonction du fond lexico-associatif de la phrase.

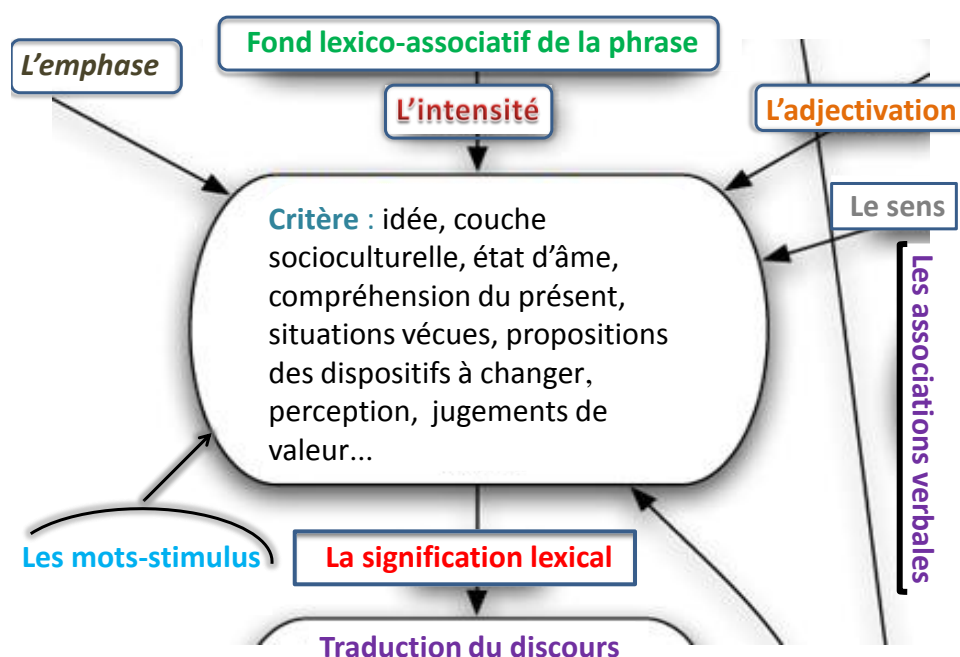
Cette variable constitue, à la fois que d'autres méthodes d'analyse textuelle (comme les logiciels : Alceste, Prospéro, Tropes, etc.), une méthode spécifique pour étudier le fait social et comment y penser. Elle peut préciser la propre *façon de penser* de la population participante, des *phénomènes* qui complètent la description tels que : le sens, le syntagme, l'emphase, l'adjectivation, les compléments circonstanciels, l'intensité, les sentiments exprimés, le moyen prévu de réalisation de l'action, les circonstances qui empêchent l'action, la motivation et, enfin, les expressions de tout type qui entourent l'objet évoqué et nous donnent un idée plus approximative de la situation vécue, de l'état, des besoins, des sentiments, etc.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> - « Le concept de la représentation sociale » URL : [http://www.serpsy.org/formation\\_debat/mariodile\\_5.html](http://www.serpsy.org/formation_debat/mariodile_5.html)

La méthode SPIRAL, une fois que le matériel de recherche est recueilli, effectue l'analyse du matériel discursif critère par critère (tâche particulièrement laborieuse) en investissant d'une incontestable efficacité, cela afin de soumettre les résultats de la nouvelle variable à l'automatisation par le biais des procédures de traitement de données statistiques d'analyse.

Graphique sur les compléments lexicaux qui modèlent et entourent l'idée :



## 7.2- Codage de la variable « signification »

### 7.2.1- Stades ou « catégories de la perception » de l'objet et les dispositifs

Le premier code de la signification, qui doit guider l'analyste sur les matrices de corrélation, est le code alpha conçu par la méthode en 5 catégories qui distinguent et classent les critères en partant du sens négatif au positif du critère (réponse) et incluant le rejet ou le refus comme valeur « 0 » zéro.

Ces catégories sur les **PERCEPTIONS DE L'OBJET** sont encadrées à l'intérieur de 6 matrices de corrélation de façon **HORIZONTALE**, comme suit :

STADES DE PERCEPTION ENTIÈREMENT NÉGATIFS OU CATÉGORIES INTERMÉDIAIRES (PROCHES AU COTÉ NÉGATIF)		REJET VALEUR = NULLE	STADES DE PERCEPTION INTERMÉDIAIRES (OU PROCHES AU COTÉ POSITIF) OU CATÉGORIES ENTIÈREMENT POSITIVES ET DURABLES	
POSSIBILITÉ	OBTENTION	REJET	QUALITÉ	SOUTENABILITÉ

Le code ALPHA cherche à interpréter les **5 STADES ou CATÉGORIES de la PERCEPTION DE L'OBJET** et comment ils doivent être placés dans l'avenir. Ceci nous permet d'évaluer comment les dispositifs : les services, les actions, les infrastructures, les objets évoqués, les besoins, les biens, etc., ont été situés par le citoyen :

- Dans un **stade de perception entièrement négative**, d'incapacité absolue d'obtention, d'(in) satisfaction, de manque d'éléments essentiels;
- ou à mi-chemin, dans un **stade intermédiaire** entre le stade que l'individu assimile comme naturel au dispositif ou service évoqué (par exemple : le service n'est pas bon mais il pourrait être pire), ou bien qu'il imagine dans un avenir pas trop lointain, dans lequel les biens et services seraient de qualité et donc s'ajusteraient au modèle idéal préconçu par l'individu (par exemple : « avoir un dispensaire en banlieue ouvert 24 h. et équipé avec une machine à rayons X »);
- ou bien comme un **stade de perception entièrement positif**, de complète satisfaction, où l'individu s'imagine dans un monde idéal dans lequel les dispositifs sont toujours présents, solides, d'une qualité constante, inégalable, dont les individus ou la société peuvent jouir et profiter en tout moment ; dans un monde où les services, les biens et les dispositifs, sont durables et le resteront pour les générations futures (par exemple : « éducation gratuite pour tous et de qualité »).

Ces codes, disons de **SATISFACTION / (IN) SATISFACTION**, sont la constatation des jugements de valeur des états d'âme, dans la mesure où l'interlocuteur nous exprime sa perception et son avis sur l'objet, ainsi que les objections à son fonctionnement, et répond aux valeurs génériques, hypothétiques, culturelles ou naturelles que la société constate comme qualités minimales des dispositifs.

Il les caractérise alors comme une attention cognitive qui induit un état intentionnel de satisfaction ou (*dis*) *satisfaction*, état qui nous renvoie aussi bien à la situation présente et future où l'interlocuteur veut placer et investir le dispositif.

Les 5 stades de la perception se divisent comme suit :

- D'abord, le **REJET** absolu à exprimer le stade de la perception du dispositif.
  
- Après, les situations entièrement négatives, dans la catégorie de la **POSSIBILITÉ**, ou plutôt et surtout de **l'IMPOSSIBILITÉ**, de s'approprier du dispositif par son inexistence ou par l'existence d'entraves et de caractéristiques essentielles qui perturbent ou empêchent gravement cette appropriation, mais aussi par inadéquation aux besoins spécifiques. Ils se réfèrent aussi à des situations dans lesquelles l'individu ne peut pas exercer ses droits essentiels, où il existe risque ou péril de mort, une absence d'opportunités ou l'obligation de soumettre le sujet aux situations les plus indésirables. Cette catégorie comprend également les pires états d'âme transmis par l'individu tels que : l'abandon, l'humiliation, l'angoisse, la frustration, la trahison, la marginalisation, la vengeance, etc.
  
- Ensuite, le stade **ou catégorie de l'OBTENTION**, dans lequel le dispositif existe et se trouve dans l'entourage de l'individu (ou de la société), mais il y a un obstacle qui empêche son obtention ou bien une minoration qui le dévalorise en quelque capacité. On a ici affaire aux situations précaires où la validité n'est pas l'adéquate et ne répond pas à l'idée préconçue, où l'appropriation est mal gérée, problématique, conditionnée par les autres, etc. Les états d'âme inclus dans ce stade sont en grande partie négatifs mais pas autant que dans la catégorie précédente ; on peut donc les qualifier d'intermédiaires. Le sujet a la sensation de perte de temps, de manque de soutien, d'être obligé de se priver de certaines choses, de désaccord avec les autres, d'avoir des problèmes, d'insatisfaction.
  
- Puis, dans un espace intermédiaire de satisfaction ou (in) satisfaction associée aux compétences, aptitudes, caractéristiques et validité, entre autres, des dispositifs. Il s'agit de la catégorie de la **QUALITÉ** où la plupart des cas, les citoyens expriment les caractères ou propriétés manquantes ou absences des dispositifs et nous informe, à la fois, de l'état qu'ils devraient atteindre pour être efficaces, confortables, équilibrés, complets, disponibles et puissent répondre à leurs attentes, etc. Y sont ainsi inclus les états d'âme qui nous expriment la satisfaction de l'individu quand il est soutenu par les autres et qu'il peut jouir du plaisir, de la sécurité, de la sérénité, partager avec les autres ce qu'il aime et être en bonne santé, entre autres.
  
- Et, finalement, la catégorie de la **SOUTENABILITÉ**, référée aux critères où l'individu accorde au dispositif des qualités, validités et adéquations très remarquables, de telle sorte que celui-ci soit assuré, stable, solide, protégé, réponde aux normes environnementales, persiste malgré un manque d'entretien et résiste à tout genre de risques. Les dispositifs s'investissent d'une notion de telle magnitude que, non seulement ils doivent être d'une qualité extraordinaire, sinon et surtout durables : le dispositif ne peut pas échouer, il doit être conçu pour être accessible aux générations futures. En ce qui concerne les états d'âme et les sentiments, on



trouve la satisfaction et le bien-être de tous, l'évolution permanente de l'individu, la situation de confort et apprentissage constant, etc.

Ci-dessous un tableau descriptif des 5 CATEGORIES DE LA PERCEPTION de l'objet de la variable signification :

<b>P</b>	<p><b>Possibilité</b> ≈ classe les critères qui renvoient à l'idée de l'impossibilité d'atteindre le dispositif (le « X » évoqué) dû au manque ou inexistence d'éléments nécessaires pour son obtention.. Elle regroupe les pires sentiments qu'un être humain puisse ressentir.</p> <p><b>Exemple</b> : « Qu'est-ce pour vous le mal-être ? L'absence de nourriture et d'eau.</p>
<b>O</b>	<p><b>Obtention</b> ≈ classe les critères qui indiquent que l'individu ou la société ne peuvent pas obtenir ou atteindre le dispositif parce qu'il manque quelque chose qui rend la réalisation de celui-ci difficile ou précaire. Elle englobe des sentiments négatifs mais tolérables.</p> <p><b>Exemple</b> : « Qu'est-ce pour vous le mal-être ? L'attention aux malades dans les hôpitaux ne cesse de se dégrader».</p>
<b>R</b>	<p><b>Rejet</b> ≈ classe les critères qui manifestent le refus de l'indicateur.</p> <p><b>Exemple</b> : « Qu'est-ce pour vous le bien-être ? Je ne veux pas répondre à cette question »</p>
<b>Q</b>	<p><b>Qualité</b> ≈ classe les critères qui indiquent les qualités complémentaires au dispositif, la qualité de ses éléments, les bénéfices qui lui attribuent une caractéristique souhaitée, de liberté de choix, ou bien un sentiment ou une capacité qui donne une valeur ajoutée au sujet.</p> <p><b>Exemple</b> : « Qu'est-ce pour vous le bien-être ? Vivre dans une belle maison ». « Pouvoir prendre des vacances chaque année ».</p>
<b>S</b>	<p><b>Soutenabilité</b> ≈ classe les critères qui indiquent les qualités complémentaires de la qualité des éléments, les bénéfices qui donnent accès à X, la liberté de choix, une capacité de service social, et de durabilité pour les générations futures. On y trouve les sentiments de stabilité sociétale et de bien-être pour tous.</p> <p><b>Exemple</b> : « Qu'est-ce pour vous le bien-être ? Vivre dans une société qui respecte les droits de l'homme ».</p>

### 7.2.2- Relation entre les « questions proposées » et les « catégories de la perception » de la variable signification

Une approche préliminaire passe par analyser les pourcentages atteints par les 5 CATÉGORIES DE LA PERCEPTION de l'objet (O, P, Q, S et R) par rapport aux questions proposées et nous indique que la position des catégories change fortement en fonction des 3 questions. Ainsi, pour les citoyens le bien-être passe par « la qualité » (47,8%) (bien par le biais de l'amélioration des dispositifs, biens, services,

sentiments, etc., existants, bien par l'obtention d'autres dispositifs de qualité) et par « l'obtention » de ce dont ils ont besoin (32,9%).

En relation avec le mal-être, la population fait retomber sa situation sur leur sentiment d'inexistence des « Possibilités » d'obtention de ce dont ils ont besoin. Il semblerait que les citoyens ont la funeste impression d'être plongés dans une situation dans laquelle les conditions n'existent pas, une situation de perte de toute possibilité d'obtention ou de non accès à « X », par manque d'éléments ou dû à leur complète inexistence (67,4%). Suit le mécontentement dérivé des difficultés que leur pose l'« Obtention » de ce dont ils ont besoin, bien par manque de quelque chose, qui rend difficile ou impossible l'obtention, ou par l'absence absolue du X, ou par les sentiments de perte de temps, de non reconnaissance, d'avoir des problèmes, etc. (31,6%).

Finalement, en ce qui concerne la troisième question, les participants sont convaincus que le bien-être passe par la « Soutenabilité » des dispositifs, biens, services, sentiments, états d'âme, et qu'ils soient durables pour les générations futures, solides, stables, conçus à partir des besoins exprimés par tous, capables de transmettre un X satisfaisant, performant et servant à l'individu ou à la communauté à long terme, entre autres caractéristiques (62,8%).

Tableau de la répartition des catégories de la signification des critères selon les questions proposées

Question proposée	Catégorie	Fréquence	%	Pourcentage cumulé
Qu'est-ce que pour vous le bien-être ? 34,26%	Possibilité	81	1,0%	1,0%
	Obtention	2726	32,9%	33,9%
	Qualité	3964	47,8%	81,7%
	Soutenabilité	1516	18,3%	100%
	Total	8287	100%	-
Qu'est-ce que pour vous le mal-être ? 42,91%	Possibilité	6973	67,4%	67,4%
	Obtention	3273	31,6%	99,0%
	Qualité	78	0,8%	99,7%
	Soutenabilité	29	0,3%	100%
	Total	10353	100%	-
Qu'êtes-vous prêt à faire pour contribuer au bien-être? 22,83%	Possibilité	17	0,3%	0,3%
	Obtention	285	5,2%	5,5%
	Qualité	1751	31,7%	37,2%
	Soutenabilité	3470	62,8%	100%
	Total	5523	100%	-

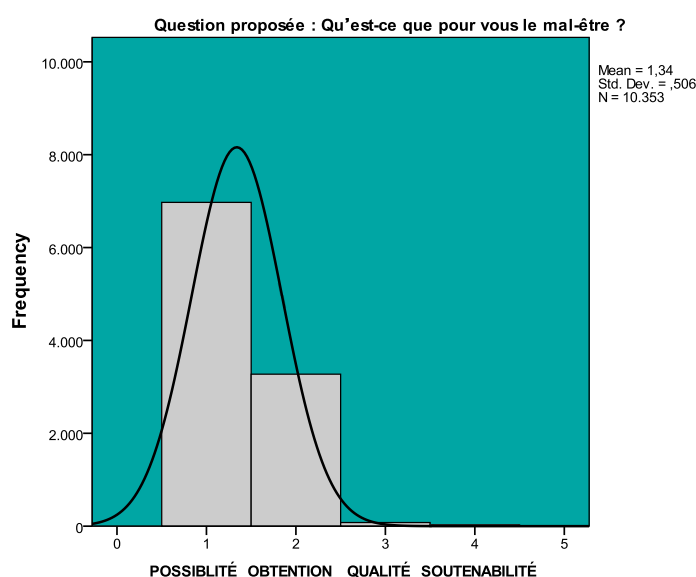
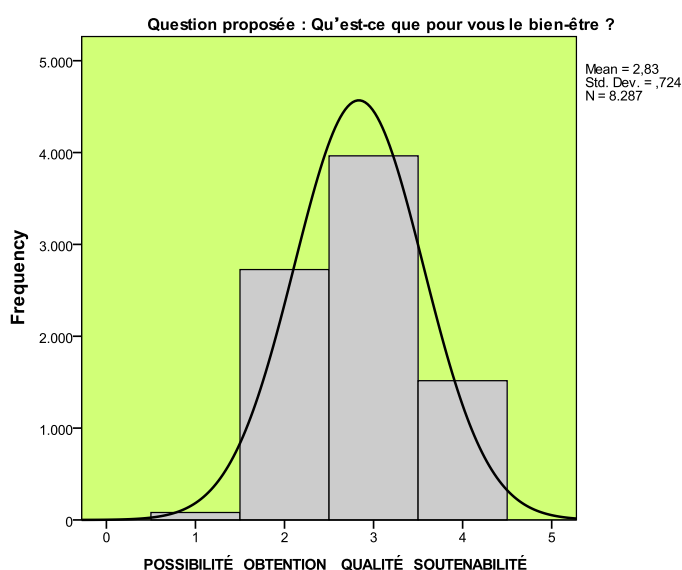
Ci-dessous, en gris, les histogrammes qui représentent les catégories de la perception et, en noir, la courbe du nombre effectif d'occurrence des valeurs données en abscisse, représentées selon la question proposée et où on peut observer la tendance de la perception (différemment en forte montée où décroissance selon le cas).

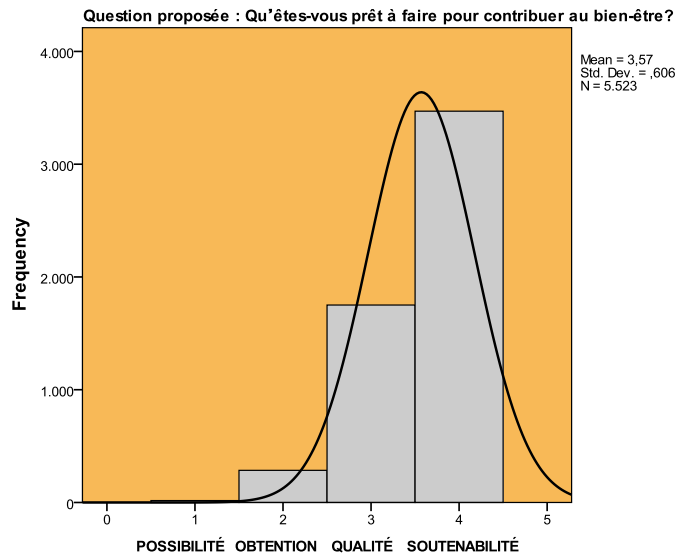
Comme on pouvait s'y attendre les critères en réponse à la première question se centrent sur 3 catégories (obtention, qualité et soutenabilité) avec une prépondérance claire de la « qualité », dont le

nombre de critères est de presque la moitié (47%). La tendance de la courbe en réponse à la deuxième question s'élève en pic à cause des catégories de la « possibilité » (67,4%) et de « l'obtention » (31,6%), tandis que les résultats des autres catégories sont résiduels et nous informent de la grande difficulté des participants pour accéder aux dispositifs et se les approprier.

Enfin, la tendance de la courbe en rapport à la troisième question nous montre que la « soutenabilité » (62,8%) des dispositifs est la catégorie la plus importante indiquant que l'on souhaite des dispositifs durables, suivie par la catégorie de la « qualité » (31,7%) et par la catégorie de « l'obtention » (5,2%).

Histogrammes représentatifs des catégories de la signification selon les questions proposées.





### 7.3- Analyse des « catégories de la perception »

#### 7.3.1- Description de la tendance des « catégories de la perception »

Une deuxième analyse s'est faite en partant de l'assignation à chaque catégorie de la signification en nombre : Possibilité = 1, Obtention = 2, Qualité = 3 et Soutenabilité = 4 (compte tenu du fait, que dans la base de données du Cap-Vert, il n'y avait aucune catégorie assignée à la catégorie R= rejet), ce qui a permis le calcul de la tendance centrale : moyenne, médiane et mode des catégories de la signification selon les questions proposées :

Tableau de la moyenne, médiane et mode des catégories en réponse à la première question

Qu'est-ce que pour vous le bien-être ?	N	Valides	8287
		Perdus	0
	Moyenne	2,83	
	Médiane	3,00	
	Mode	3	

Ici, dans le premier tableau, la moyenne ou tendance centrale de la signification que les individus participants ont donnée à leurs réponses se situe dans la valeur de « 2,83 », ce qui nous indique que le stade imaginé et souhaité de bien-être se situe plus près de la « Qualité » que de l'« Obtention », par rapport à la première question.

La médiane est la valeur du milieu d'un ensemble de données ordonnées<sup>2</sup>, elle les divise en deux moitiés; c'est le point intermédiaire de l'ensemble. Les résultats du tableau exposent clairement la valeur de « 3 », c'est-à-dire que la population requiert des dispositifs (biens, services, sentiments, etc.) de « Qualité », ainsi que de facile accès, avec un rapport qualité / prix abordable, respect des droits, diversifiés, valides, efficaces, de confiance, satisfaisants, etc.

Le mode correspond à la valeur plus fréquente ou dominante et donc plus représentée, une fois de plus la «Qualité » (« 3 »), considérant que le bien-être passe pour la valeur ajoutée des dispositifs, biens, services et sentiments évoqués.

Le deuxième tableau montre les mêmes calculs par rapport à la deuxième question.

Tableau de la moyenne, médiane et mode des catégories en réponse à la deuxième question

<b>Qu'est-ce que pour vous le mal-être ?</b>	<b>N</b>	<b>Valides</b>	<b>10353</b>
		<b>Perdus</b>	<b>0</b>
	<b>Moyenne</b>		<b>1,45</b>
	<b>Médiane</b>		<b>1,00</b>
<b>Mode</b>		<b>1</b>	

On peut constater que la moyenne ou tendance centrale de la signification se situe dans une valeur de « 1,45 », indiquant que la perception de l'état de mal-être se situe entre la « Possibilité » et « l'Obtention » en relation avec la deuxième question, ce qui signifie que la population pense que sa réalité est plongée dans un grand nombre d'inconvénients et problèmes externes qui les empêchent de se développer. Cette étude a mis en évidence à travers l'analyse de « l'objet », que la grande partie de la population rurale souffre du manque de services basiques (électricité, assainissement, canalisation d'eau domiciliaire) ainsi que du manque d'infrastructures routières, sanitaires, scolaires, etc., ce qui est évident à travers l'analyse de cette variable. Sont également importants comme véritables problèmes du mal-être : les obstacles financiers et légaux, l'insuffisance d'aides, la propre démotivation, le sentiment d'incapacité personnelle, entre autres.

La médiane ou point intermédiaire de l'ensemble est clairement la valeur « 1 » en réponse à la deuxième question, elle souligne à nouveau : la « Possibilité », c'est-à-dire l'échelon plus négatif de la table, parce que le sujet sent et perçoit qu'il dépend des autres ou qu'il se produit une perte d'autonomie. Le mode, dans ce cas, nous donne la valeur « 1 » : « l'Obtention » issue des problèmes d'accès aux dispositifs.

Le troisième tableau montre les calculs pour la dernière question :

Tableau de la moyenne, médiane et mode des catégories en réponse à la troisième question

<sup>2</sup> Statistique Canada : <http://www.statcan.gc.ca/edu/power-pouvoir/ch11/median-médiane/5214872-fra.htm>

Qu'êtes-vous prêt à faire pour contribuer au bien-être?	N	Valides	5523
		Perdus	0
	Moyenne	3,41	
	Médiane	4,00	
	Mode	4	

La tendance centrale de la signification pour la troisième question se situe dans la valeur de « 3,41 », indiquant que les actions proposées se placent entre la « Qualité » et la « Soutenabilité ». À l'origine de ce résultat sembleraient se trouver un grand nombre de critères dans lesquels les personnes ont répondu à la troisième question de la même façon qu'à la première, c'est à dire sans proposer d'idées ou d'actions concrètes pour sortir de la situation de mal-être. Par exemple : Qu'est-ce que vous êtes prêt à faire pour contribuer au bien-être : avoir un environnement sain », « avoir de l'auto-estime » ou de « l'hygiène ».

De la médiane de l'ensemble résulte clairement la valeur 4, c'est-à-dire : la « Soutenabilité », dans le même sens que pour le mode, ce qui signifie que les citoyens proposent comme actions à entreprendre celles qui apportent un bénéfice à l'individu ou société de manière durable, solide, renouvelables, etc.

#### 7.4- Stades génériques de la signification à travers la bi-variance entre les « stades de la perception » et les « stades logiques » : les catégories synchroniques

L'analyse du discours formel s'effectue à travers l'assignation à chaque critère d'un des 219 CATÉGORIES SYNCHRONIQUES et la mise en corrélation de la bi-variance des « stades logiques » et des « stades de la perception ». (Voir les tableaux 108, et 109 à 114 de l'annexe).

Dans chaque matrice de corrélation se situent horizontalement les déjà dits STADES DE LA PERCEPTION et, placés verticalement et perpendiculairement, les 60 STADES LOGIQUES, qui se croisent tout au long de 6 matrices de corrélation créant un total de **219 catégories synchroniques**, conçues pour homogénéiser et rationaliser l'étude et nous offrir les résultats des indicateurs du bien/mal-être. Tout cela nous aide à identifier les barrières ainsi que les valeurs, qui selon les citoyens, empêchent ou devraient permettre d'améliorer leur qualité de vie.

La collaboration croisée a pour but d'atteindre un holisme méthodologique qui nous aide à systématiser par le biais d'un réductionnisme à **60 stades logiques** (répartis à travers de 6 matrices de corrélation : 3 pour l'espace individuelle et autres 3 pour le sociétal) des stades qui favorisent ou empêchent, aident ou contraignent, motivent ou démotivent le sujet à l'heure de s'approprier des dispositifs, les états d'âme plus fréquents, etc., qui ont été fixés à partir de l'expérience et appuyés sur les courants de l'individualisme métrologique. (Voir la matrice de corrélation : tableau 108 de l'annexe).

Cette variable nous permet d'étudier le *fait social* correspondant à une façon spécifique de penser les phénomènes qui constituent le vif du sujet sur les circonstances qui sont présentes dans les groupes humains et qui nous montrent leur propre manière de penser à leur milieu, selon l'emphase ou approche linguistique. Ceci nous amène vers une analyse unique et complémentaire, mais aussi très efficace.

Les dénommées : « CATÉGORIES SYNCHRONIQUES » ont été fixés après des années d'observation et définis grâce à l'analyse des bases de données de différents pays, des critères offerts par les groupes humains collaborateurs avec la méthodologie SPIRAL.

L'analyste doit être capable de classer tous les faits, les images, les émotions porteurs de la phénoménologie individuelle et sociale, afin de fournir une autre variable avec laquelle on puisse saisir la façon dont les membres du groupe interagissent sur leur réalité, leur vie, et, notamment, comment ils souhaitent, définissent ou projettent leur avenir.

On étudie l'intention (le dessein de faire quelque chose), les aides externes au sujet, le coût d'obtention, les facilités physiques, les sentiments exprimés après l'appropriation du dispositif, etc. (Voir la matrice de corrélation ajoutée comme tableau 108 de l'annexe incluse à titre d'exemple).

Les matrices de corrélation se divisent en deux groupes : 3 matrices de corrélation pour les critères qui concernent l'INDIVIDU et 3 autres matrices pour celles concernant la SOCIÉTÉ et définies comme suit :



- I. Deux matrices consacrées aux « **conditions d'accès** » qui contiennent un total de 10 situations logiques sur les possibles barrières, problématiques, aides, motivations individuelles ou collectives à l'heure d'accéder au dispositif.
- II. Deux matrices additionnelles qui font référence aux **résultats**, une fois que les sujets s'approprient des dispositifs, et qui contiennent un total de 10 situations logiques sur « **l'accès effectivement obtenu** » (par l'individu ou la société) situées verticalement.
- III. Et finalement, deux autres matrices destinées à classer les « **effets** » que les dispositifs (ou leur manque) ont causé à l'individu ou a la société par rapport à sa « vie, bien/mal-être ».

Chaque matrice contient un total de 10 possibles « stades génériques » (classées verticalement de 0 à 9) selon une intention d'analyse fixée préalablement. Ceux-ci produisent une variable qualitative qui nous ouvre la porte de l'individualisme méthodologique, tel qu'il a été théorisé et appliqué par Raymond Boudon.<sup>3</sup>

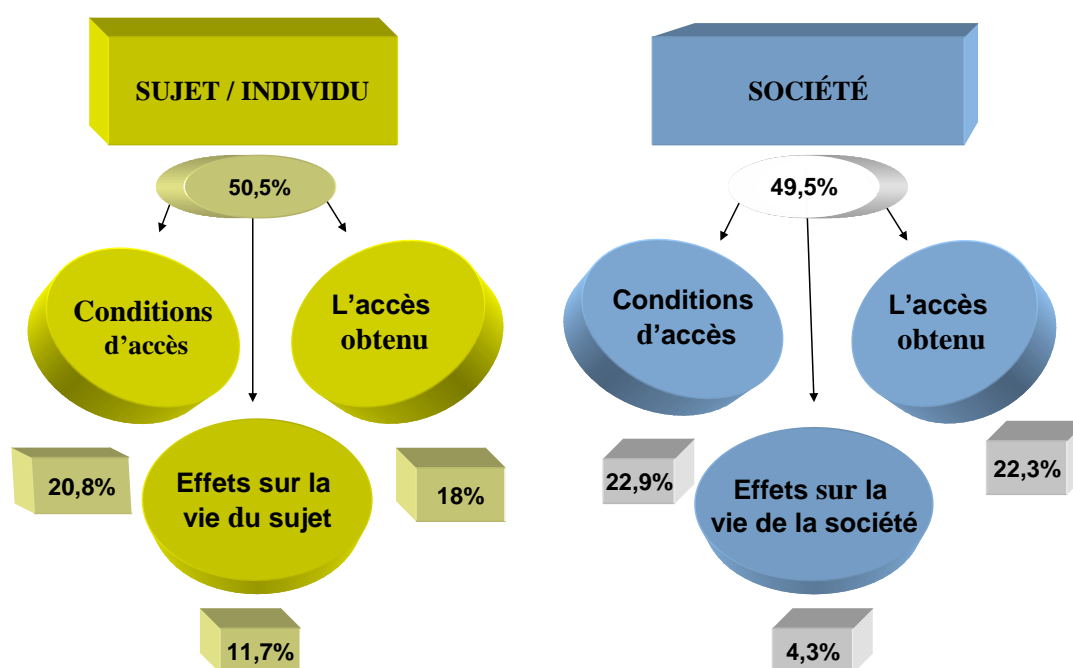
---

<sup>3</sup> « Les causes de l'inégalité des chances scolaires » Raymond Boudon

## 7.5- Distribution des critères entre « le fait social » et « l'individuel »

Finally, it was decided to include the « indefinite » criteria in the matrices intended for « the individual », which pass to contain the devices, feelings, services, etc. named: « indefinite ». There were more than 40 criteria that defined well-being as: « social conscience », but the researcher had to conclude its inclusion in the part of the matrix appropriate: it is about a result?, an effect?, it refers to the individual?, or well to the society?; another example: « love your neighbor », in this case, how to guess the intention of the subject?, it wanted to put the emphasis on a quality added by rapport to the individual? (interlocutor) or pretended to refer to the generality of the society? In addition, it was about an attitude?, an action to be undertaken? Or a hypothetical consequence of a state referred to an ideal world? Evidently, in this situation, the results offered by this variable should be questioned.

Graphique de la répartition des critères en relation aux stades logiques des catégories de la signification



Selon les stades logiques qui ont été répartis entre société et individu, l'analyse de la base de données a permis de connaître que 50,5% des critères fait allusion à « l'individu ou indéfini », et 49,5% à la société. Mais ces résultats ne sont pas absolus, en tenant compte du fait qu'un grand nombre de critères sur le bénéficiaire de l'action, ou service évoqué, manquait de précision, comme par exemple : « Qu'est-ce que pour vous le bien-être? Avoir une épicerie », ici il est impossible de savoir si la personne demande à être le propriétaire d'un magasin ou demande un service commercial dans la communauté rurale et donc pour la société. Ces raisons nous amènent à considérer les résultats avec une extrême prudence, parce que ce type de réponses a été inclus dans le groupe « individu », lequel en réalité regroupe aussi les critères « indéfinis ».



## 7.6- Analyse des « catégories synchroniques » résiduelles

On constate en premier lieu que malgré l'énorme nombre de critères récoltés dans le milieu rural du Cap-Vert (24.164), il y a un total de 60 catégories synchroniques auxquelles aucune réponse n'a été attribuée (et avec « 0 » critères assignés), ainsi que 8 autres catégories résiduelles auxquelles ont été assignés « 1 » seul critère ou réponse.

En réalité on peut affirmer que toutes les catégories mentionnées ci-dessous ne génèrent aucun problème à la population et représentent donc un exemple clair du manque d'obstacles, de barrières, et, en bref, de problèmes aussi bien au niveau INDIVIDUEL que SOCIÉTAL, ce qui fait preuve de la bonne santé du rural Cap-Verdien dans les domaines suivants :

### Le fait social

#### *Aspects bénéfiques*

- ▶ Inexistence de problèmes de discrimination ou d'exclusion sociale.
- ▶ La société n'est pas consciente d'avoir des obstacles qui empêchent le développement social.
- ▶ La population ressent qu'elle a suffisamment de motivation, d'intérêt et de valeur.
- ▶ La population a l'intention de s'efforcer pour réussir (pour conquérir le succès).
- ▶ Il n'y a pas de problèmes de discrimination, de perte de liberté ou de manque de droits.
- ▶ Inexistence de barrières bureaucratiques ou administratives.
- ▶ Conformité avec la législation en vigueur.
- ▶ Les gens ne sentent pas que la violence ou le vandalisme aient atteint un niveau intolérable.
- ▶ Existence de souplesse, flexibilité et compatibilité du temps de partage d'expériences avec les autres.
- ▶ Inexistence du sentiment social d'inutilité, d'humiliation, ou de perte de dignité sociale.

#### *Aspects défavorables*

- ▶ Le sentiment d'inexistence d'équilibre social à long terme.
- ▶ Les gens ne sont pas enclins à entreprendre des luttes ou révolutions pour le changement social.
- ▶ Inexistence de biens ou services de qualité accessibles aux membres de la société.

## **Le fait individuel**

### *Aspects bénéfiques*

- ▶ Les individus n'ont pas l'impression de perte de temps dans leurs vies ou quand ils doivent résoudre leurs problèmes.
- ▶ Les personnes ne se sentent pas obligées à faire le pire pour subsister, ni à vivre en dehors de la loi ou accepter un poste de travail illégal.
- ▶ Les gens n'ont pas de problèmes de stress, de frustration, ils ne ressentent pas la peur et ne sont pas angoissés.
- ▶ Les gens sont convaincus de pouvoir obtenir ce dont ils ont besoin (avec des efforts), compte tenu qu'ils pensent qu'il n'y a pas de barrières infranchissables.

### *Aspects défavorables*

- ▶ Les gens sont convaincus qu'aucun dispositif (bien ou service) ne peut leur garantir le maintien de l'état de satisfaction dans le temps.
- ▶ La qualité des dispositifs n'est pas assurée.

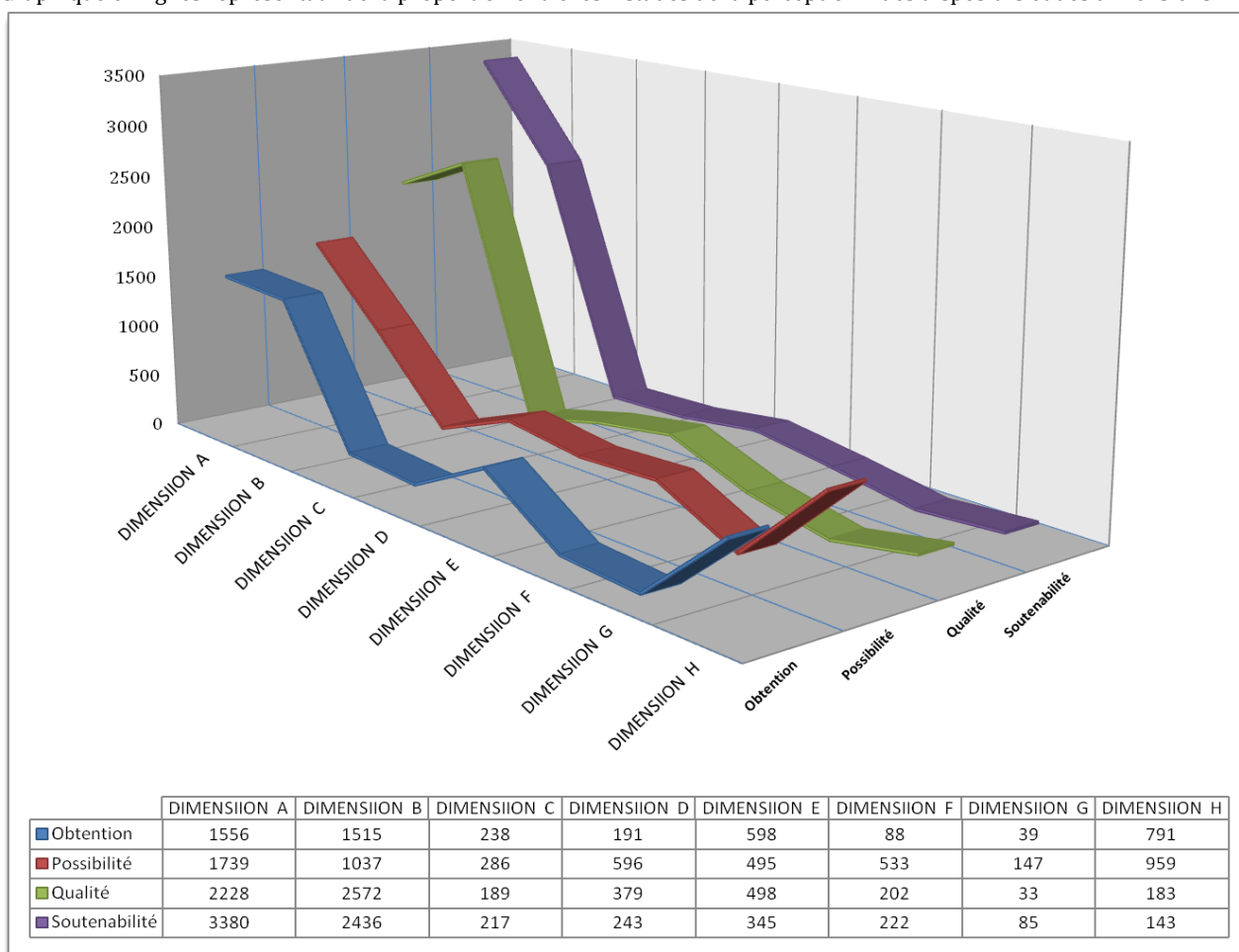
(Voir le tableau 108 de l'annexe qui contient la liste des catégories synchroniques résiduelles de la signification).

## 7.7- Corrélation entre les « catégories de la perception » et les dimensions

La corrélation entre les codes alpha (catégories de la perception) et les « dimensions » nous laisse observer très graphiquement l'existence d'une proportion quasi parfaite entre les 4 stades évoqués (O, P, Q et S), à l'intérieur des deux premières dimensions : « DIMENSION A : ACCÈS AUX MOYENS DE VIE » et « DIMENSION B : CADRE DE VIE » et nous indique le grand poids de celles-ci. Elles contiennent la plupart des demandes (alimentation, logement, éducation, emploi, mobilité, infrastructures et équipements, salubrité et, entre autres, loisirs) et on peut y trouver une corrélation négative, intermédiaire et en même temps positive, puisque, selon les participants, les obstacles et les solutions pour l'obtention d'un stade de bien-être sont à l'intérieur de ces dimensions et devraient se traduire en une amélioration des qualités, ainsi que dans un stade de stabilité et de perfection à long terme et abordables pour tous.

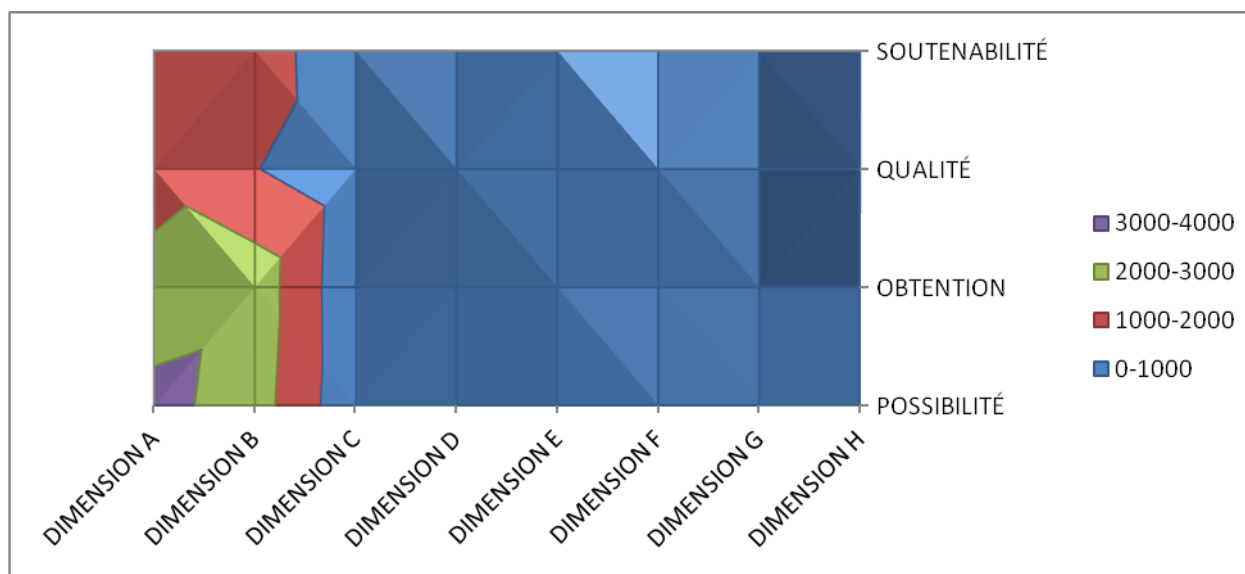
Le tableau ci-dessus montre également que les « stades de la perception » se présentent plus ou moins équilibrés entre eux et tout au long des dimensions : « C : RÉLATIONS AVEC ET ENTRE LES ORGANISATIONS », « D : RELATIONS PERSONNELLES », « E : ÉQUILIBRES SOCIAUX », « F : ÉQUILIBRES PERSONNELS » et « G : SENTIMENTS DE BIEN/MAL-ÊTRE », à l'exception de la dimension « H : ATTITUDES ET INITIATIVES ».

Graphique en lignes représentatif de la proportion entre les « stades de la perception » des dispositifs et des dimensions.



Et on constate l'existence d'une attitude très positive dans le remarquable poids des statuts « QUALITÉ » et « SOUTENABILITÉ » reflétés à l'intérieur de la « DIMENSION H : ATTITUDES ET INITIATIVES ». Ceci nous indique que la population participante compte sur un esprit beligérant, actif, plein d'idées et possède la motivation suffisante pour imaginer un avenir dans lequel la coopération et les initiatives sociétales comme la solidarité, l'engagement social, la dynamique et la volonté collective, etc., permettraient de desservir plus efficacement leur avenir, voire mieux qu'à travers des initiatives privées. (Voir le tableau 109 de l'annexe).

Graphique en surface représentatif de la proportion entre les « stades de la perception » des dispositifs et les dimensions.



Ci-dessus, le graphique nous présente en trois dimensions, et sous un autre aspect, les résultats précédents, en reliant un ensemble de points de données en violet qui dépassent les 3000 critères et qui se centrent exclusivement sur les catégories plus négatives (stade de la perception : P ou impossibilité d'accès, ne pas pouvoir s'approprier des dispositifs ou souffrir de mauvais effets après les avoir obtenus) toutes placées à l'intérieur de la DIMENSION A.

Dans une situation similaire, marquées en vert, se trouvent les catégories de 2000 à 3000 critères, clairement placées dans les DIMENSIONS A et B et qui confirment les grandes contraintes subies par la population participante à l'heure d'accéder naturellement et sans problèmes aux dispositifs, si bien que le résultat qui s'en suit n'est pas acceptable, résulte négatif, cause une insatisfaction ou des privations, en relation avec les sentiments et effets provoqués après y avoir accédé.

## 7.8- Analyse des « stades génériques » de la signification à travers des dimensions

La Formule de Pareto a été celle choisie pour l'analyse de la variable signification, dû à ses caractéristiques internes et puisqu'il s'agit d'une variable catégorique pure.

Ces graphiques classent en barres, et par ordre décroissant de fréquence, les catégories de la signification « variances synchroniques ». Quant à la discrimination du poids individuel et sociétal, la variance a été décrite en deux barres qui affectent à l'individu et à la société.

La ligne tracée au-dessus de la barre à gauche montre la fréquence cumulée des catégories qui représentent les « stades génériques » à travers des « variances synchroniques ». Chaque barre contient également une étiquette avec la fréquence atteinte par catégorie.

Sur l'axe des ordonnées sont représentées les fréquences absolues et relatives, une sur chaque côté de la figure.

Ce sont les graphiques les plus utiles pour représenter la fréquence de cette variable, puisqu'elle contient une distribution très nombreuse de catégories (219) et dans laquelle il est essentiel de souligner visuellement l'importance relative des valeurs plus ressortissantes.

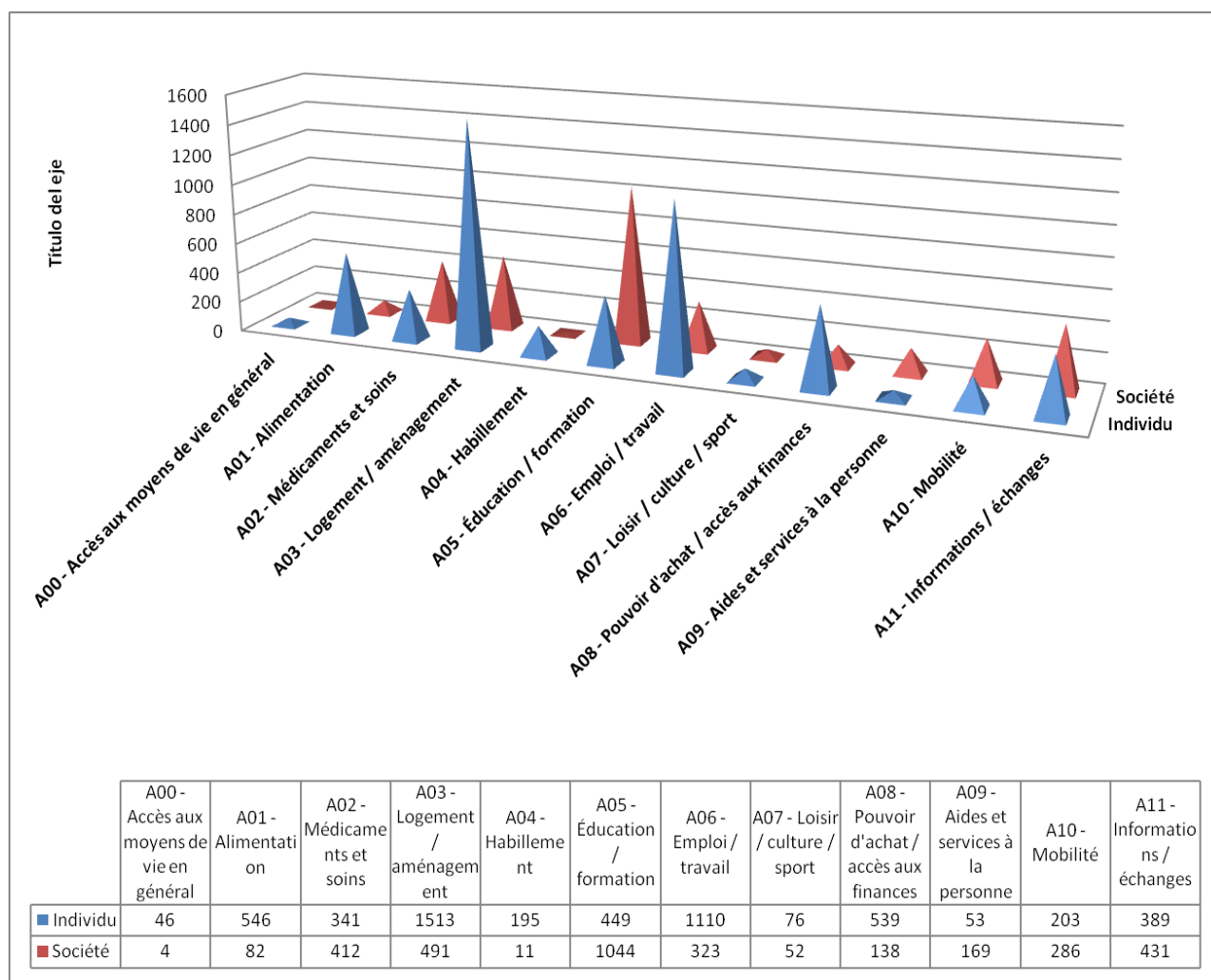
## 7.8.1- La dimension A « Accès aux moyens de vie »

### A) Répartition des besoins individuels et sociétaux

Une fois faite l'analyse des besoins exprimés par la population, en tenant compte des « objets » (génériques et spécifiques) exposés à travers les critères, s'impose l'analyse de la variable « signification » laquelle nous offre une information supplémentaire sur comment les gens réalisent l'accès aux dispositifs, les conditions de cet accès, ainsi que l'expérience vécue.

On constate tout d'abord que les critères liés aux moyens de vie : atteignent 38,67% par rapport aux individuels 61,32%, ce qui est causé par la densité de la composante « A05 : ÉDUCATION / FORMATION » dans laquelle se regroupent un grand nombre de critères (11,72%) qui demandent l'accès à une formation secondaire et professionnelle.

Graphique en pyramides de la distribution de la variance entre le social et l'individuel parmi les composantes de la dimension A

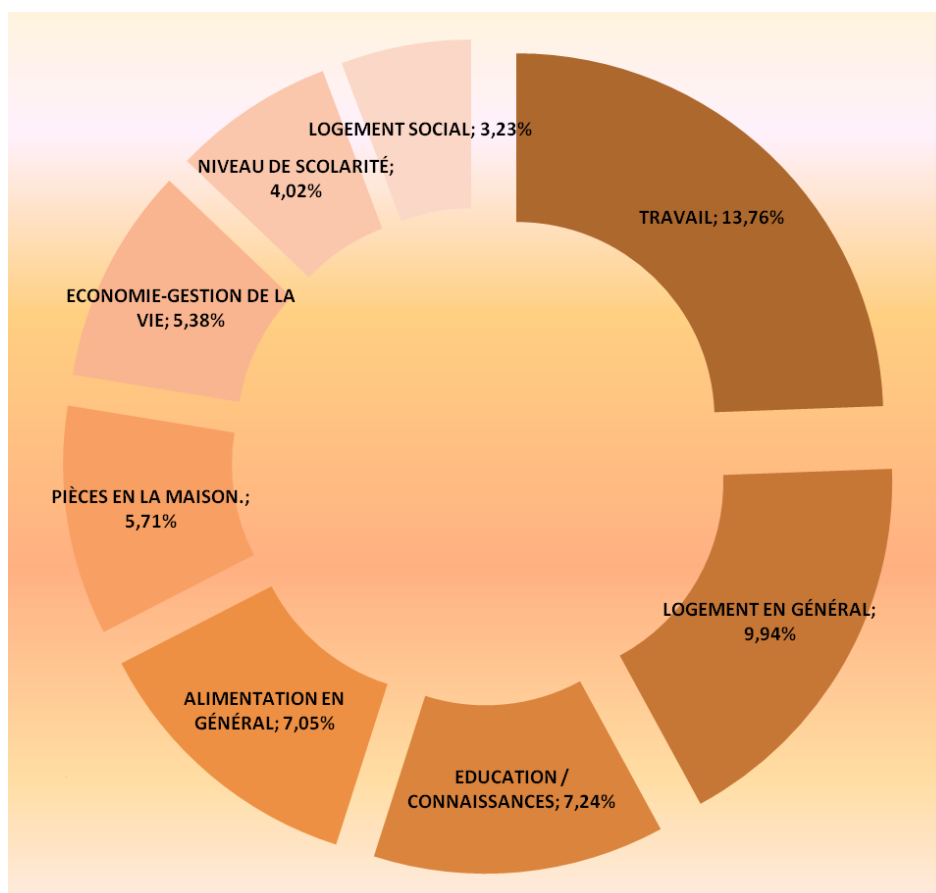


D'autre part, la composante « A03 : LOGEMENT / AMÉNAGEMENT » regroupe des critères du coté social (5,51%) dans lesquels les gens évoquent le désir d'avoir accès au « logement social » et demandent la construction de « toilettes publiques et salles de bain à la maison ». La composante « A11 : INFORMATIONS / ÉCHANGES » regroupe du coté social un nombre de critères (4,84%) qui fait référence à l'absence de communications téléphoniques, informatiques et de TV dans certaines communautés rurales. Mais on peut affirmer que le côté individuel est plus présent parmi la plupart des composantes de la dimension A, comme on peut l'apprécier graphiquement ci-dessus.

## B) Résultats des « catégories synchroniques »

Le graphique de *Pareto* nous informe qu'à l'intérieur de la DIMENSION A la priorisation des problèmes de la population se centre sur 7 « catégories synchroniques » (5 du coté individuel et 2 du coté sociétal). La concentration de l'effet majeur se trouve dans la partie supérieure de la colonne empilée à gauche (destinée aux valeurs individuelles), colonne qui selon *la formule de Pareto* contient les effets qui dans l'ensemble supposent 62% des problématiques sociales, car le côté sociétal a un poids résiduel de 38%. D'autre part, les « objets génériques » avec la potentialité d'être pervers, sont les suivants :

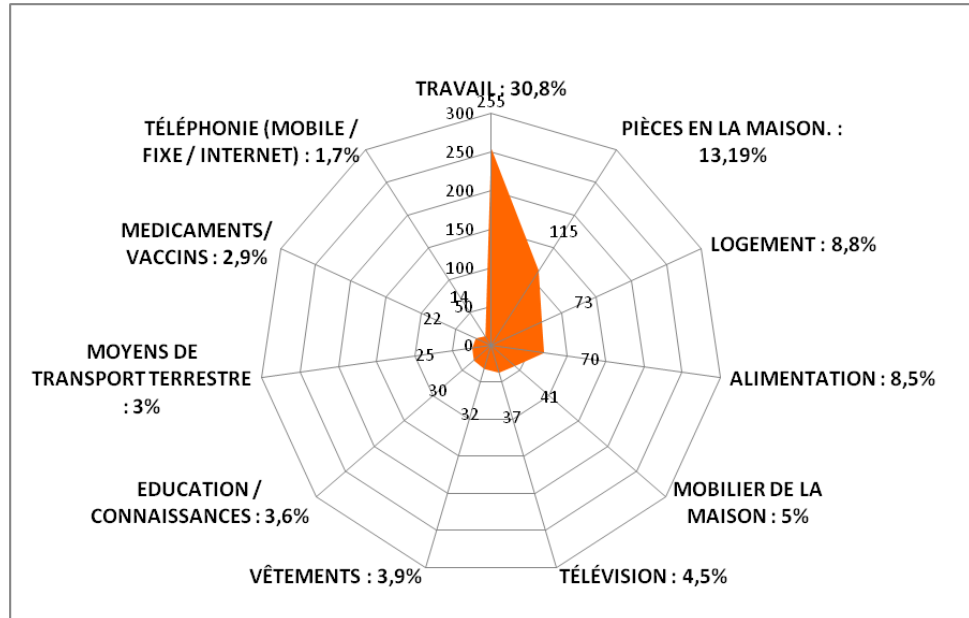
Graphique en anneau des pourcentages atteints par les dispositifs qui causent les majeures distorsions à l'intérieur de la dimension A.



## Selon le côté individuel

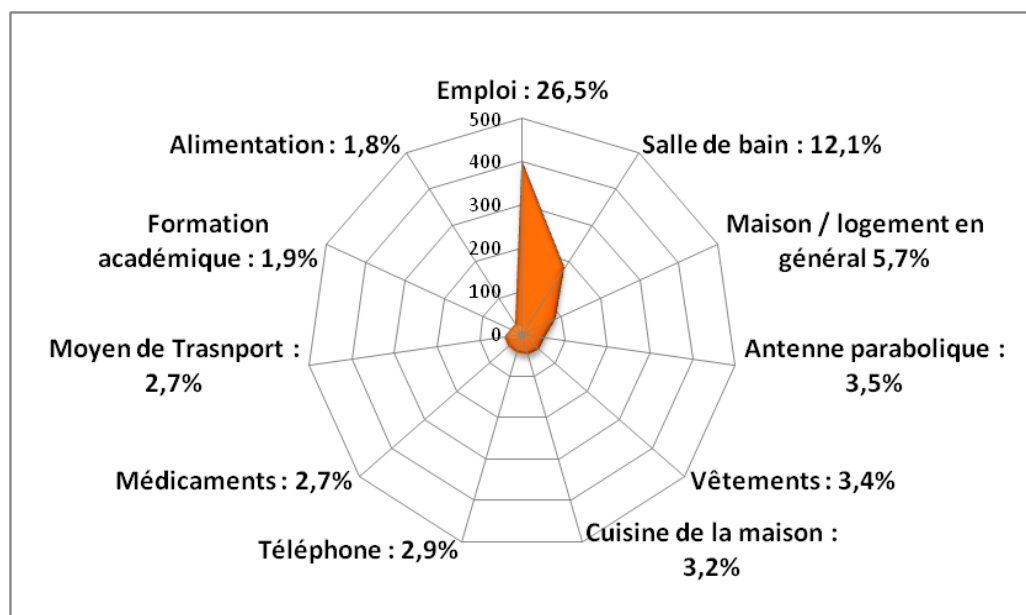
- **8,6%** des effets pervers sont provoqués par la composante (o20) : **l'impossibilité d'obtention des dispositifs**, malgré leur existence dans l'entourage de l'individu. La cause se doit clairement à la faiblesse de revenus d'un grand nombre des intégrants de la famille. Ci-dessous les dispositifs qui sont évoqués du côté individuel :

Graphique des dispositifs plus évoqués par rapport à l'impossibilité d'obtention de l'individu.



- **7,8%** des effets vicieux sont causés par la propre **inexistence des dispositifs** représentés dans le graphique suivant. Cette catégorie se distingue de la précédente parce qu'ici le sujet a la funeste impression que les dispositifs n'existent pas ou que les conditions pour les obtenir n'existent pas.

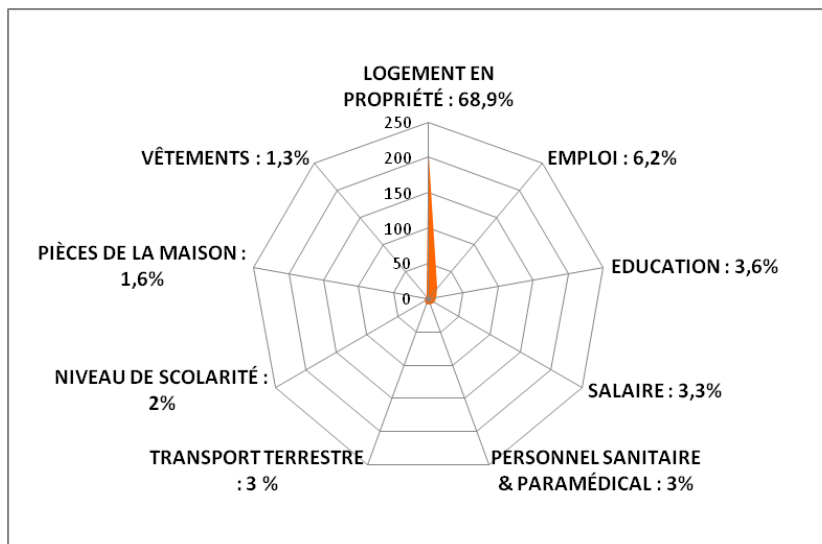
Graphique des dispositifs plus évoqués par rapport à leur inexistence ou sans conditions d'obtention pour l'individu.





- **4,7%** des effets pervers sont causés par le besoin d'avoir des **dispositifs efficaces, qui soient capables de remplir les besoins et les attentes pertinentes** selon leur propre utilité, comme par exemple : le nombre de critères qui font référence au souhait d'avoir une « maison en propriété » (68,9%) sont énormes, « un niveau d'éducation adéquate » pour obtenir un poste de travail (2%), un « médecin généraliste » ou une « infirmière 24h » (3%), parmi d'autres exposés ci-dessous.

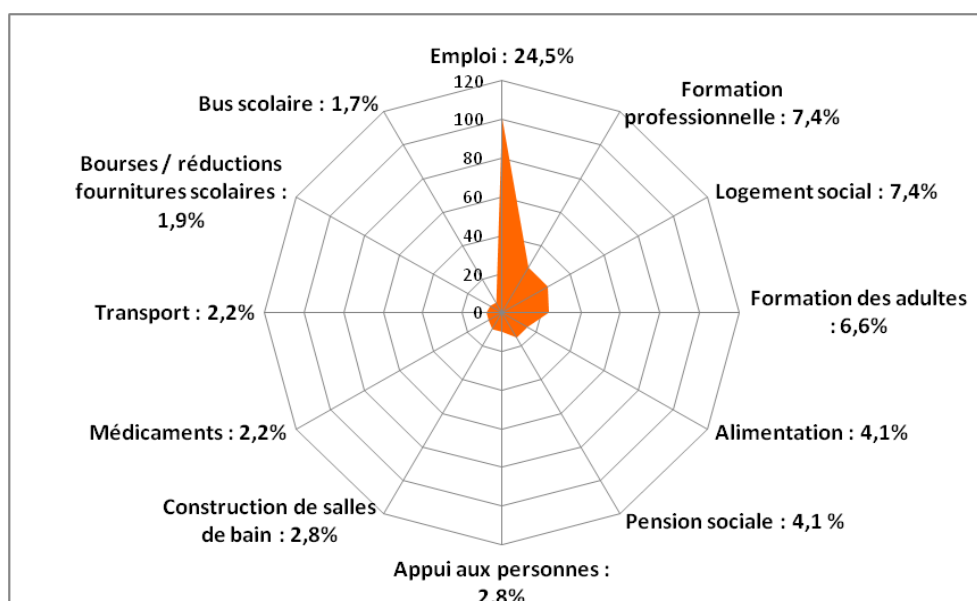
Graphique des dispositifs plus évoqués par rapport à l'accomplissement des attentes et besoins de l'individu.



## Selon le côté sociétal

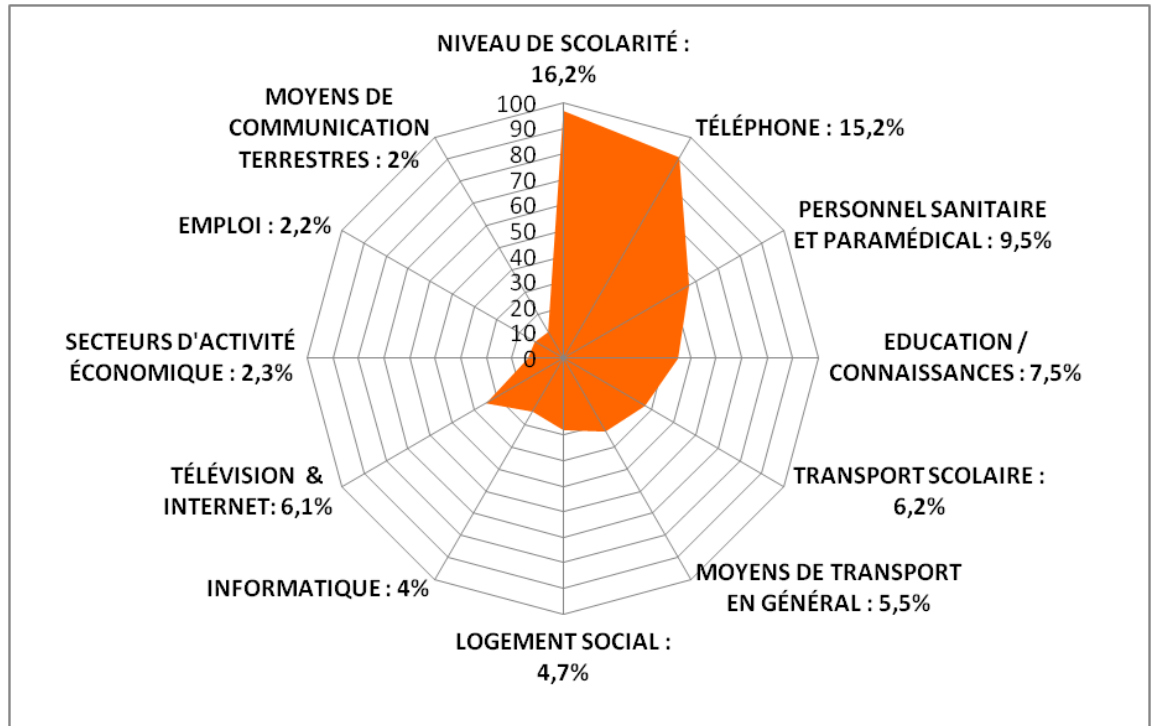
- **7,55%** des conséquences positives souhaitées font allusion à la **recherche de solutions à leurs problèmes, ce qui doit se faire à travers l'existence au sein de la société de dispositifs en constante évolution, améliorés, préservés, modernisés, etc.** Les citoyens évoquent leur rêve de vivre dans un monde idéal où l'on puisse jouir de l'existence des dispositifs suivants :

Graphique des dispositifs plus évoqués par rapport à ce qu'il faut faire pour accomplir les attentes et besoins sociétaux du bien-être

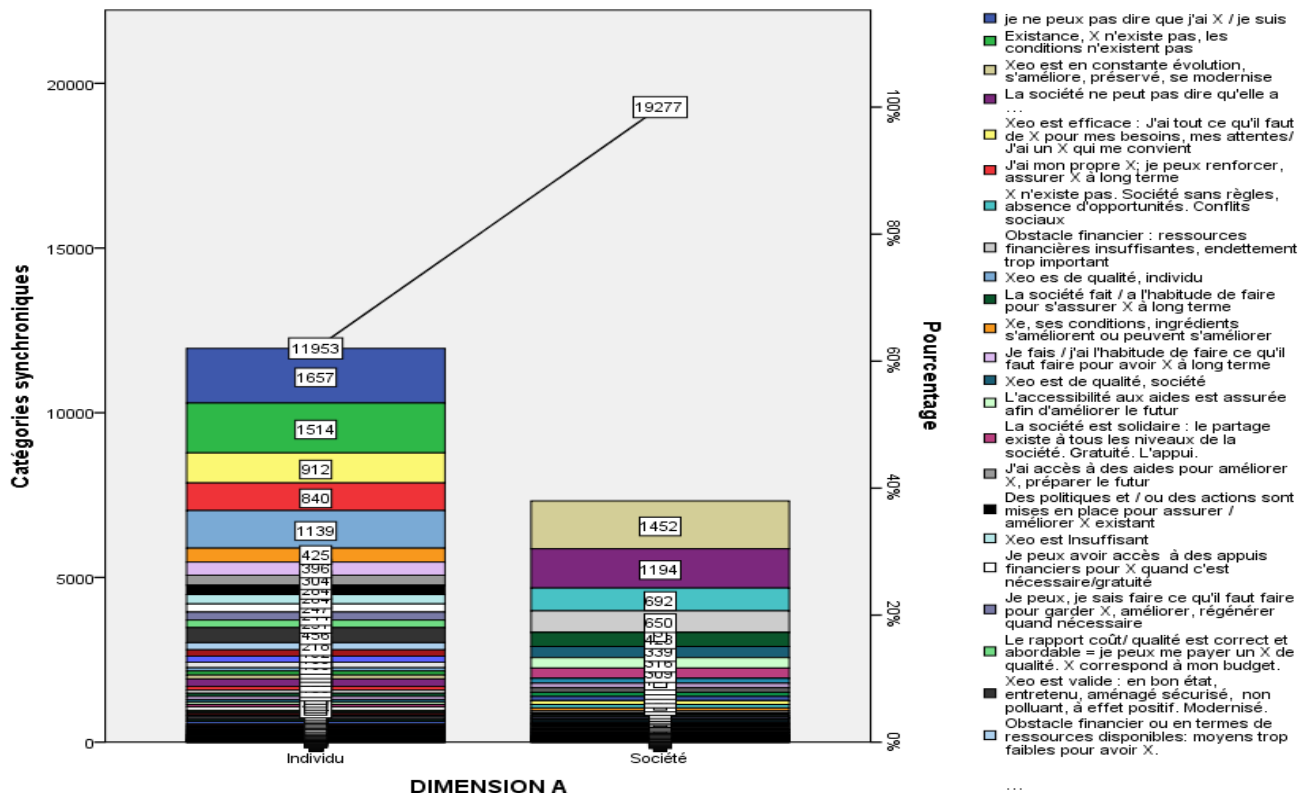


- **6,2%** des effets viciés font référence aux **dispositifs qui n'existent pas dans le milieu sociétal**, comme par exemple le manque de « téléphones publics », de « moyens de communication », etc. Ci-dessous les dispositifs plus évoqués.

Graphique des dispositifs plus évoqués par rapport à leur inexistence dans le milieu sociétal.



Graphique de Pareto de la variance des catégories synchroniques de la signification à l'intérieur de la dimension A.

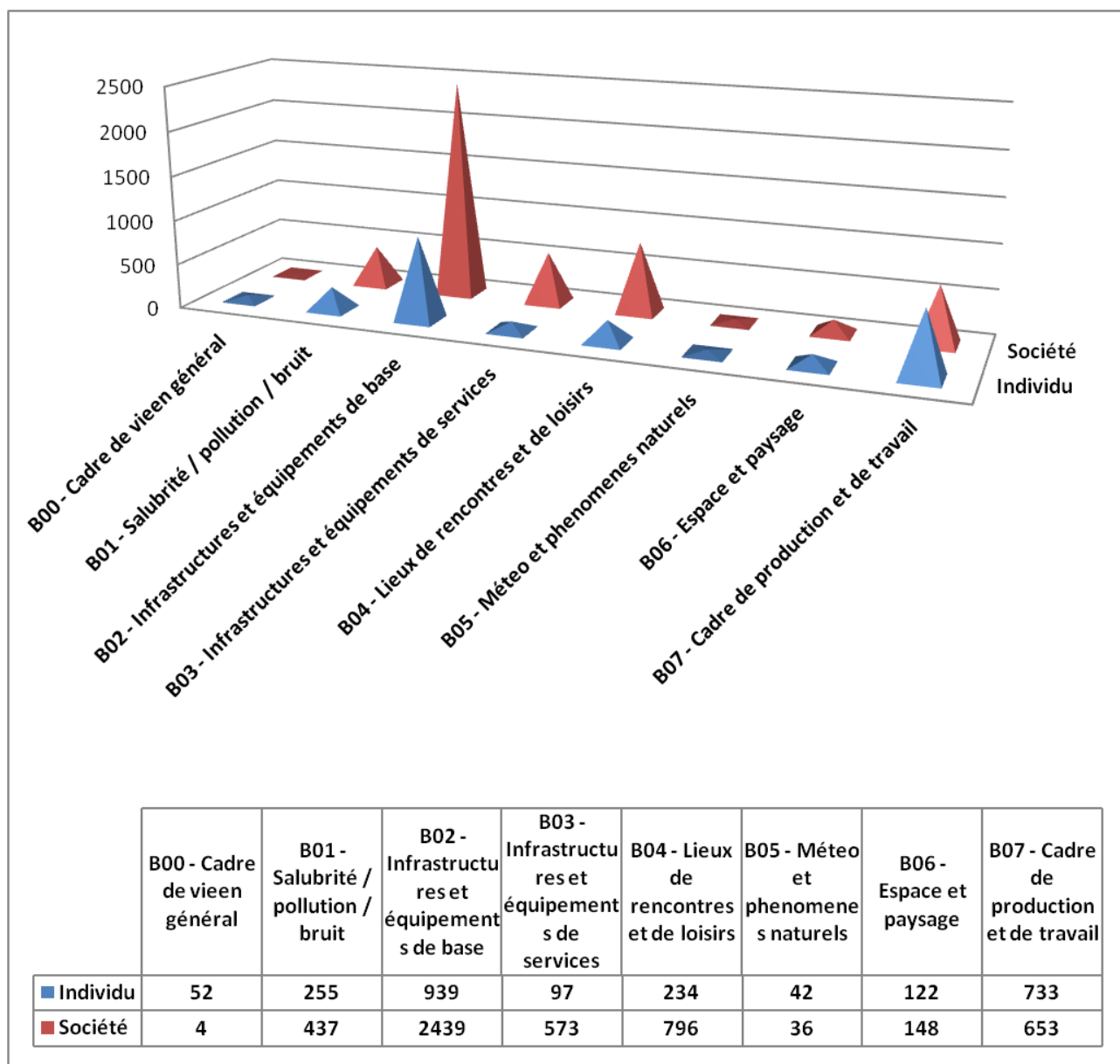


## 7.8.2- La dimension B « Cadre de vie »

### A) Répartition des besoins individuels et sociétaux

Le premier constat c'est qu'il ne devrait y avoir, à l'intérieur des composantes de la DIMENSION B, presque aucun critère référé au côté individuel, tels que « la canalisation d'eau », « l'électricité à la maison » et les « réservoirs d'eau » pour l'usage domestique, raison pour laquelle la composante « B02 : INFRASTRUCTURES ET ÉQUIPEMENTS DE BASE » offre un nombre de critères non négligeable du côté individuel.

Graphique en pyramides de la distribution de la variance entre le social et l'individuel parmi les composantes de la dimension B

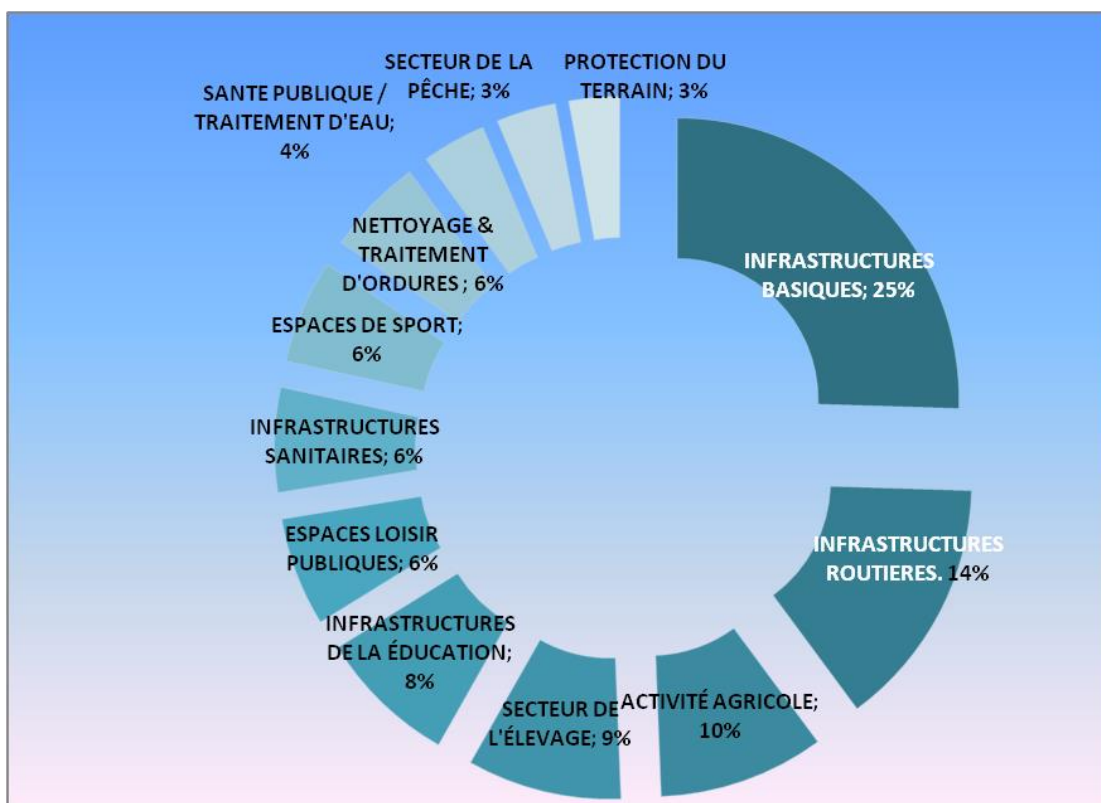


Quant à la composante « B01 : SALUBRITÉ, POLLUTION ET BRUIT », elle offre des résultats dans l'espace individuel par son grand nombre de critères qui font référence à « l'assainissement » et aux « égouts ». Il faut préciser qu'au Cap-Vert la plupart des familles doivent faire un énorme effort pour entreprendre les travaux de connexion à la canalisation publique d'eaux résiduaires, car ils doivent assumer à la fois une charge économique (payer une taxe publique et acheter le matériel pour l'excavation) et humaine (la majorité doivent réaliser les travaux elles-mêmes).

La composante « B07, CADRE DE PRODUCTION ET DE TRAVAIL » offre une proportion quasi parfaite entre le social et l'individuel en raison de la demande de construction et installation d'infrastructures agricoles, de pêche, mais aussi du financement de leurs propres unités productrices d'arrosage goutte à goutte, l'achat de bateaux de pêche, d'animaux, d'appareils et d'équipements, etc.

En grandes lignes les besoins par rapport à la dimension B sont circonscrits aux « infrastructures dénommées basiques : '« l'eau potable, l'électricité et le gaz », les « infrastructures routières » (essentiels pour contribuer au développement économique et social), le soutien financier au secteur agricole, de l'élevage, de la pêche ainsi que du commerce, la construction d'infrastructures sanitaires (postes USB majoritairement), et le nettoyage publique, traitement des ordures, puis la santé publique à travers le traitement des eaux. (Voir ci-dessous les pourcentages et répartition des objets évoqués).

Graphique en anneau des pourcentages atteints par les dispositifs qui causent les majeures distorsions à l'intérieur de la dimension B



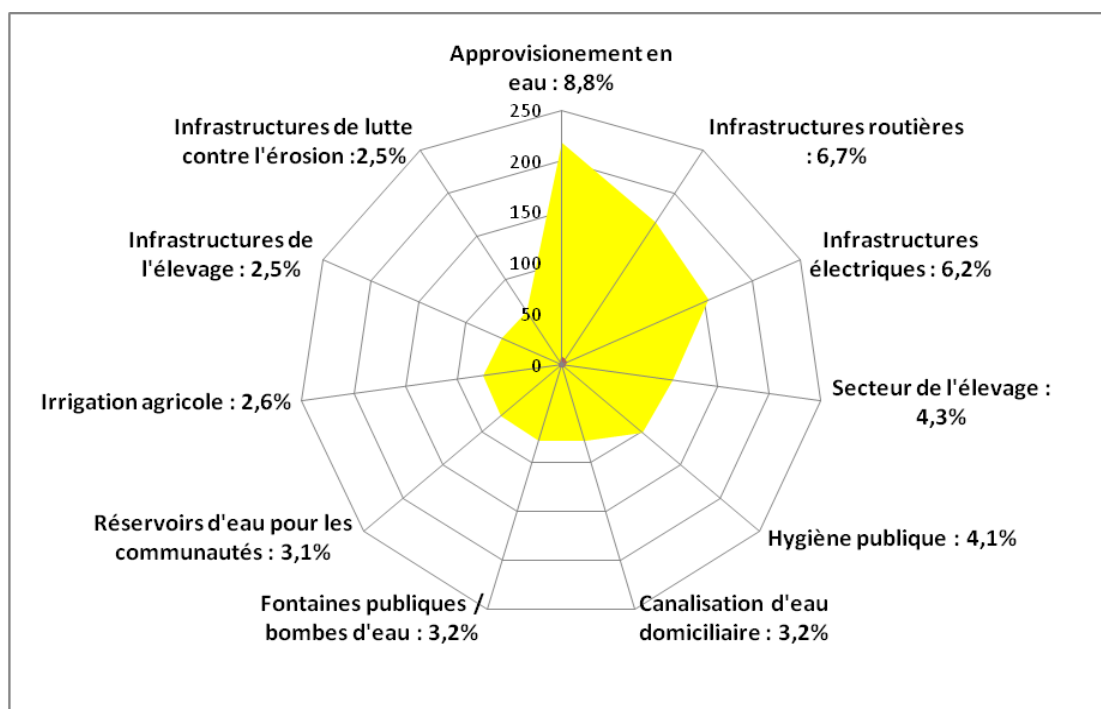
## B) Résultats des « catégories synchroniques »

Dans la DIMENSION B, la *formule de Pareto* montre clairement la priorisation des distorsions sociales avant les individuelles, cependant ces dernières ont un poids non négligeable. Les critères exposent 8 « catégories synchroniques » (5 du côté individuel et 3 du côté sociétal). Les causes majeures qui se concentrent du côté sociétal supposent en global une distorsion de 67,5% des problématiques sociales, tandis que le côté individuel obtient un poids de 32,5%. D'autre part, les objets génériques avec une potentialité d'être pervers, sont les suivants :

### Selon le côté sociétal

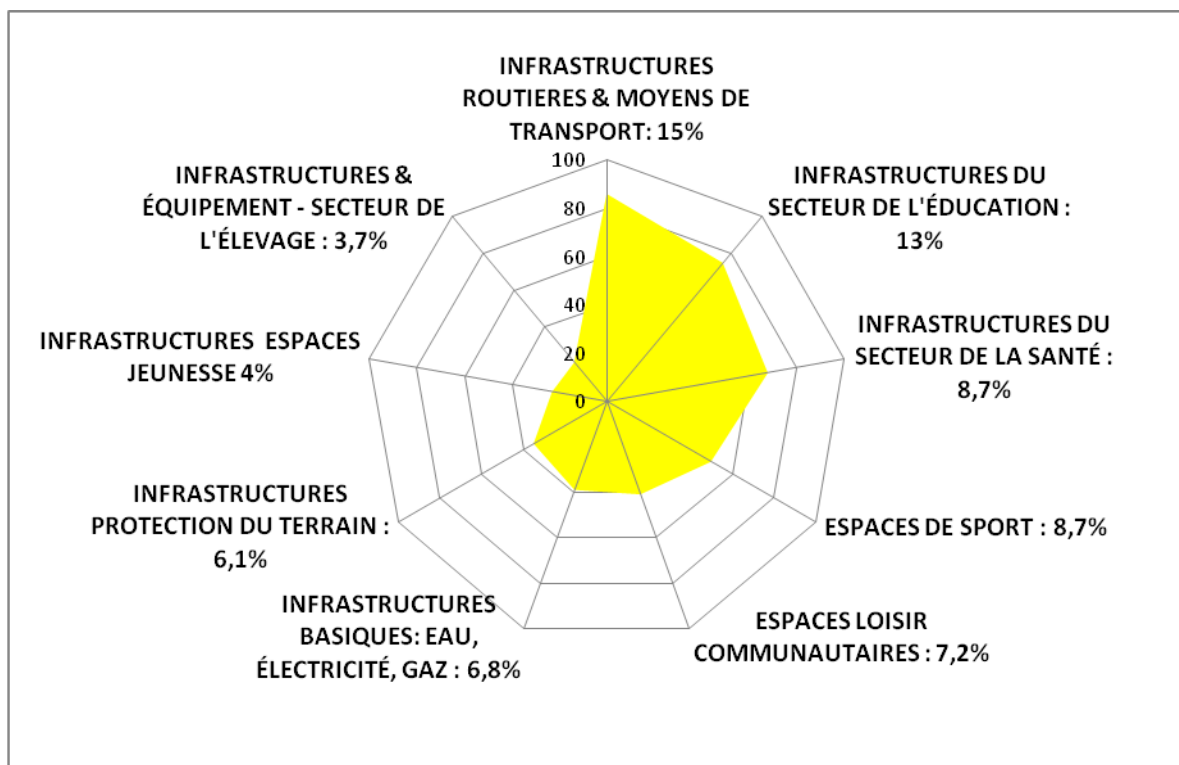
- **20,03%** des réactions sont provoquées par **le manque de dispositifs (biens et services) basiques dans le milieu social**. Il s'agit d'infrastructures que la population estime indispensables pour leur bien-être et, comme le constate le graphique ci-dessous, plus de **20,19%** des dispositifs évoqués sont en relation avec l'eau (l'approvisionnement en eau potable, fontaines, réservoirs d'eau, bombes d'eau, etc.). La population cite également les infrastructures de lutte contre l'érosion du terrain, reliées à la sauvegarde des ressources en eau des terrasses agricoles.

Graphique des infrastructures plus demandées par les participants pour le bien-être.



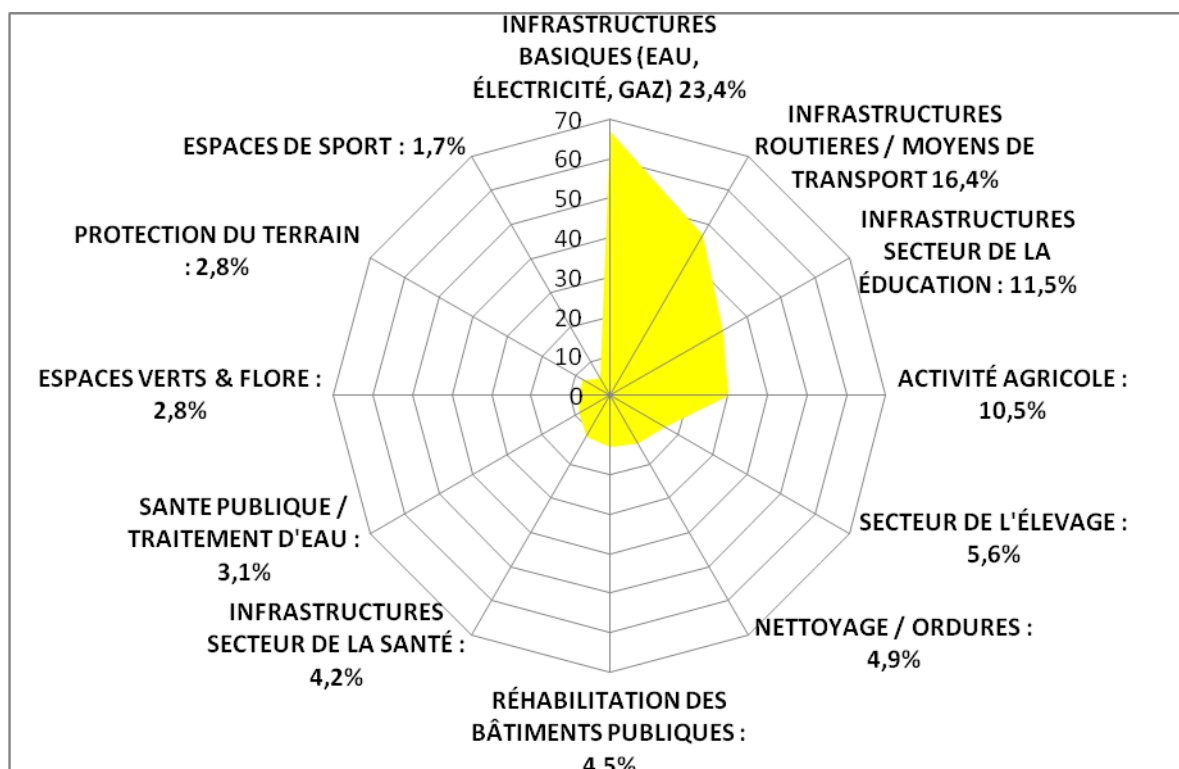
- **13,65%** des effets positifs désirables font allusion à un état idéal où les participants ébauchent une **société où l'on peut jouir de biens et services qui persistent pour les générations futures** (assurés à long terme). La liste des infrastructures qui devraient se donner pour jouir de cet état de bien-être sont les suivantes :

Graphique des infrastructures sociales qui devraient être présentes selon les participants pour jouir d'un bien-être collectif.



- **6,68%** des effets souhaités font allusion à l'état de bien-être dans lequel **les biens, services et infrastructures sont en constante évolution, se modernisent, améliorent et préservent pour les générations futures.**

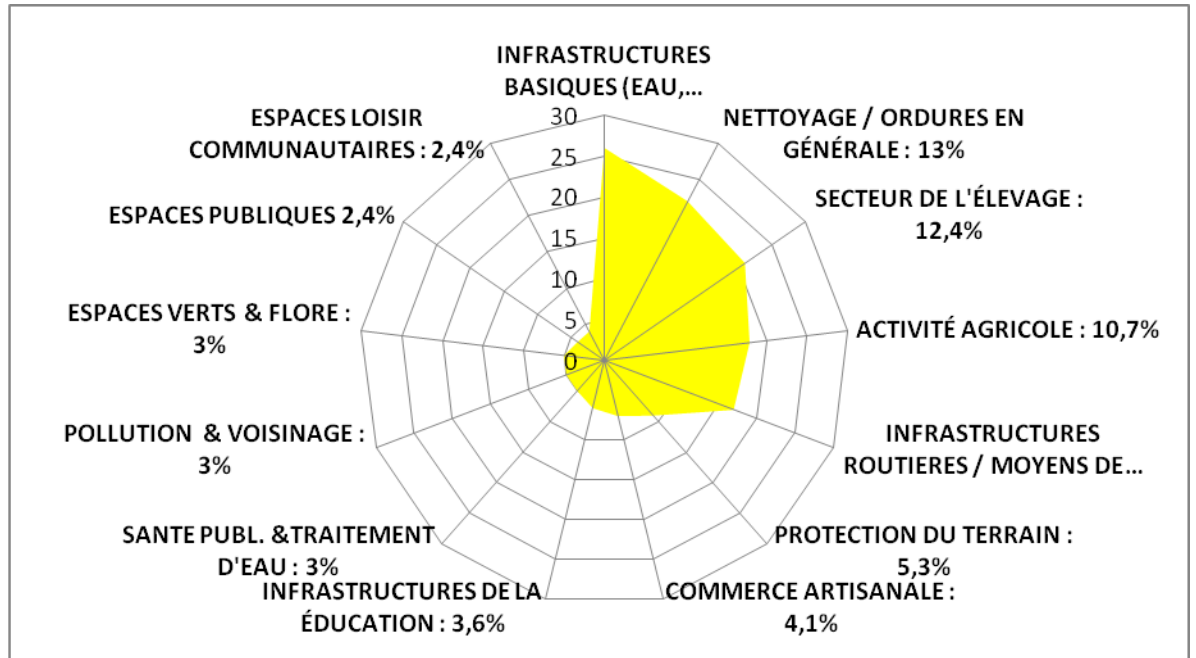
Graphique des infrastructures dont la population demande l'amélioration, modernisation et préservation pour les générations futures.



## Selon le côté individuel

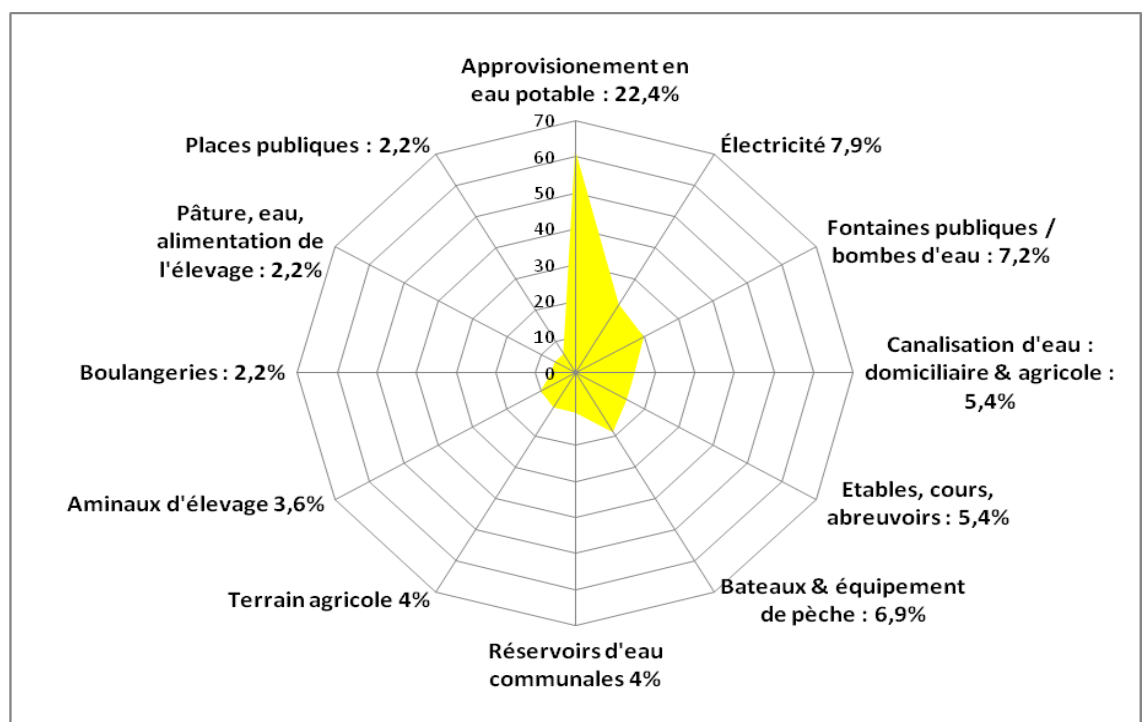
- **4,03%** des réactions nous informent que les participants sont **prêts et motivés à faire ce qu'il faut pour réaliser leurs rêves et entreprendre les actions visant à rendre possible un avenir dans lequel l'individu puisse jouir des suivants dispositifs à long terme :**

Graphique des dispositifs que la population est prête à entreprendre pour leur obtention à long terme.



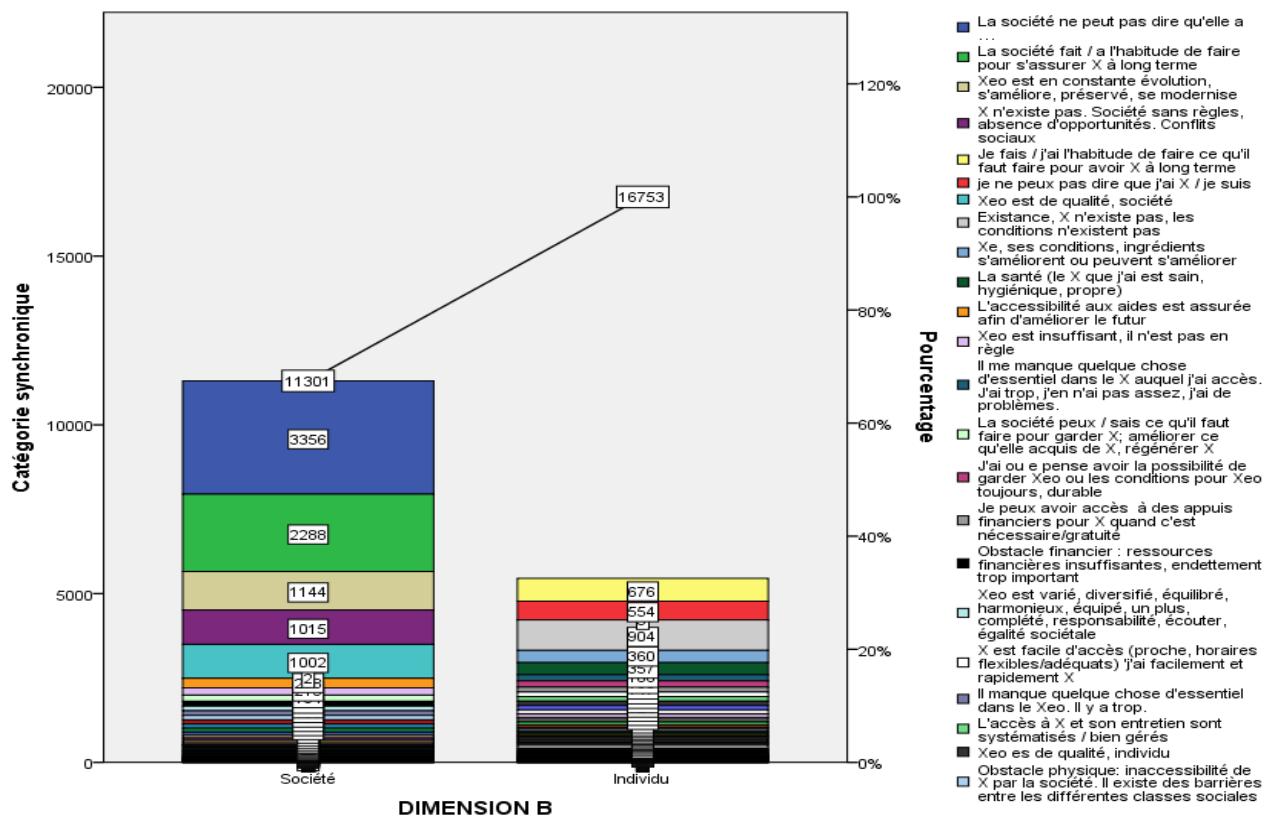
- **3,30%** des effets vicioux font référence aux **dispositifs que l'individu ne possède pas** (malgré leur existence dans le milieu, l'individu n'est capable de les obtenir), en grande partie à cause du manque de ressources ou soutien économique.

Graphique de la proportion des dispositifs que les individus ne possèdent pas par manque de ressources économiques.





Graphique de Pareto de la variance des catégories synchroniques de la signification à l'intérieur de la dimension B.





## 7.8.3- La dimension C « Relations avec et entre les organisations»

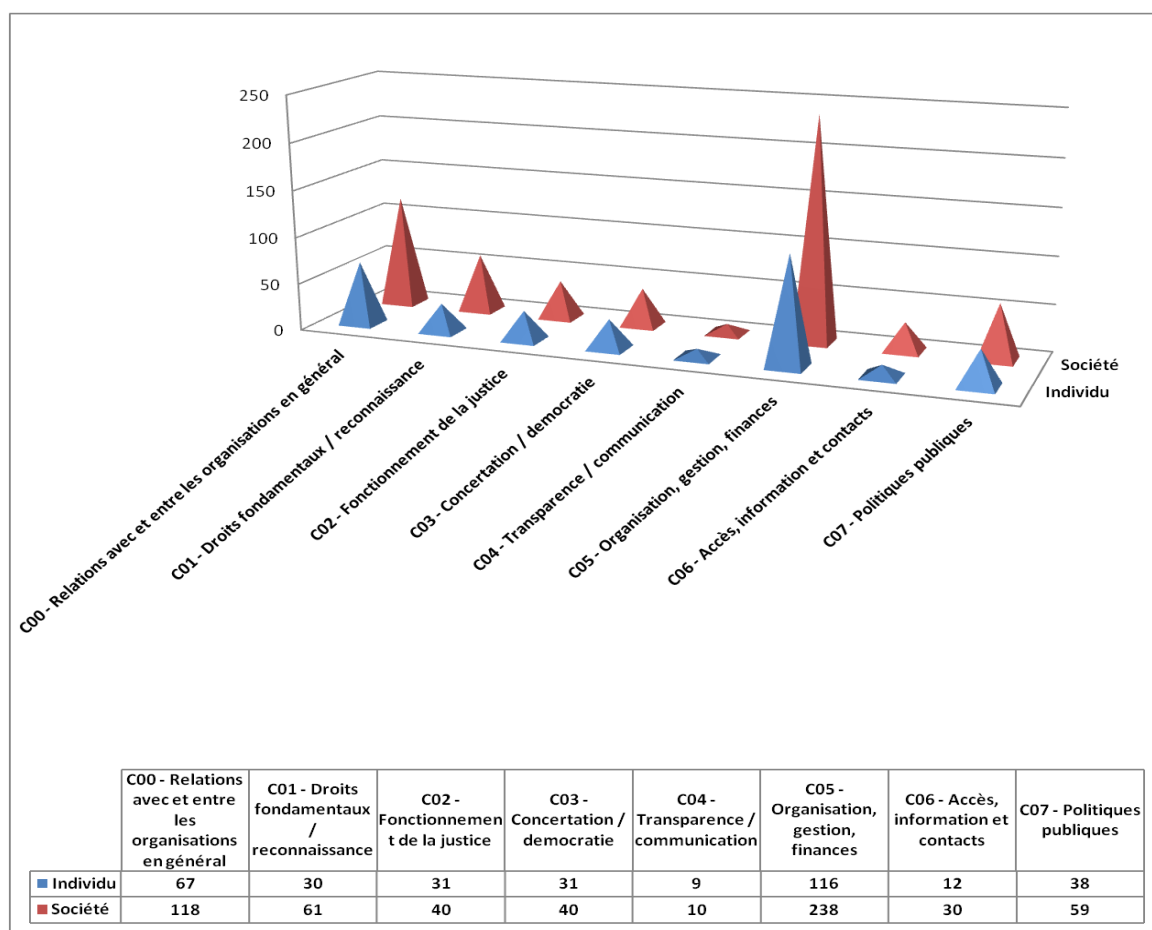
### A) Répartition des besoins individuels et sociétaux

D'abord il faut établir que tous les participants de la méthodologie SPIRAL au Cap-Vert étaient associés aux ACD's (sorte de sociétés civiles avec pour but de développer tout genre d'actions en bénéfice de leurs associés ou de la communauté en milieu rural).

Conséquemment les gens ont parlé du milieu politique qu'ils connaissent, du milieu plus proche. On a mis l'accent sur les contraintes qu'ils désapprouvent et établi une liste des situations intolérables au sein associatif (relations entre d'autres ACD's). Voir le poids atteint par la composante C05 : ORGANISATION, GESTION ET FINANCES.

Quand on parle de transparence, gestion et organisation on se réfère exclusivement à la gouvernance interne des ACD et non pas au gouvernement élu, définitivement on parle plutôt de l'administration municipale que du personnel adscrit à l'administration centrale.

Graphique en pyramides de la distribution de la variance entre le social et l'individuel parmi les composantes de la dimension C.



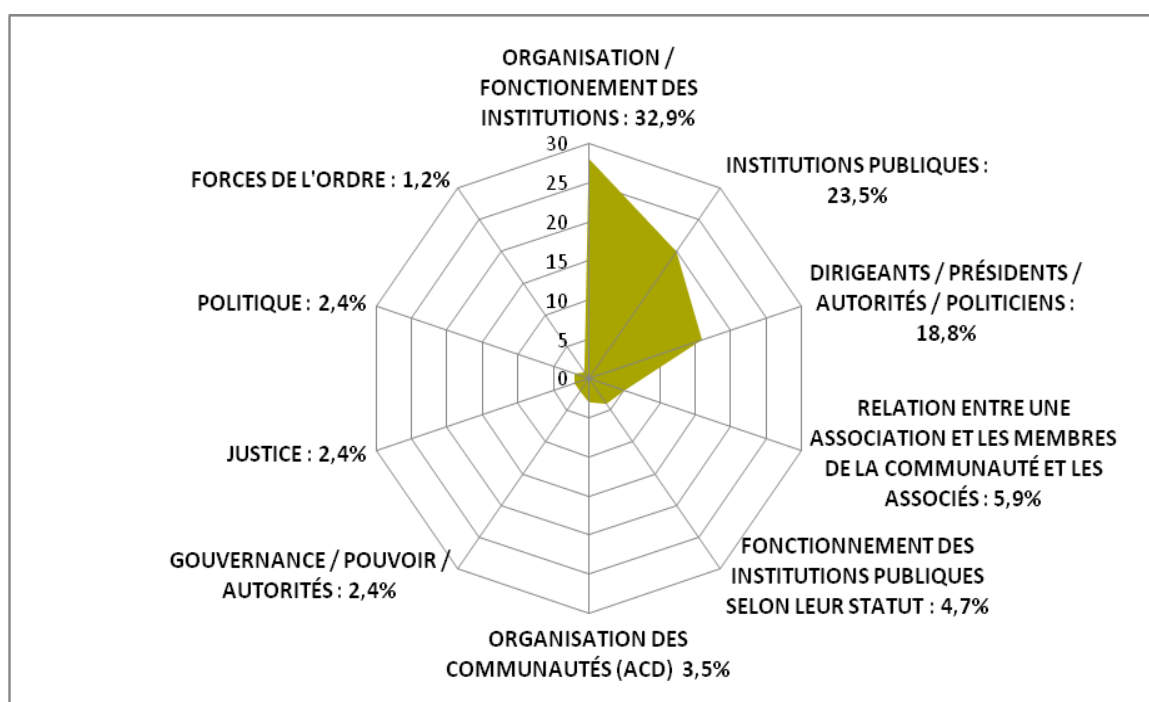
## B) Résultats des « catégories synchroniques »

La DIMENSION C, priorise évidemment le côté sociétal qui atteint un poids de 66% face au 33% individuel. Les critères, qui selon la *formule de Pareto* exposent en puissance le ressentir général, se placent dans les catégories que l'on peut dire positives plutôt que dans une attitude critique. On présentera les attitudes et contraintes du côté social en considérant que les catégories synchroniques du côté individuel ne sont pas suffisamment représentatives (vue la dispersion des critères et le manque de poids) :

### Selon le côté sociétal

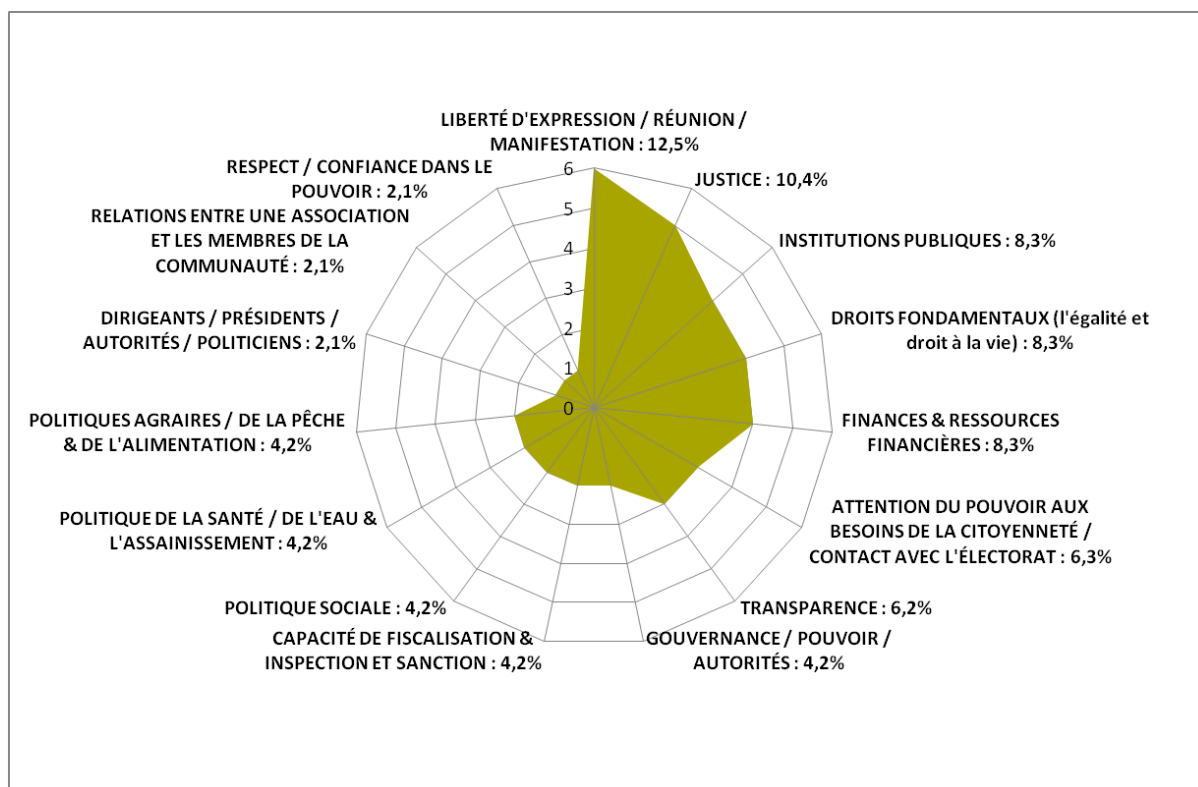
- **10,6%** des effets nous informent que la population souhaite un état de réalité dans lequel on peut jouir d'un service administratif et politique de qualité, c'est-à-dire où le fonctionnement de l'administration, organisations et associations (ACD's) est impeccable. Les institutions citées sont :

Graphique de la proportion des dispositifs administratifs et politiques dont les individus attendent un service de qualité



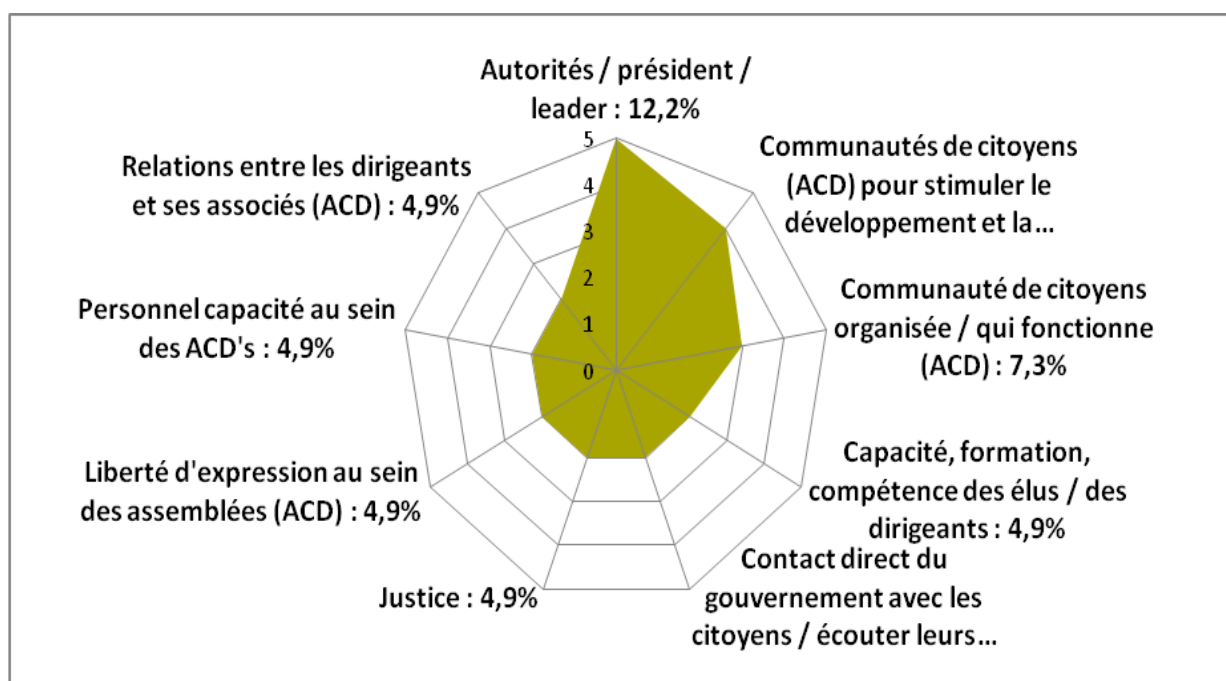
- **7,8%** des effets nous avertissent que la population souhaite un **état de réalité où les services administratifs et de gouvernance sont en constante évolution, amélioration, modernisation et préservation pour les générations futures**. Il faut préciser que quand on parle de transparence, de finances et ressources financières, de la capacité d'inspection, de la fiscalisation et des sanctions, des dirigeants, présidents et autorités, ainsi que du respect du citoyen envers le pouvoir, les gens se réfèrent uniquement aux structures internes des ACD's.

Graphique de la proportion des dispositifs administratifs et politiques dont les individus souhaitent l'amélioration, évolution et préservation pour les générations futures.

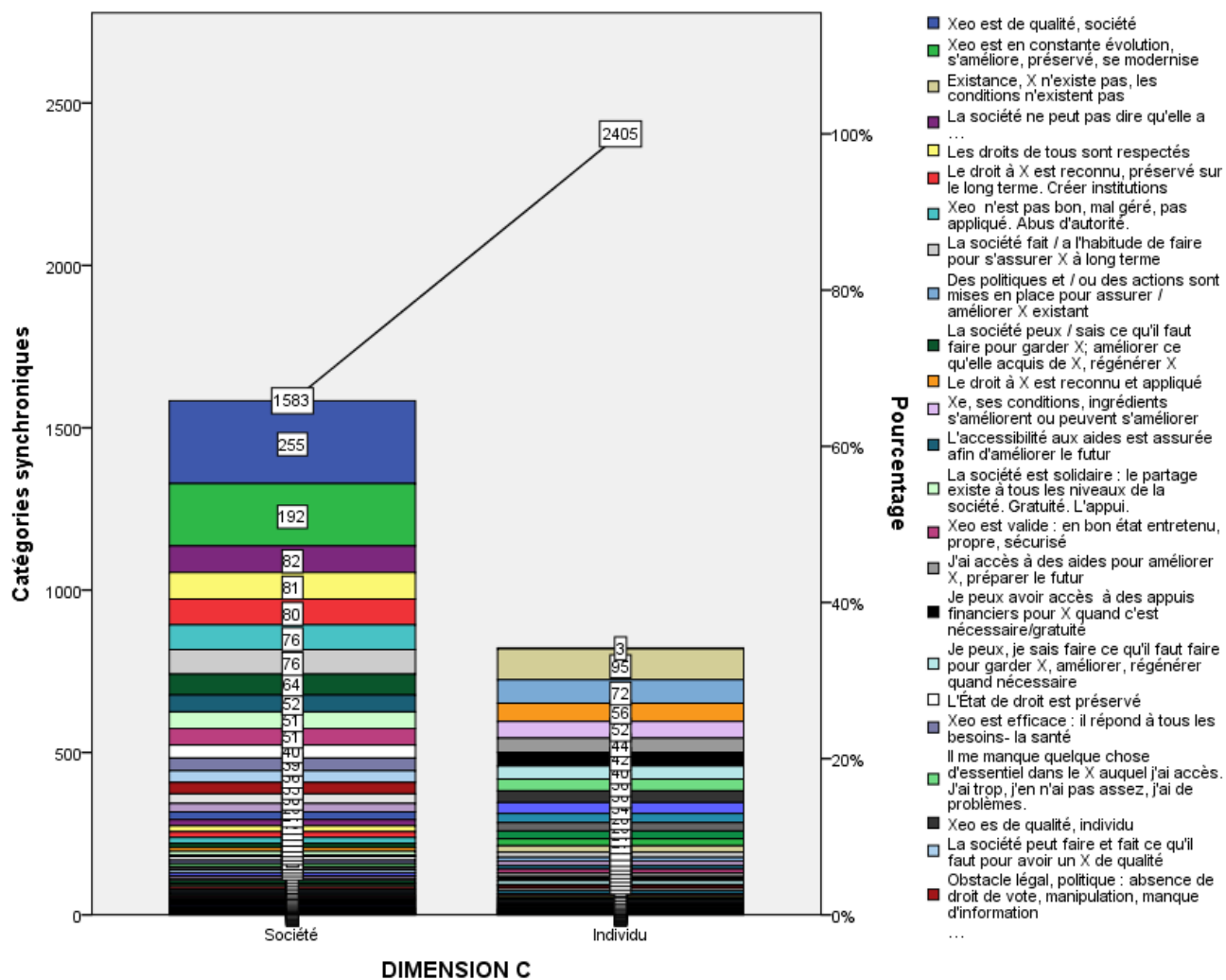


- **3,4%** des critères produisent un effet de dysfonction **et d'absence de dispositifs essentiels au sein des associations, de la politique et de l'administration** et donc démontrent que leur fonctionnement n'est pas l'adéquate. Les services publics ou associatifs plus évoqués sont les suivants :

Graphique de la proportion des dispositifs associatifs, administratifs et politiques manquants.



Graphique de Pareto de la variance des catégories synchroniques de la signification à l'intérieur de la dimension C :



## 7.8.4- La dimension D « Relations personnelles»

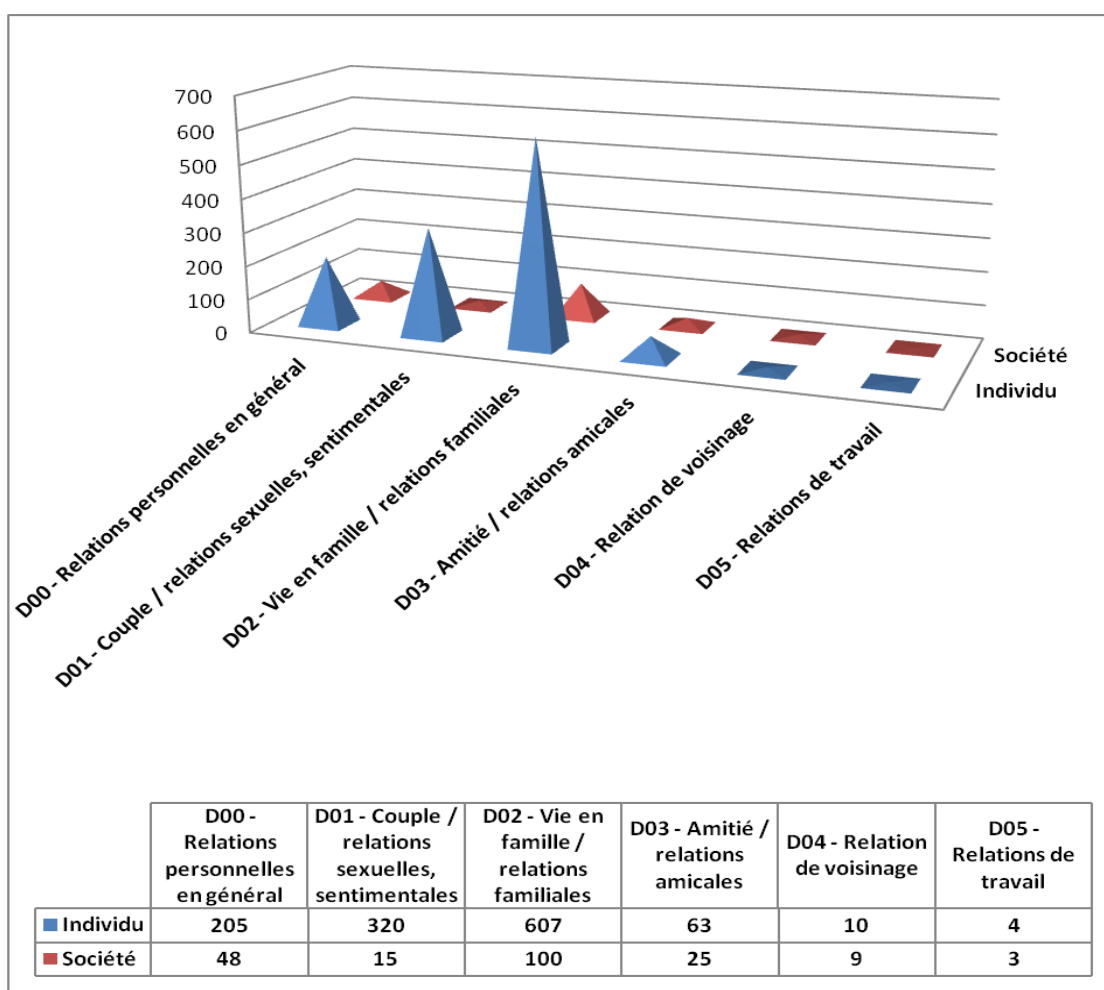
### A) Répartition des besoins individuels et sociétaux

Comme on peut l'imaginer la DIMENSION D se centre sur le milieu individuel. La famille est la pierre angulaire des Cap-Verdiens du rural et leur équilibre personnel en dépend.

Les liens familiaux, et surtout la relation avec les mères, fournissent le soutien, l'amour, les soins, l'accompagnement, l'éducation et l'attention nécessaires dans le rural ; de ce fait, une des contraintes majeures se manifeste en rapport à la demande de mari, d'épouse ou d'enfants.

Le constat le plus intéressant se situe dans la presque absence de poids des composantes : D03 : AMITIÉ /RÉLATIONS FAMILIALES, D04 : RELATION DE VOISINAGE et D05 : RELATIONS DANS LE TRAVAIL, qui restent imperturbables et où l'on ne trouve pas de contraintes.

Graphique en pyramides de la distribution de la variance entre le social et l'individuel parmi les composantes de la dimension D



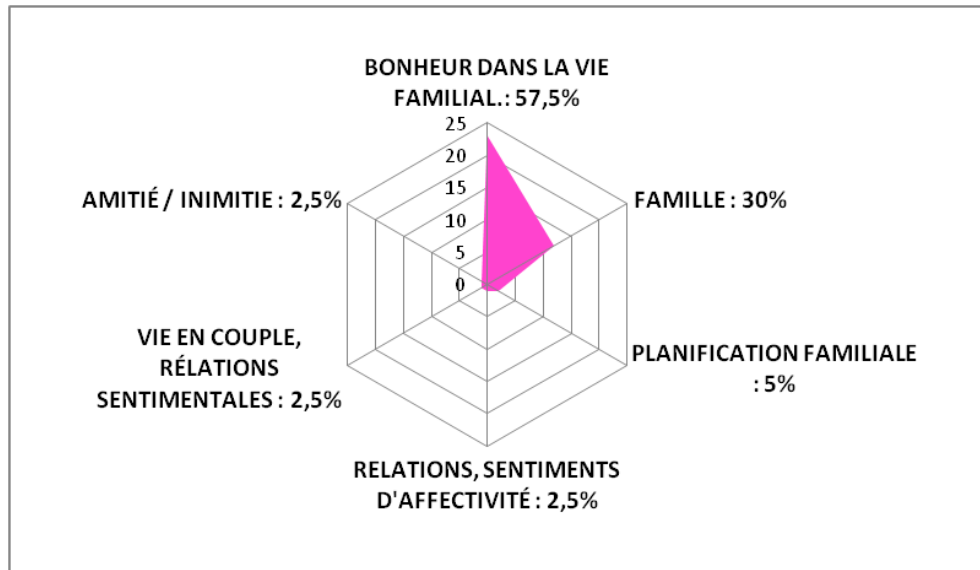
## B) Résultats des « catégories synchroniques »

La *formule de Pareto* nous informe que la DIMENSION D est clairement portée sur le côté individuel (87,58%) face au poids résiduel du côté sociétal (12,41%).

### Selon le côté sociétal

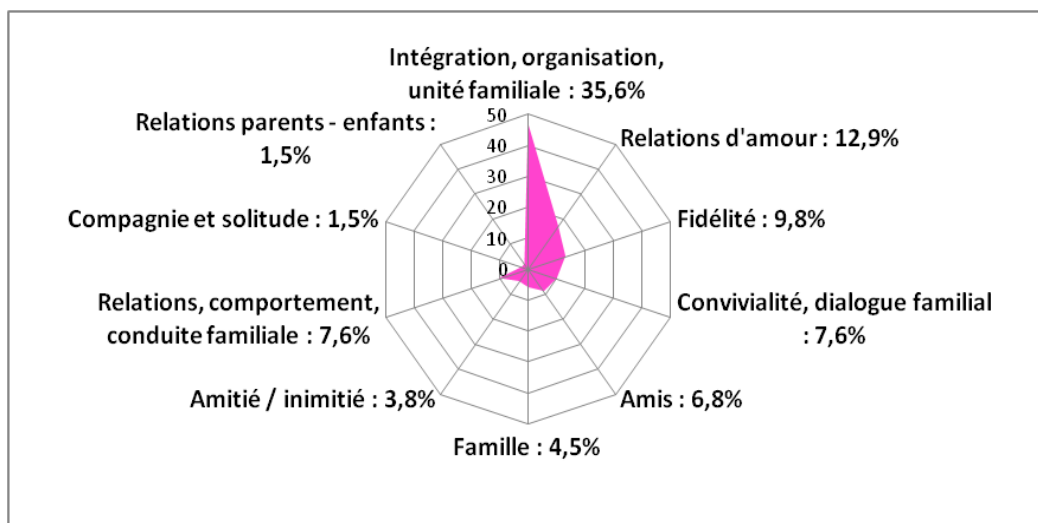
- **11,62%** des effets positifs correspondent aux critères qui font allusion aux dispositifs familiaux et personnels **qui offrent un état de satisfaction** à l'individu et qui sont les suivants :

Graphique de la proportion des dispositifs personnels et familiaux qui satisfont l'individu.



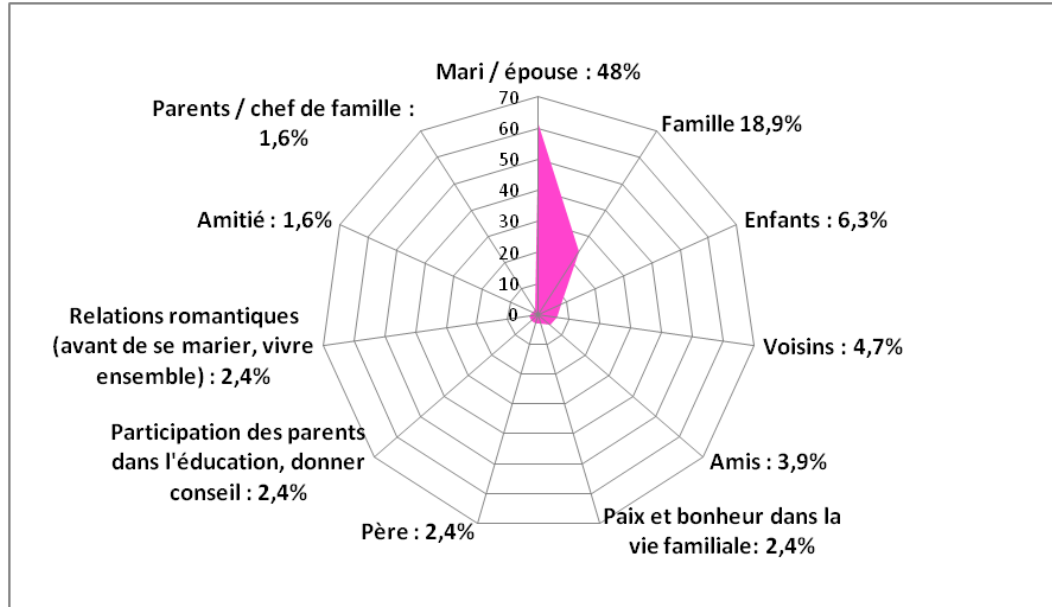
- **11,15%** des effets constatés sur la **famille font allusion à l'état dans lequel on partage avec les autres ce que l'on aime, tout ce qui nous provoque un sentiment d'estime ou qui nous renvoie à la convivialité, à la réciprocité et aux activités réalisées en commun**. Il faut concrétiser que quand on évoque la « famille » on parle d'un état de bienveillance, de bonheur et elle est citée par les personnes qui souhaitent en avoir.

Graphique de la proportion des dispositifs à partageables.

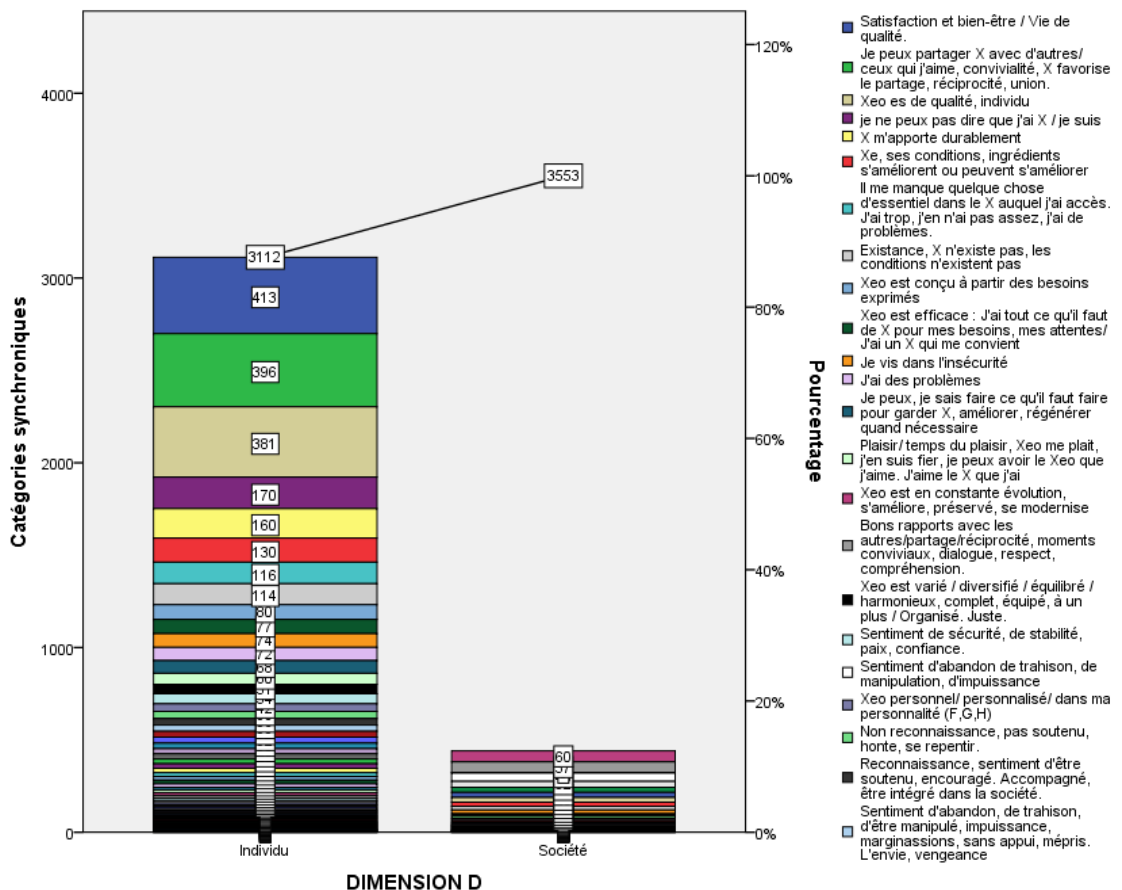


- **10,72%** des effets favorables nous renvoient aux **dispositifs personnels et familiaux dont les gens aimeraient profiter dans un stade de « qualité » familiale**, sans préciser ou informer sur les propriétés spécifiques de la qualité désirée, comme par exemple : avoir un bon mari, une bonne épouse, de bons enfants, etc.

Graphique de la proportion des dispositifs familiaux et personnels investis d'une bonne qualité intrinsèque



Graphique de Pareto de la variance des catégories synchroniques de la signification à l'intérieur de la dimension D :



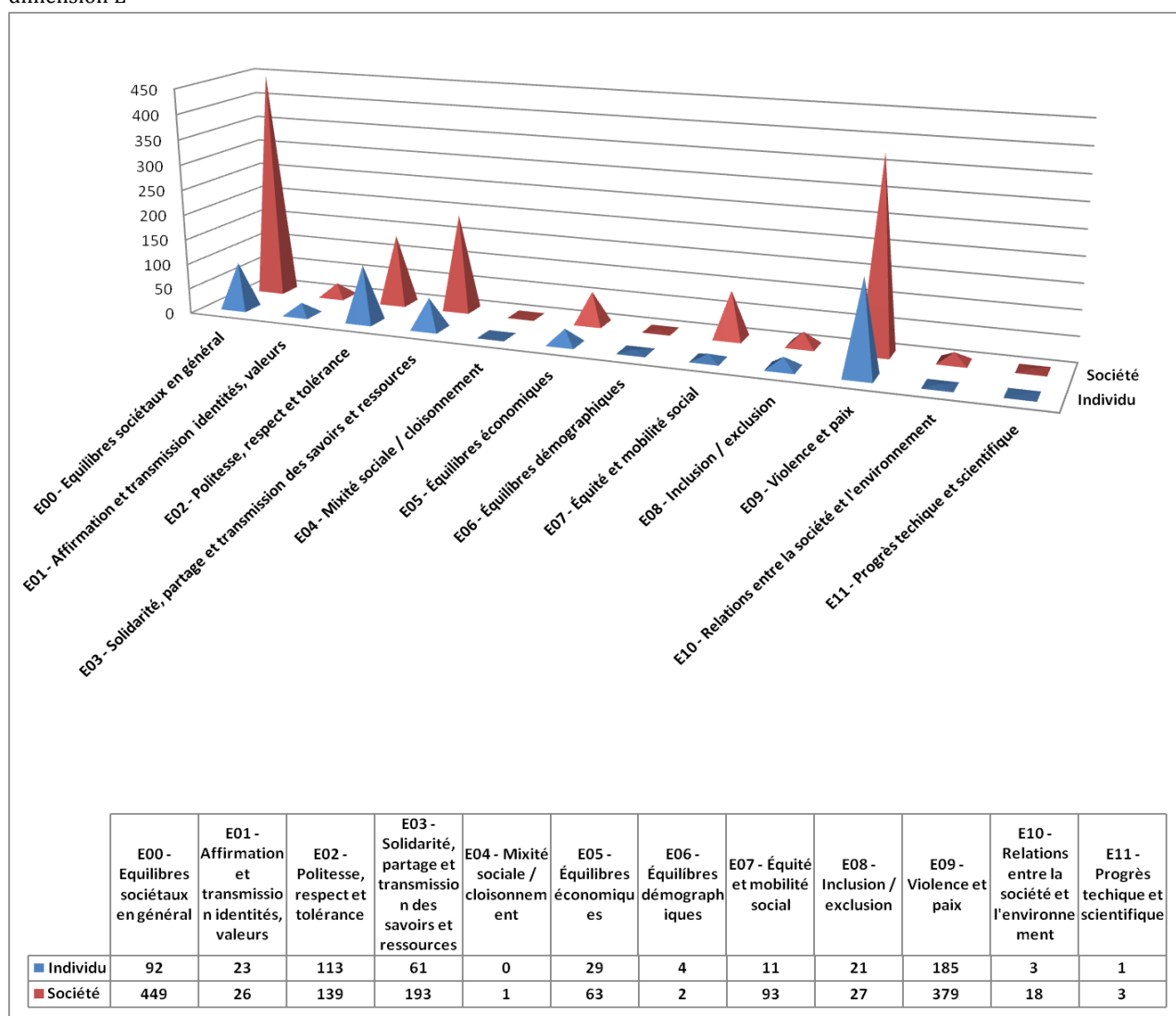
## 7.8.5- La dimension E « Équilibres sociétaux »

### A) Répartition des besoins individuels et sociétaux

Le poids des composantes E00 : ÉQUILIBRES SOCIÉTAUX EN GÉNÉRAL, E02 : POLITESSE, RESPECT ET TOLÉRANCE et E09 : VIOLENCE ET PAIX est quelque peu surprenant. On y trouve la plupart des distorsions de la convivialité, causées principalement par le vandalisme et l'insécurité.

Le rapport entre le social et l'individuel est (selon la *formule de Pareto*) 72,92% social- 27,08% individuel.

Graphique en pyramides de la distribution de la variance entre le social et l'individuel parmi les composantes de la dimension E



### B) Résultats des « catégories synchroniques »

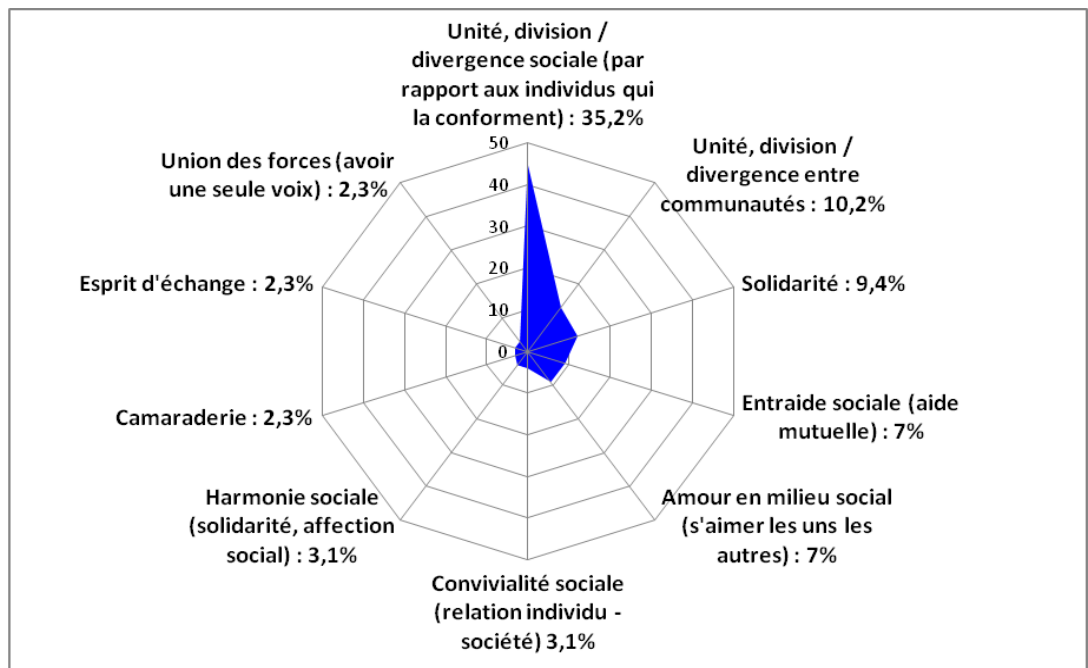
Selon la *formule de Pareto*, dans la DIMENSION E, qui priorise le social et les objets génériques, les désirs et majeurs effets sur les habitants participants sont:



## Selon le côté sociétal

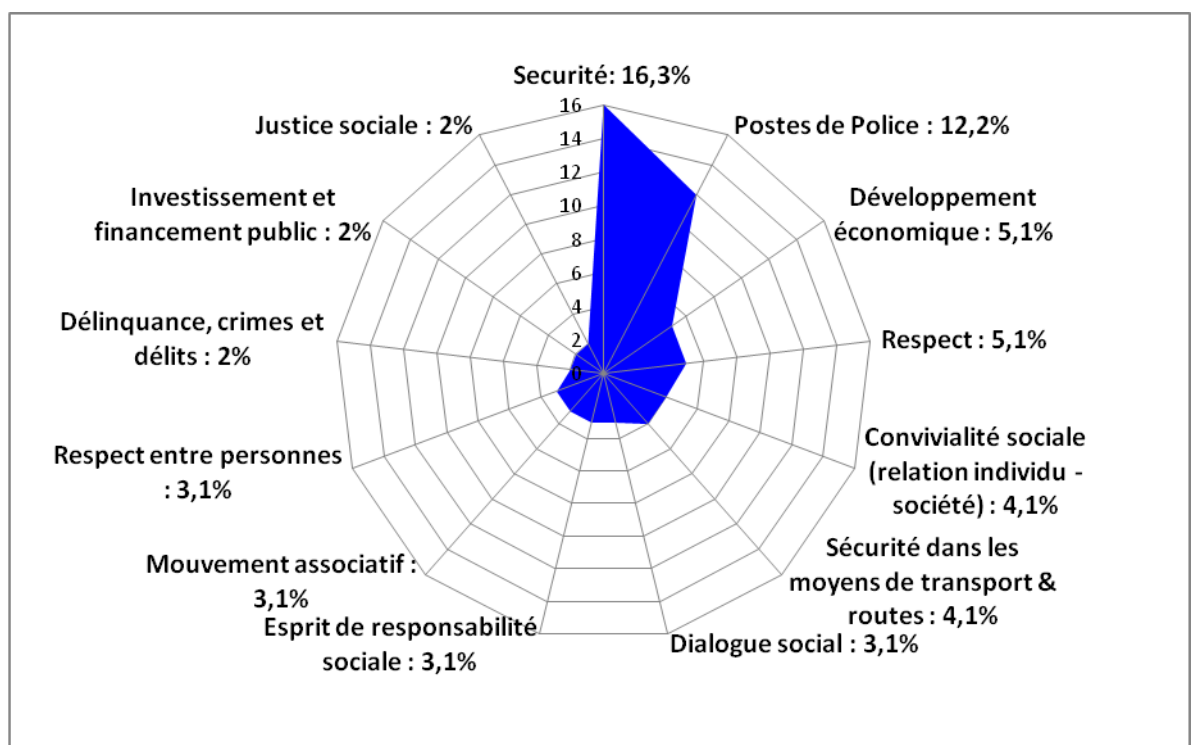
- **9,7%** les critères sont regroupés dans un état de vie où **les membres de la communauté profitent de l'amitié et la convivialité des uns et des autres.**

Graphique de la proportion des dispositifs familiaux et personnels investis d'une bonne qualité intrinsèque



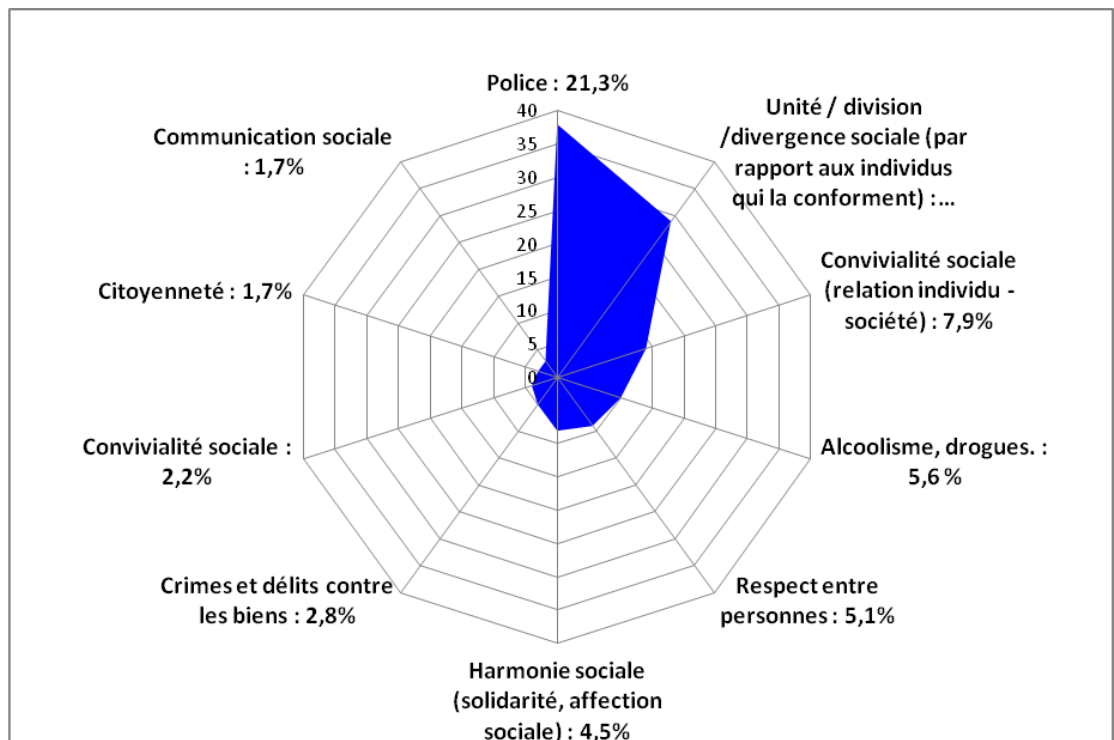
- **7,5%** des effets favorables que les gens s'imaginent font référence à l'envie de **vivre dans un espace de convivialité en constante évolution, amélioration, préservation et modernisation.** Les dispositifs nommés sont les suivants :

Graphique de la situation évoquée dans laquelle la société est en constante évolution et les dispositifs améliorés.

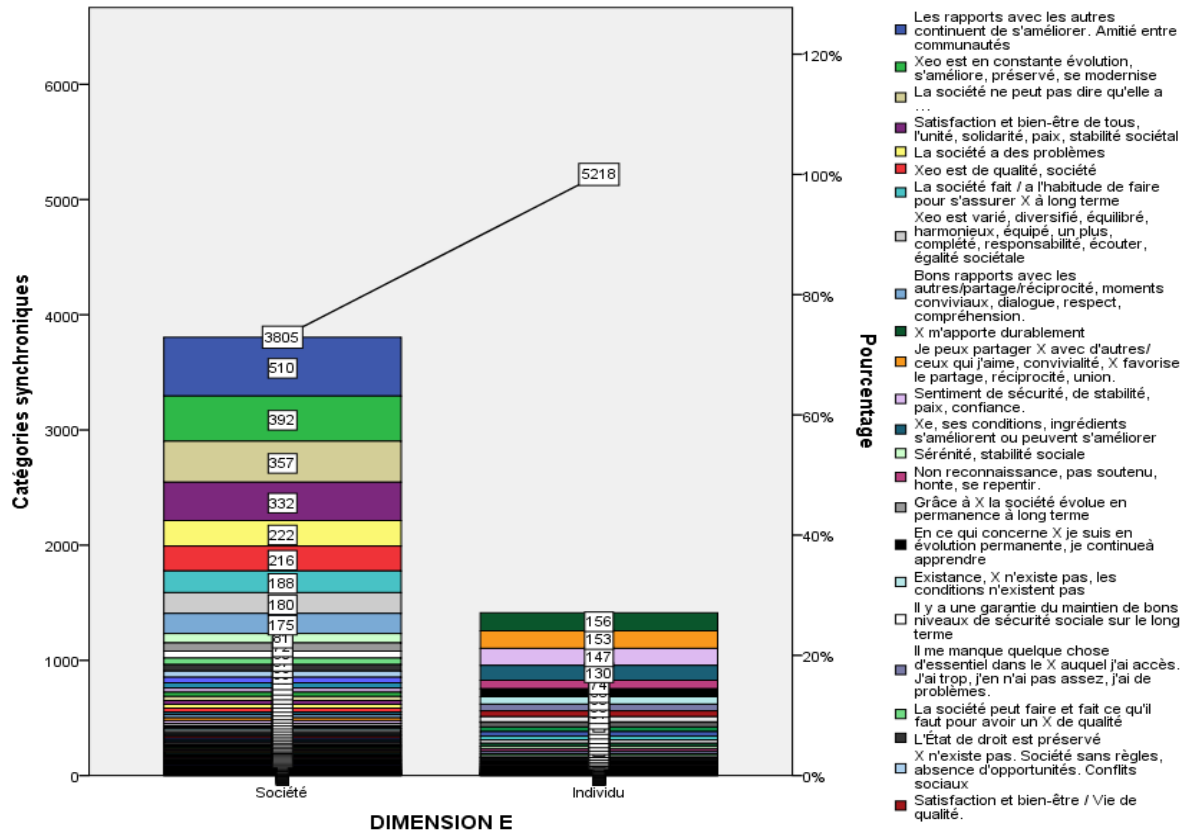


- **6,8%** des effets pervers nous informent que **le manque ou le faible nombre des services et dispositifs suivants**, provoquent des catastrophes sociales compte tenu du fait qu'ils sont primordiaux. Ici le manque d'unité, la division et divergence sociétales se configurent essentielles avec un poids de 16% :

Graphique de la situation évoquée sur les dispositifs manquant au sein sociétal



Graphique de Pareto de la variance des catégories synchroniques de la signification à l'intérieur de la dimension E

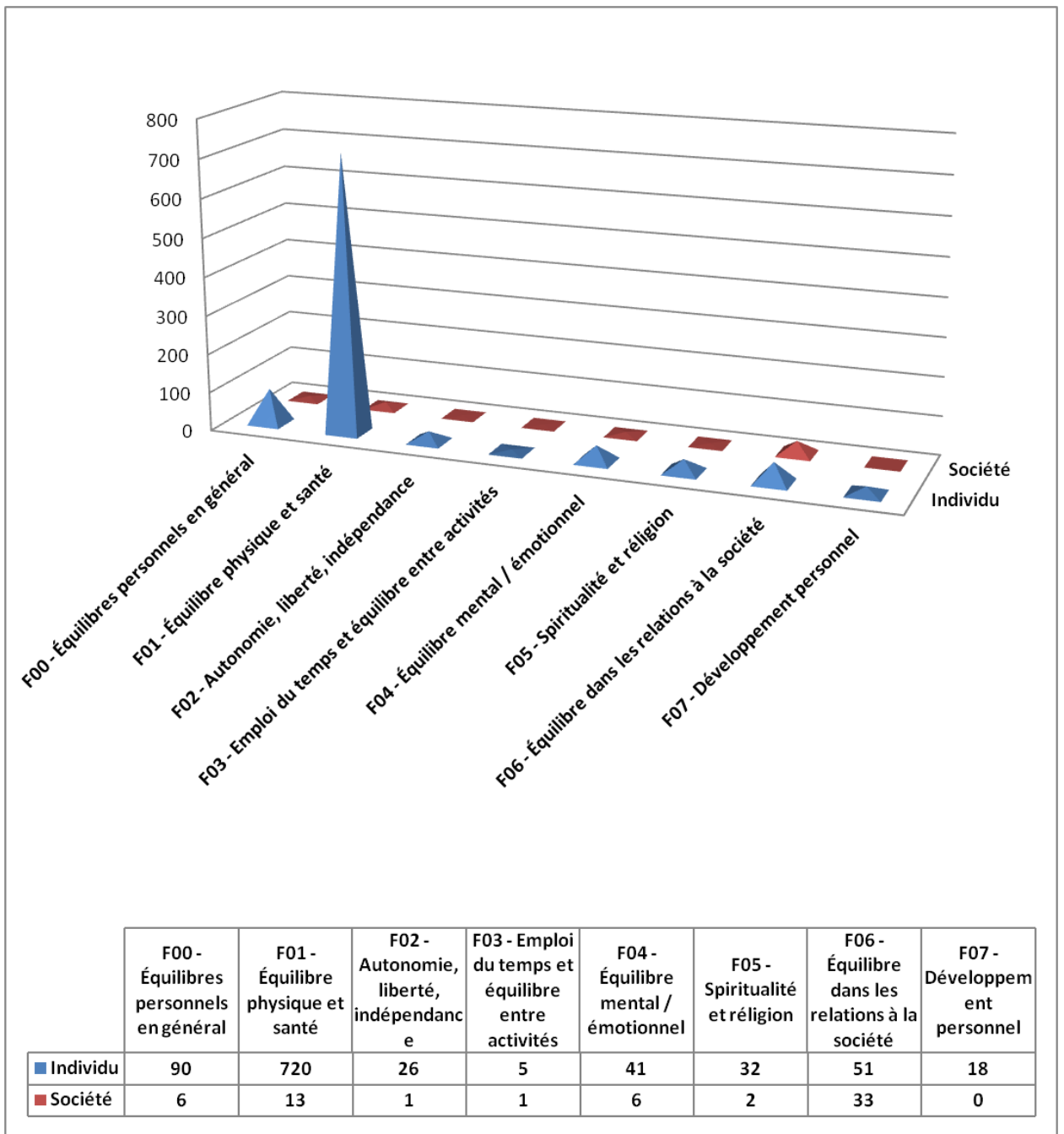


## 7.8.6- La dimension F « Équilibres personnels »

### A) Répartition des besoins individuels et sociétaux

Comme le constatait déjà l'analyse des objets, la DIMENSION F se circonscrit dans sa quasi-totalité à l'état d'être « sain » et nous informe, uniquement et de façon générique, sur quelques équilibres personnels de moindre poids à l'intérieur de la COMPOSANTE F00.

Graphique en pyramides de la distribution de la variance entre le social et l'individuel parmi les composantes de la dimension F



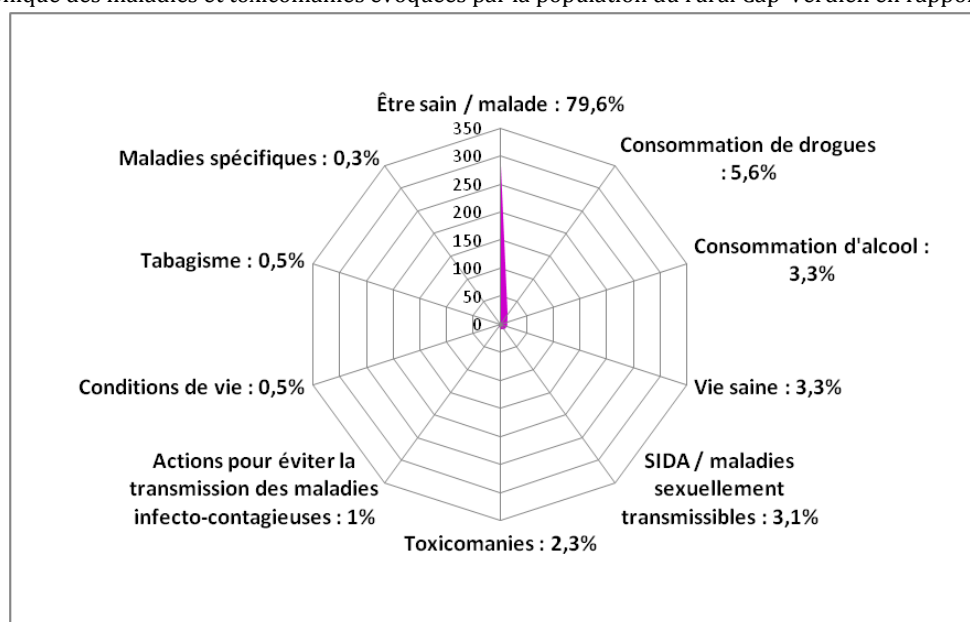
## B) Résultats des « catégories synchroniques »

Cette dimension contient 93,17% des critères référés à l'individu, par opposition au 6,83% dans le social. Grâce à la *formule de Pareto* on observe que « la santé ou plutôt être sain » est une priorité des Cap-Verdiens du rural, de ce fait elle regroupe 45,75% des effets.

### Selon le côté individuel

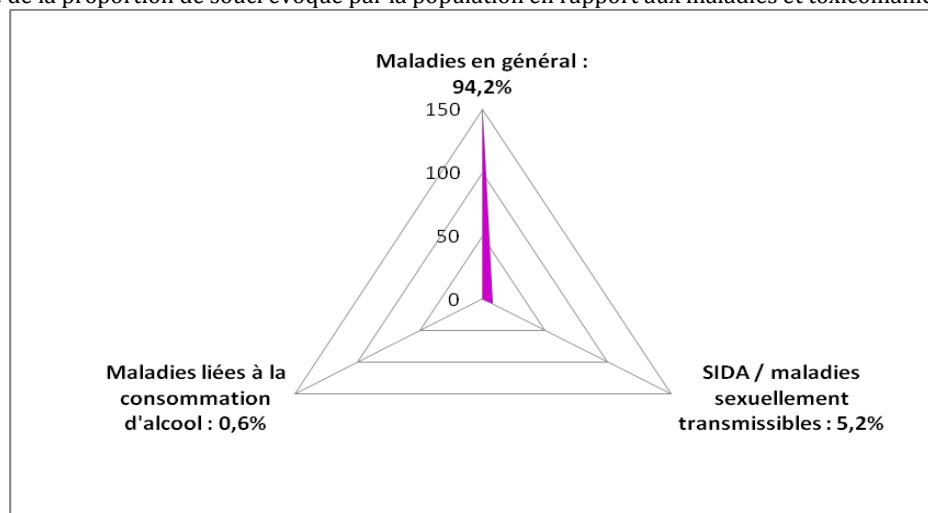
- **45,75%** des effets soulignent le fort désir d'être sain, de vivre une vie saine. Ici la constatation d'importance réside sur le poids assigné à d'autres concepts tels que : la consommation de drogues et alcool, le tabagisme, ainsi que le besoin d'éviter les maladies de transmission sexuelle.

Graphique des maladies et toxicomanies évoquées par la population du rural Cap-Verdien en rapport avec la santé.



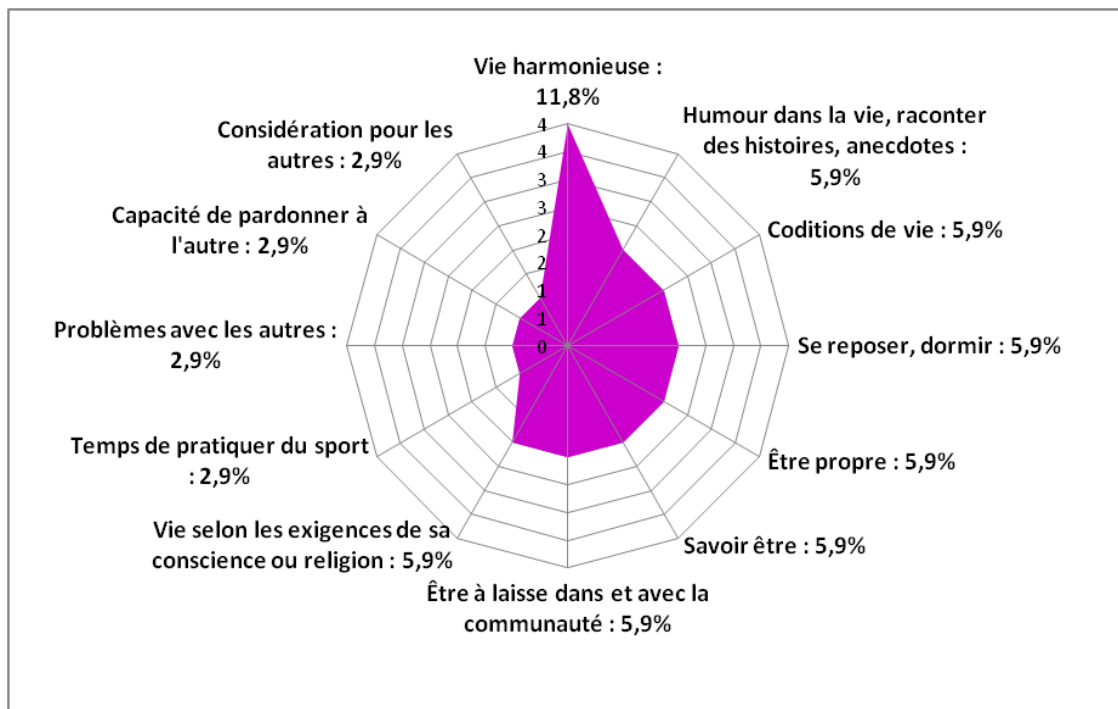
- **8,7%** des effets sont négatifs et font référence à **l'état d'insécurité**, en accentuant sur les dispositifs qui causent le plus de contraintes et d'inquiétudes. Il en ressort un graphique presque identique à celui ci-dessus (raison pour laquelle on ne le reproduit pas).
- **6%** des effets sont négatifs et font référence à **l'état de péril physique**, en soulignant les dispositifs qui selon la population sont les pires et contraires à la santé

Graphique de la proportion de souci évoqué par la population en rapport aux maladies et toxicomanies.

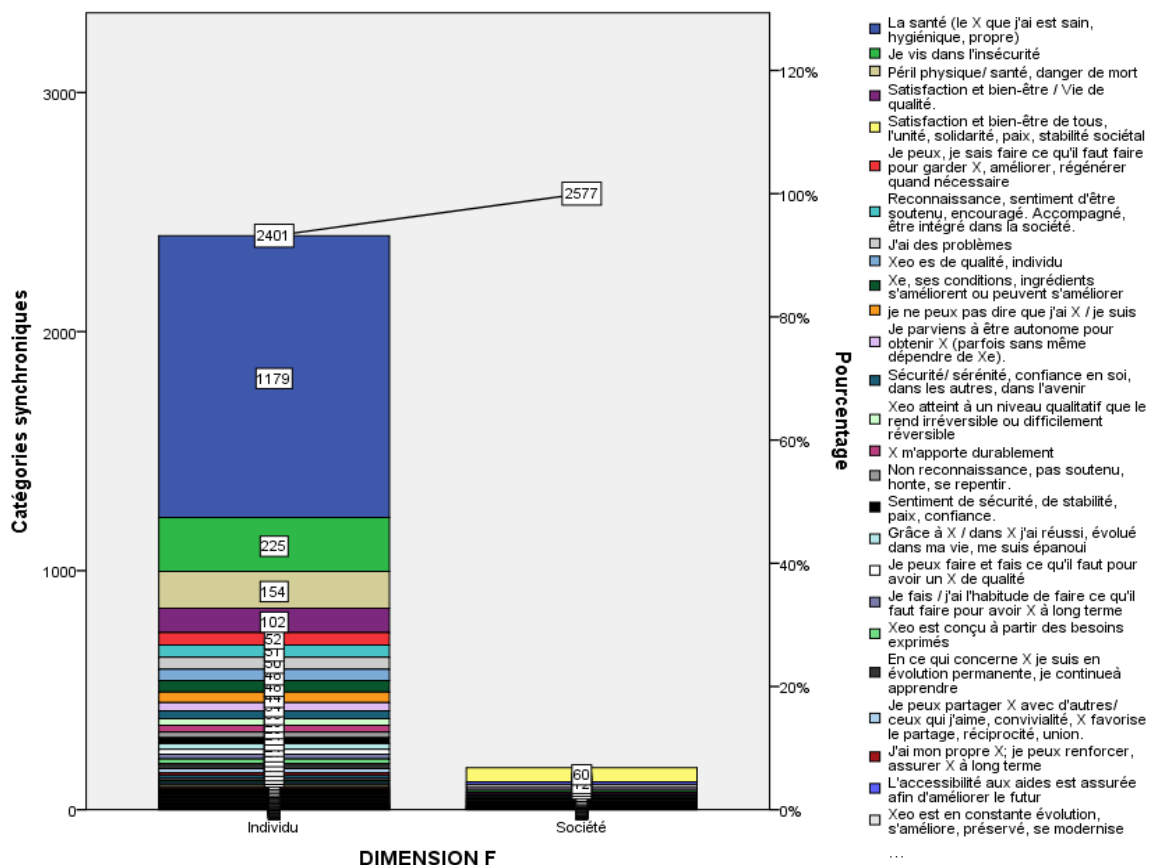


- 4% des effets constatent, selon les participants, **les vertus et conditions requises pour que la vie soit satisfaisante** (la satisfaction du bien-être) :

Graphique des dispositifs qui doivent être présents pour avoir une vie satisfaisante.



Graphique de Pareto de la variance des catégories synchroniques de la signification à l'intérieur de la dimension F.

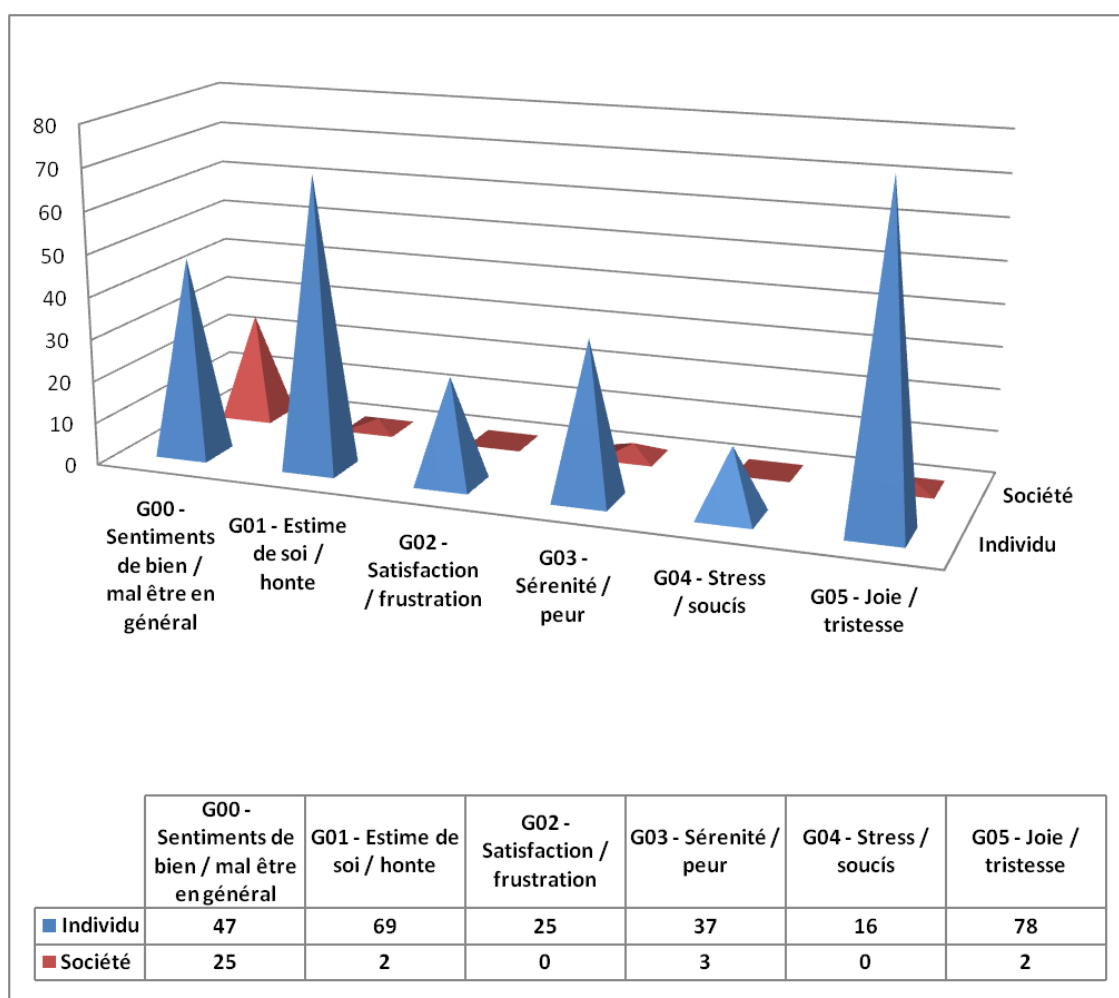


## 7.8.7- La dimension G « Sentiments de bien/mal-être»

### A) Répartition des besoins individuels et sociétaux

En considérant que les sentiments relèvent de l'ordre subjectif, il était prévisible que la DIMENSION G offrirait plutôt un côté individuel que social (où on trouve le sentiment générique de sentir de l'estime sociale).

Graphique en pyramides de la distribution de la variance entre le social et l'individuel parmi les composantes de la dimension G



### B) Résultats des « catégories synchroniques »

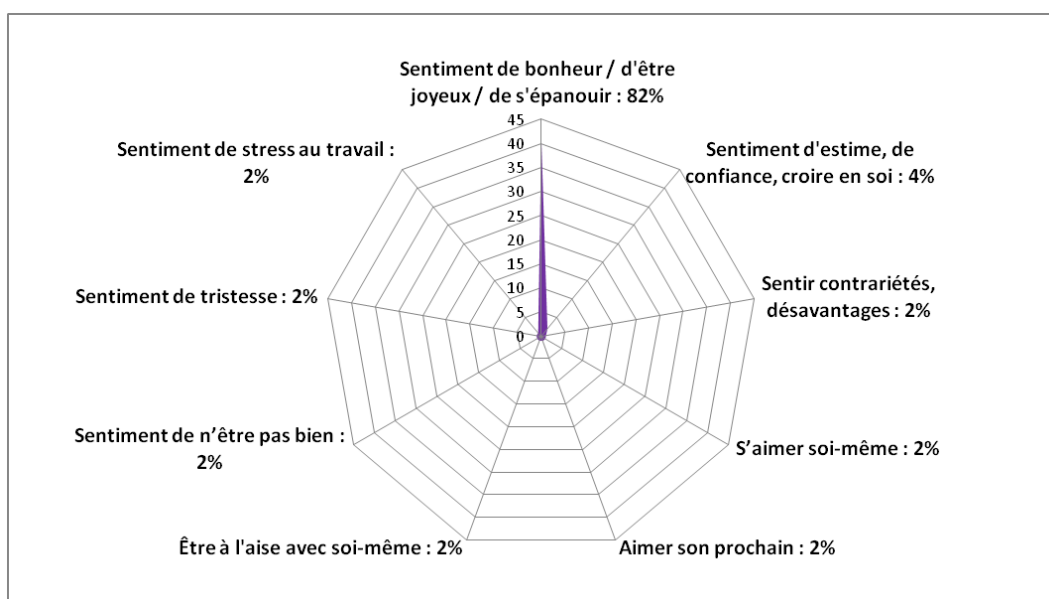
La *formule de Pareto* est très claire : la population parle un 90% de ses propres sentiments tandis que le 10% restant se centre, comme déjà dit, dans le « sentiment d'estime sociale » et de la « méchanceté humaine » en général.

Les sentiments positifs regroupent les phénomènes majeurs comme le plaisir, le confort et en deuxième lieu le sentiment de se sentir sain, avec un pourcentage d'effet sur le bien-être de 7,2%. En cinquième place, apparaissent les sentiments qui font référence à la sécurité, la stabilité et la paix sociale et, avec un poids de 3,7% sur le total, les sentiments qui évoquent les situations d'insatisfaction.

## Selon le côté individuel

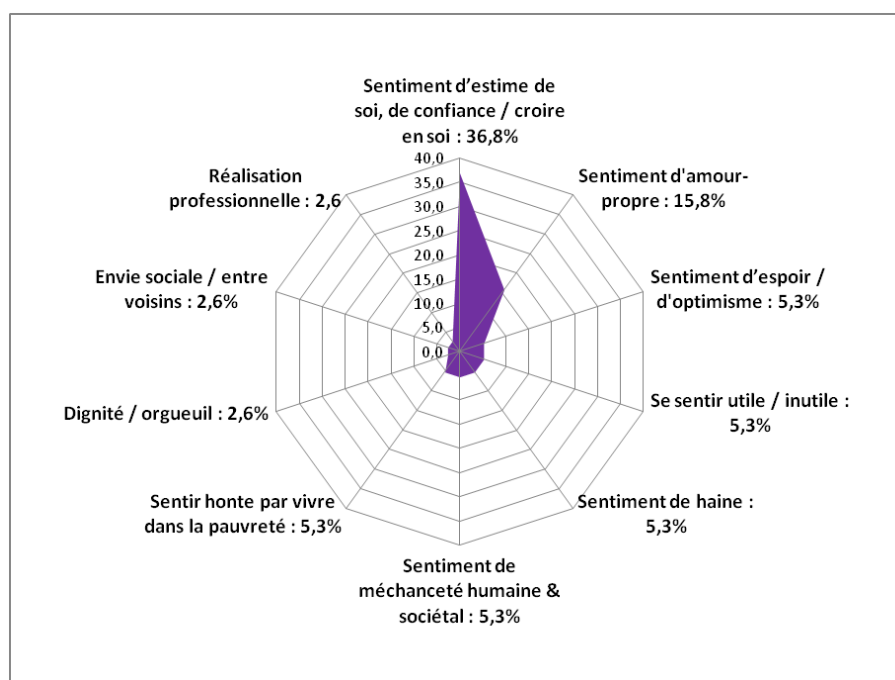
- **20,1%** des effets sont produits par les sentiments qui **évoquent les plaisirs de la vie, de durée de vie, de se sentir fier, de pouvoir avoir ce que nous aimons, ainsi que d'être dans un état agréable**. Les sentiments évoqués sont les suivants :

Graphique des sentiments qui sont plus satisfaisants pour les participants.



- **15,24%** des effets sont aussi de bienveillance et axés sur « **la santé** », **vivre dans un environnement sain, propre et hygiénique**.

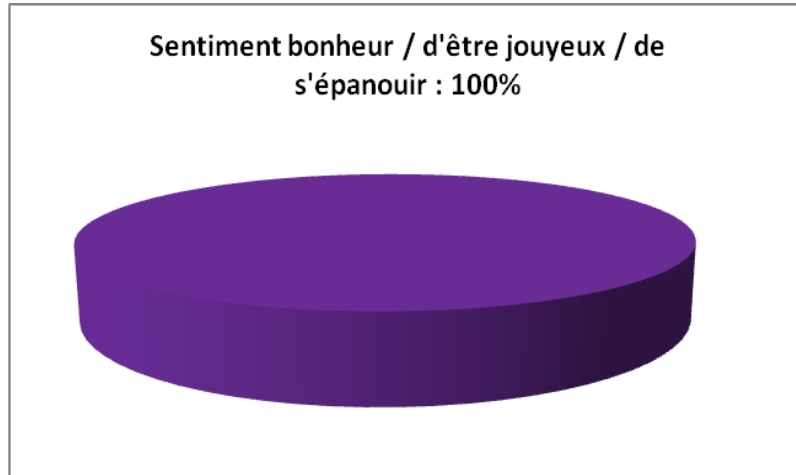
Graphique des sentiments référés à l'état où on ressent que l'on peut vivre dans un espace sain, propre/hygiénique.





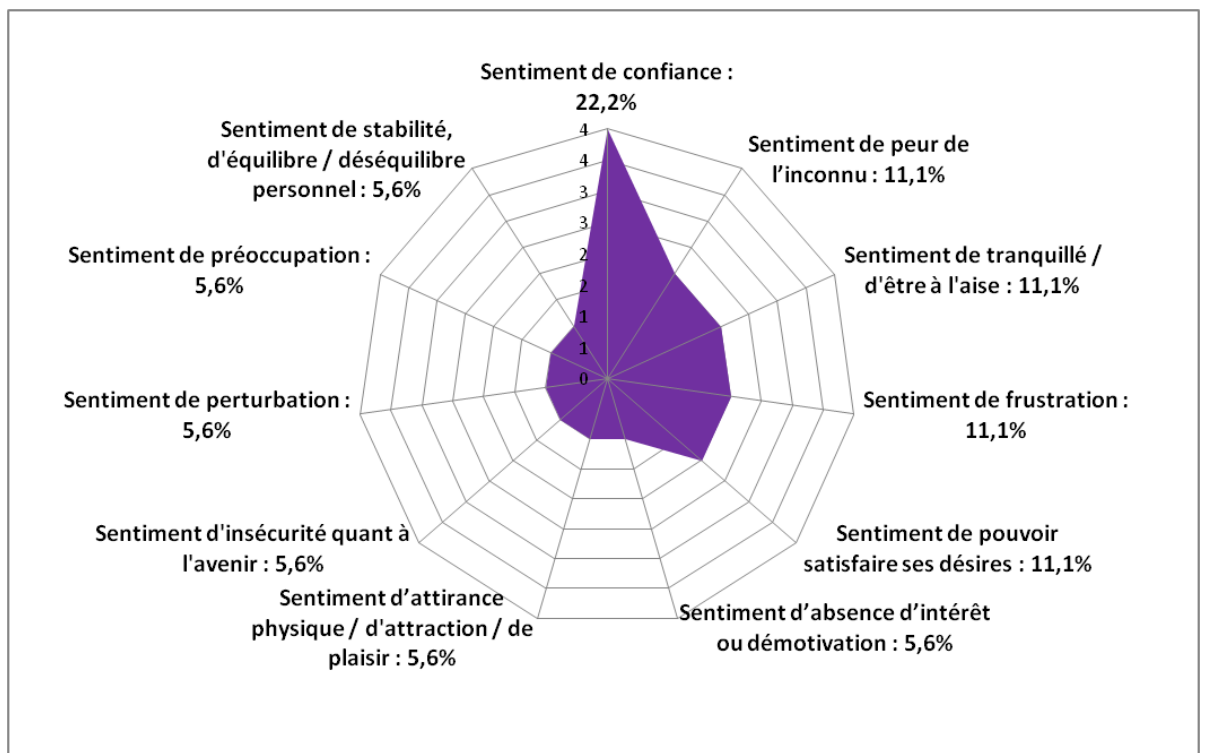
- ▶ **9,6%** des effets sentimentaux souhaités **évoquent le confort sans effets négatifs** et on y trouve uniquement le sentiment d'être épanoui, du bonheur.

Graphique des sentiments référés à l'état de confort sans effets négatifs :



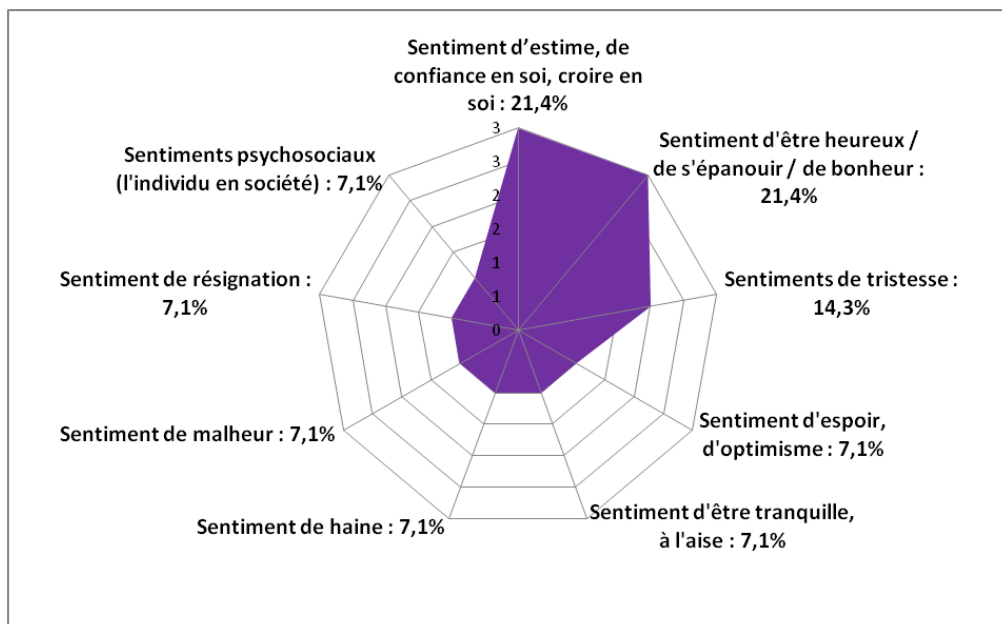
- ▶ **7,2%** des effets référés aux sentiments nous renvoient à **l'état dans lequel le sujet se sent en sécurité, stable, avec l'estime de soi et la confiance en lui-même, et qui vit dans un environnement de paix.**

Graphique des sentiments référés à l'état de confiance en soi, de sécurité et de paix.

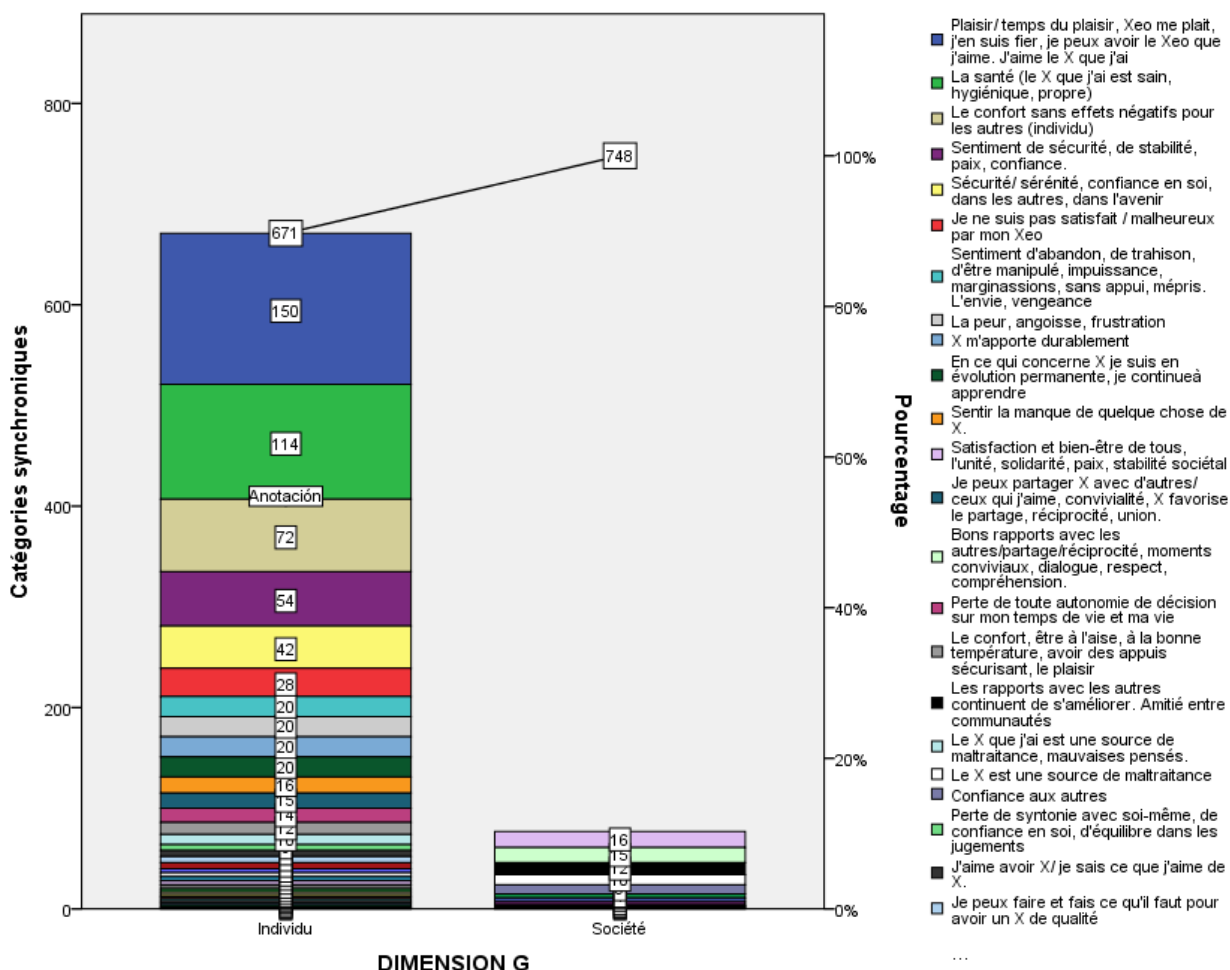


- ▶ **3,7%** des effets évoquent le premier constat de sentiments négatifs ou de perturbations référés aux sentiments qui se produisent **quand nous ne sommes pas satisfaits de quelque chose ou de quelqu'un, de mécontentement avec le dispositif.**

Graphique des sentiments référés à l'état d'insatisfaction avec les dispositifs.



Graphique de Pareto de la variance des catégories synchroniques de la signification à l'intérieur de la dimension G.



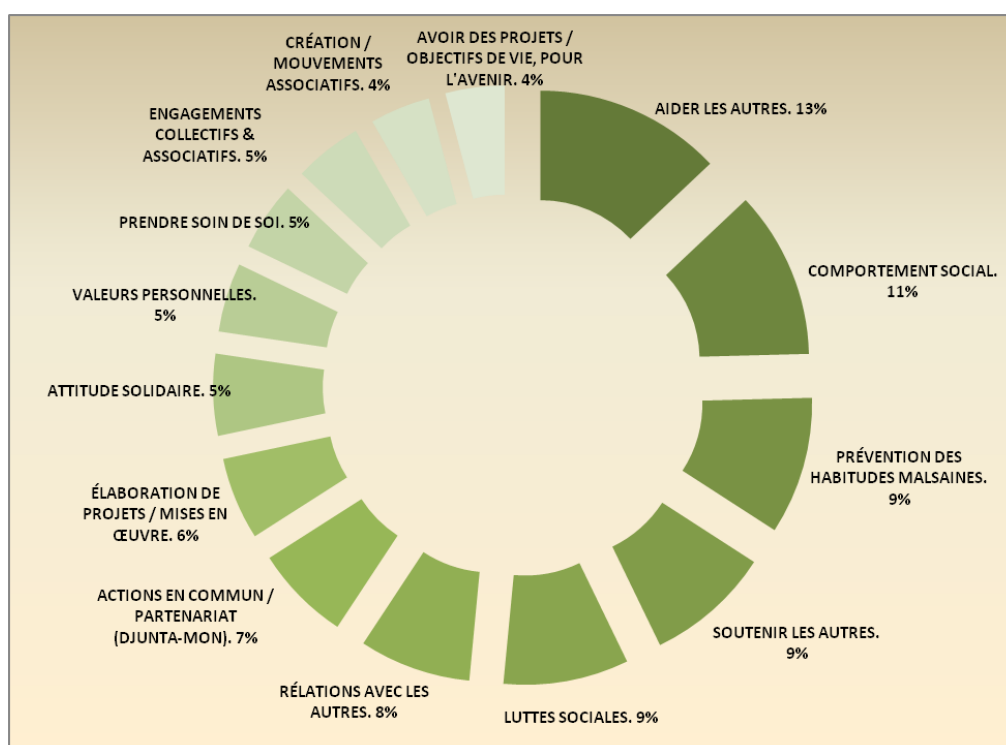
## 7.8.8- La dimension H « Attitudes et initiatives »

### A) Répartition des besoins individuels et sociétaux

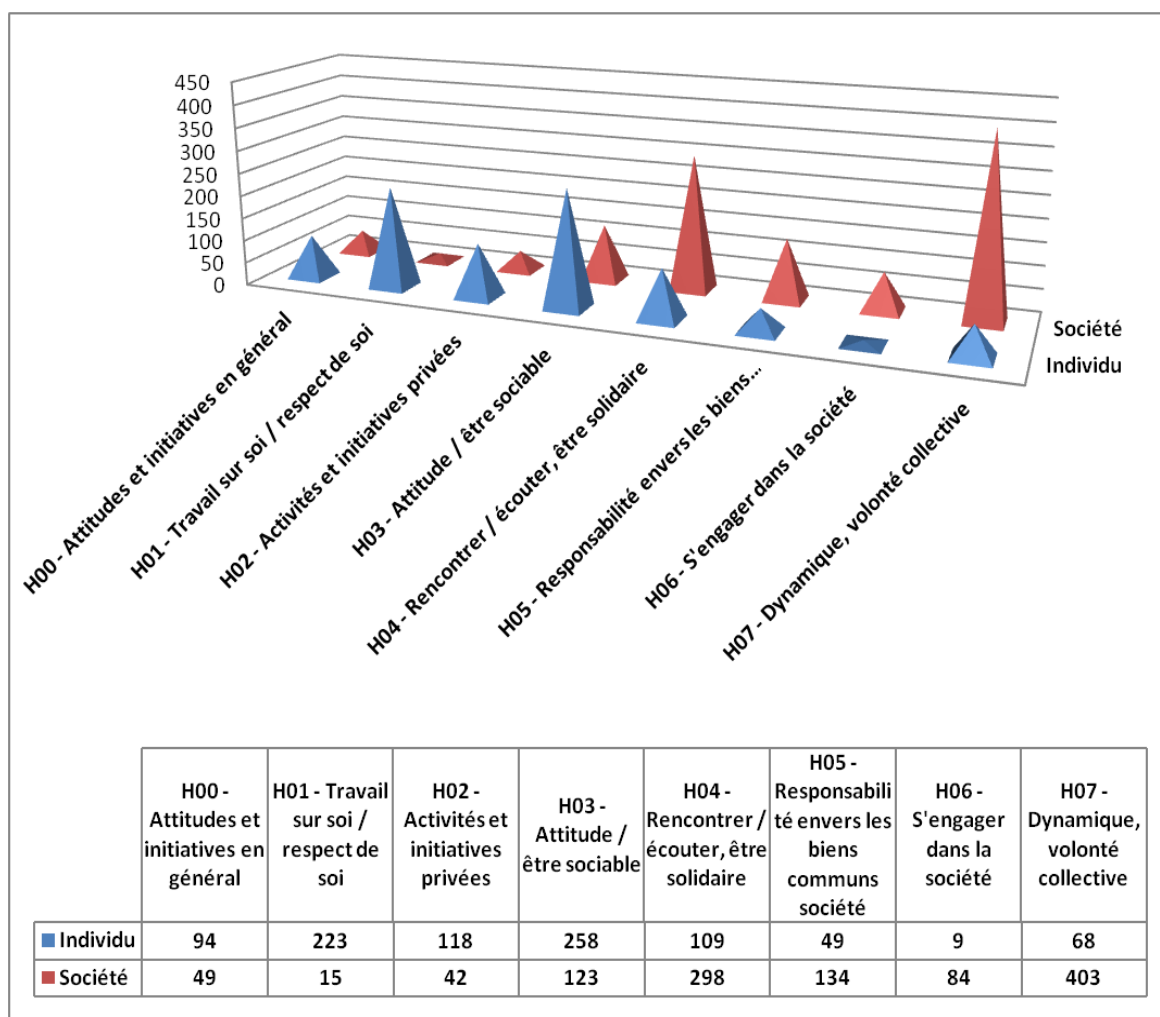
La dimension H montre une répartition quasi parfaite entre le social et l'individuel, tandis que la proportion de critères sur les attitudes et initiatives se place adéquatement selon la thématique disposée par les composantes, exception faite d'une petite distorsion qui apparaît dans la composante H06 « S'ENGAGER DANS LA SOCIÉTÉ », où les critères se placent plutôt dans le sociétal que dans l'individuel, ce qui nous indique une faible stimulation personnelle par manque d'intérêt au sujet.

En ce qui concerne les « objets génériques » plus nommés dans cette dimension on peut établir que les initiatives sociales l'emportent sur les individuelles (l'associatif > le privé) et que les gens du rural sont plus prêts à entreprendre ou accomplir toutes sortes d'activités groupales, plutôt qu'autonomes ; on trouve une diversité d'engagements collectifs dans le graphique. Le « bon » comportement des gens en société (11%) est très important, ainsi que la solidarité et le soutien d'autrui, surtout des démunis, qui sont très présents ; attitudes celles-ci de grande honorabilité sociétale. On observe, de plus, le grand intérêt de lutter contre les mauvaises habitudes et la consommation de drogues, très redoutées.

Graphique en anneau des pourcentages atteints par les dispositifs qui causent les majeures distorsions à l'intérieur de la dimension H.



Graphique en pyramides de la distribution de la variance entre le social et l'individuel parmi les composantes de la dimension H



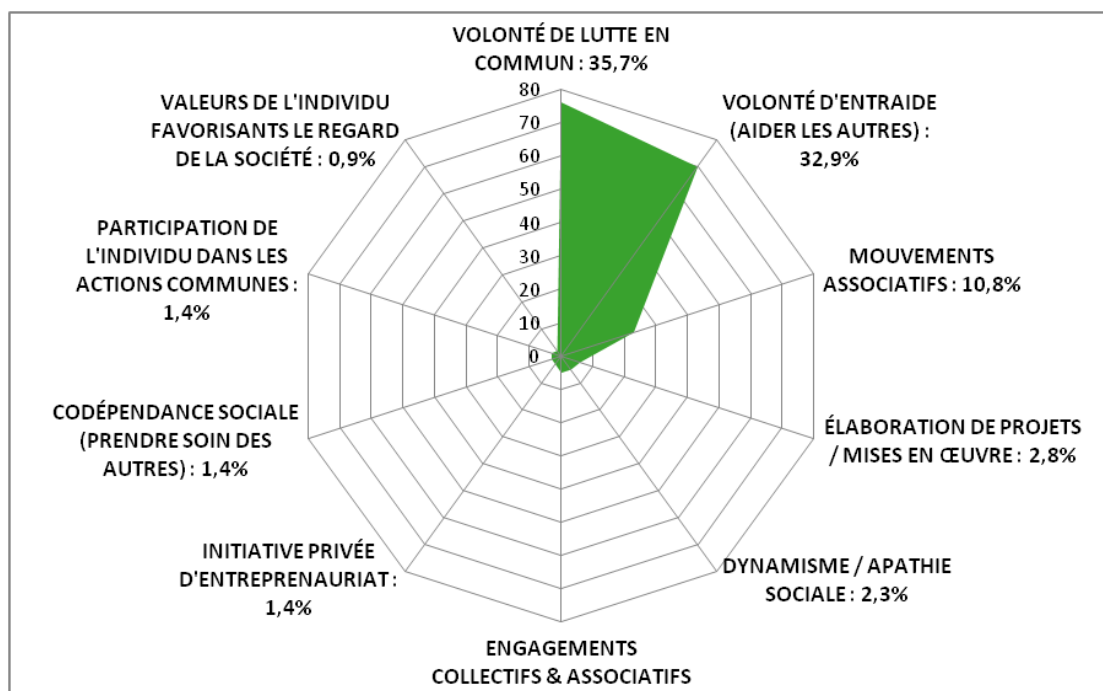
## B) Résultats des « catégories synchroniques »

La DIMENSION H priorise les distorsions sociales avant les individuelles, cependant ces dernières ont un poids non négligeable. Les critères exposent 8 « catégories synchroniques » (5 du côté individuel et 3 du sociétal). Les causes majeures se concentrent sur le côté sociétal qui suppose globalement une distorsion de 67,5% des problématiques sociales, tandis que le côté individuel a un poids de 32,5%. Les objets génériques avec la potentialité d'être pervers, selon la *formule de Pareto*, sont les suivants :

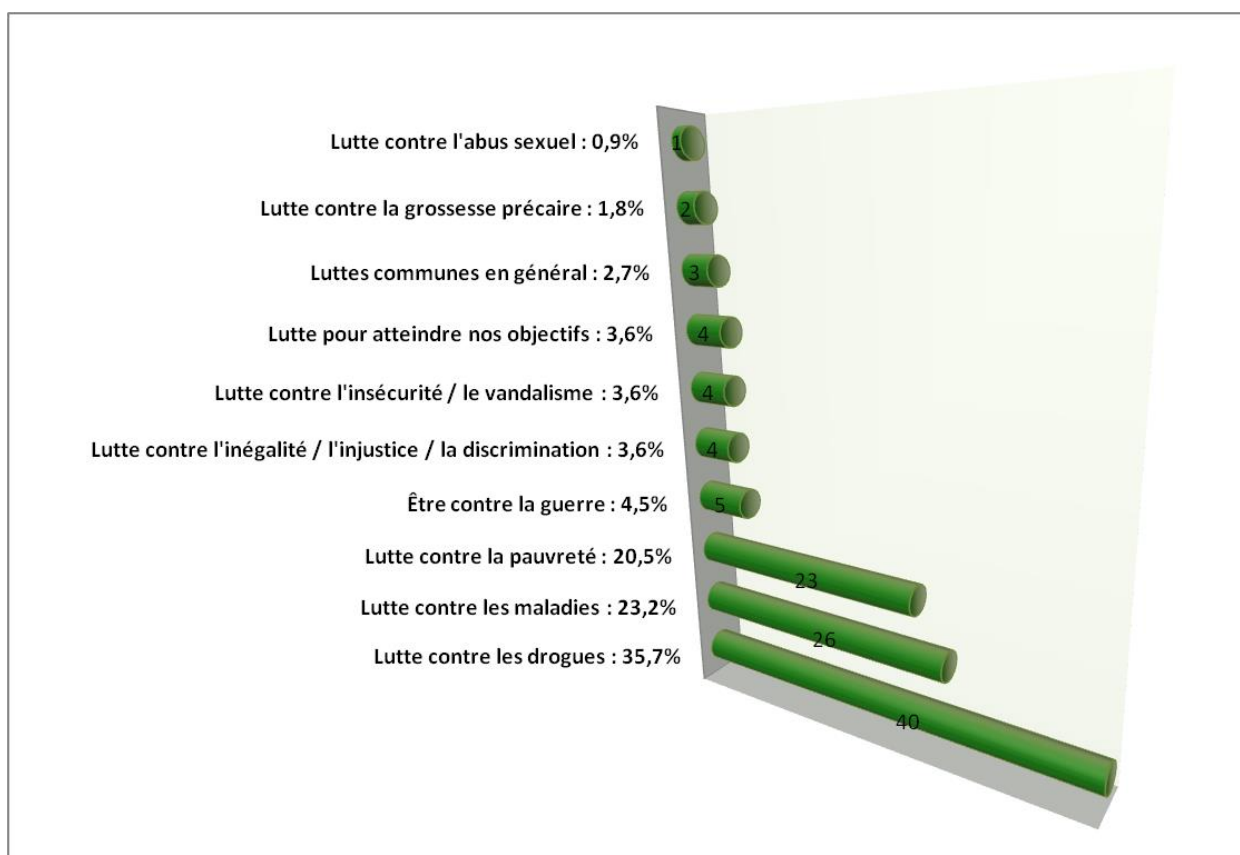
### Selon le côté sociétal

- **12,99%** des effets nous renvoient à l'état de vie imaginé où **la société fait, ou a pour habitude de faire, ce qu'il faut pour s'assurer le bien-être à long terme** (s49). Il faut préciser qu'à l'intérieur du concept générique ont été incluses les « luttes communes » et toutes les actions présentées graphiquement ci-dessous. De celles-ci ressortent avec puissance les actions de « lutte contre la drogue » (alcool, tabac, stupéfiants, etc.) - 46%, suivies par les actions visant la lutte contre la pauvreté - 25%. En bref, le reste des actions que les participants pensent désirer et considèrent comme prioritaires sont les suivantes :

Graphique des actions que les participants sont convaincus qu'ils sont prêts à faire pour jouir d'un état sociétal de bien-être.

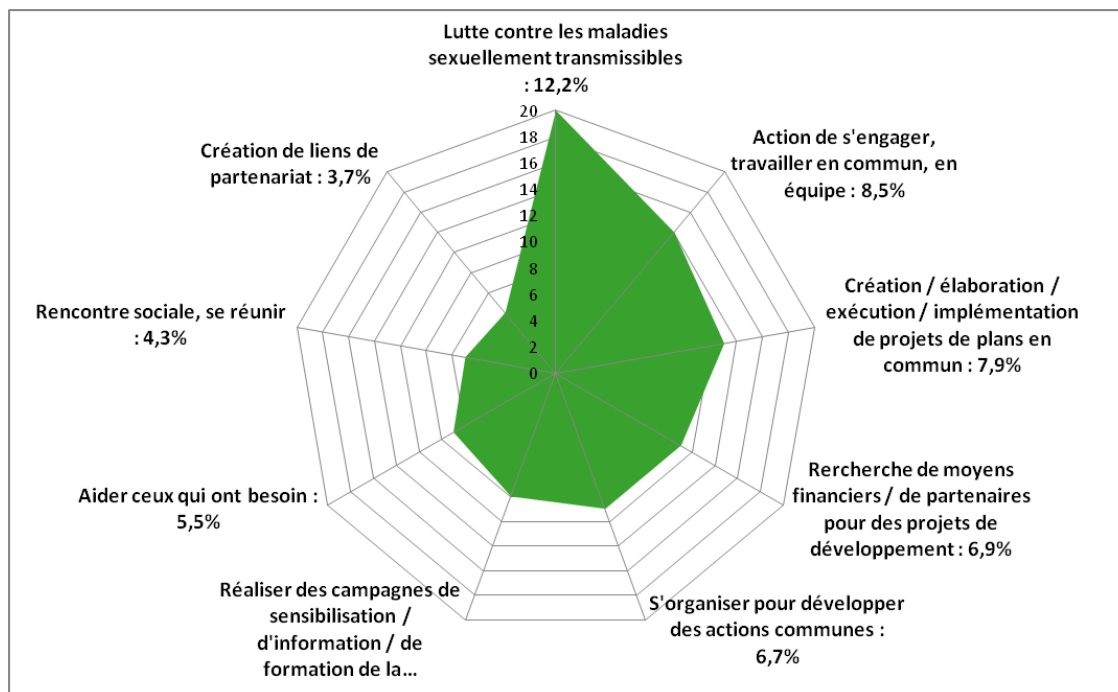


Graphique de diagramme à barres des luttes en commun que la population est prête à entreprendre



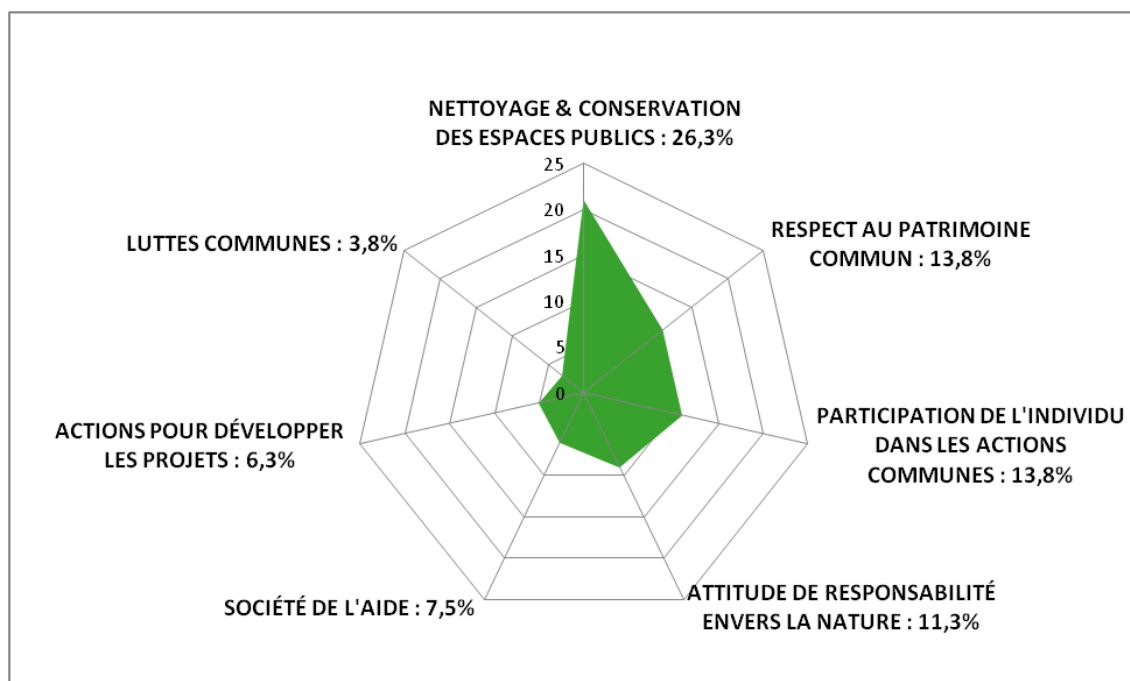
- 7,5% des gens évoquent une situation idéale dans laquelle la société **peut faire et réaliser ce qu'il faut pour obtenir un dispositif de qualité** et on peut constater qu'il existe un grand esprit d'engagement collectif, d'entreprise d'actions et de projets en commun.

Graphique des actions qui selon les participants doivent atteindre un niveau satisfaisant / de qualité et être entreprises socialement pour le bien-être collectif.



- **4,9%** des gens nous évoquent une situation de vie imaginée où la société pourrait jouir de biens et services communs en bon état et profiter des dispositifs à long terme. Selon la population participante du milieu rural du Cap-Vert, les actions prioritaires à entreprendre sont :

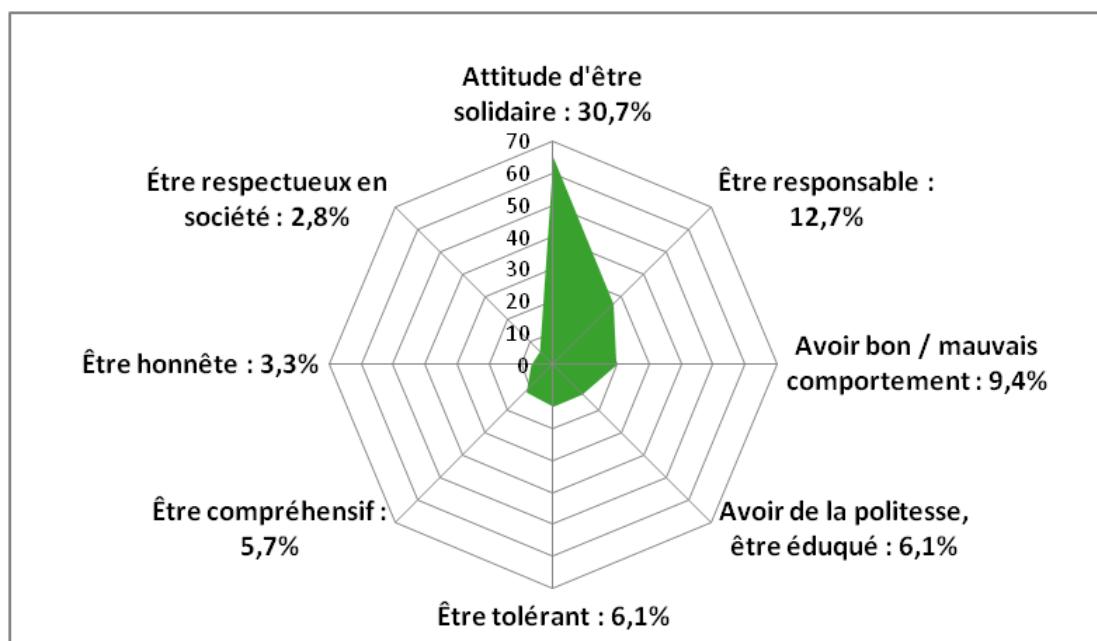
Graphique des dispositifs dont la société devrait jouir en bon état, assurés à long terme pour les générations futures.



## Selon le côté individuel

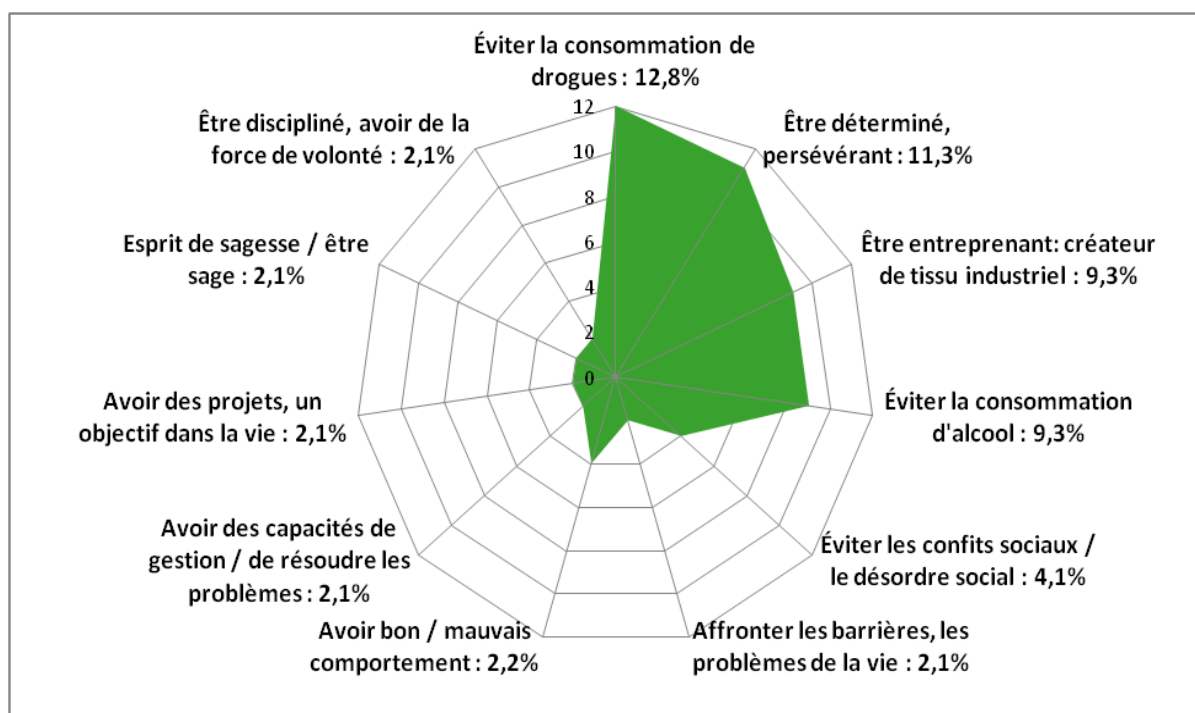
- ▶ **9,7%** des gens sont convaincus que la société ne peut avancer que si **l'individu est rempli de qualités qui favorisent le partage (de ce qu'il aime ou apprécie), il en résultera de cette manière une société conviviale et unie.**

Graphique des attitudes et qualités qui selon les participants doivent être présentes dans le caractère des individus, pour atteindre une bonne convivialité et le bien-être collectif.

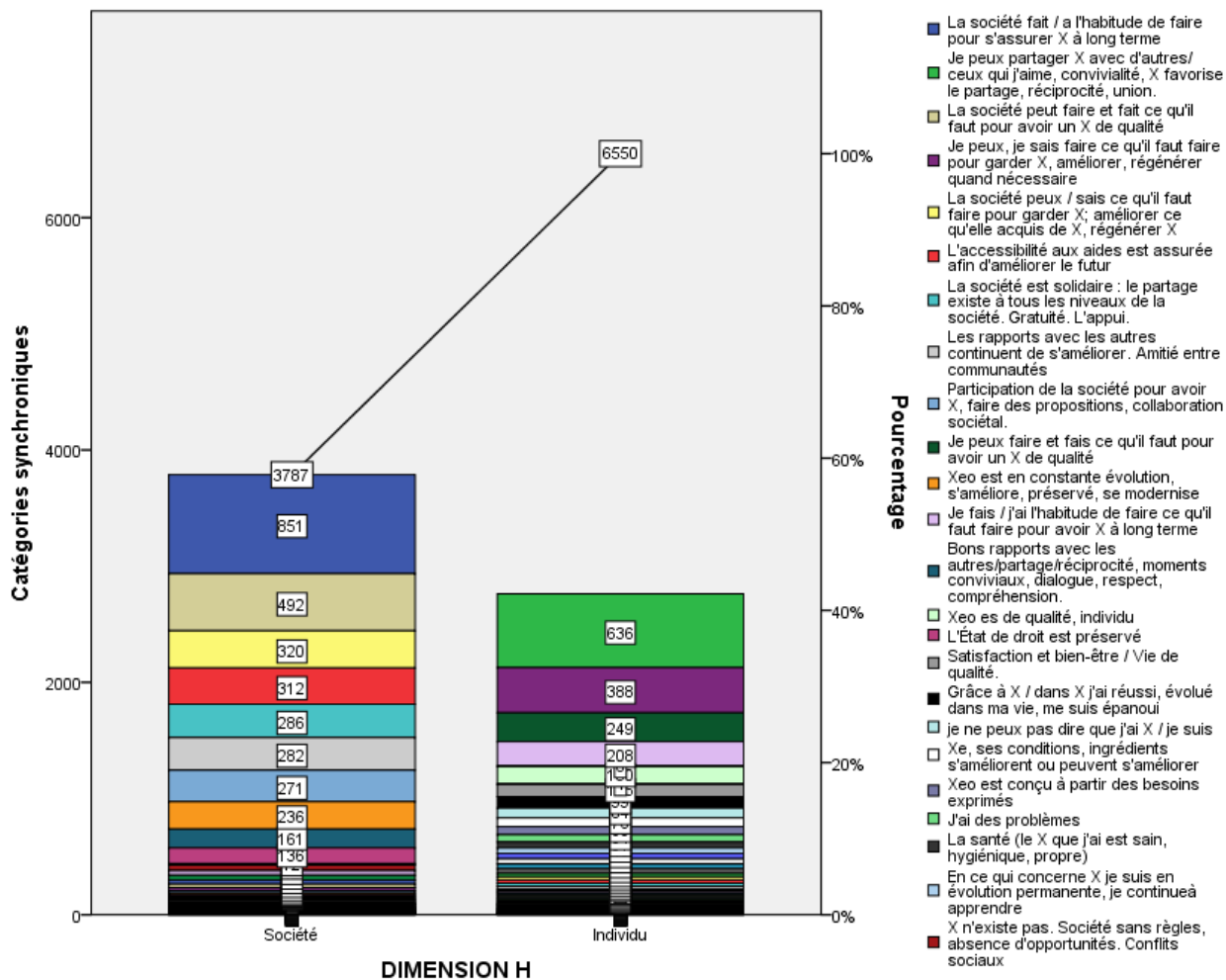


- ▶ **5,9%** des gens sont persuadés que la société ne peut avancer que si **l'individu est actif et entreprendre les actions** suivantes, exposées par la population comme prioritaires :

Graphique des qualités que selon les participants doit avoir l'individu pour avoir du succès dans la vie.



Graphique de Pareto de la variance des catégories synchroniques de la signification à l'intérieur de la dimension H.





# La variable « bénéficiaires »

## 8.1- Introduction aux bénéficiaires des critères : pour qui ?

Il a été nécessaire d'établir l'identification de certains bénéficiaires (groupes de personnes et lieux d'activité spécifiques signalés comme intéressants de façon préalable), comme par exemple : enfants défavorisés, handicapés en général, femmes veuves, entreprises, écoles, institutions, etc.

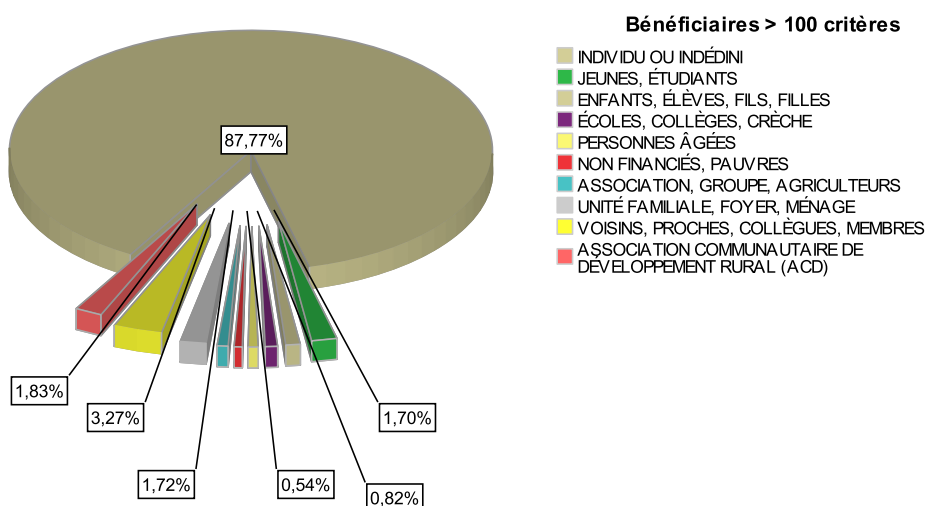
Cette information a été recueillie dans une autre variable, appelée « BÉNÉFICIAIRES » qui témoigne du poids que les intervenants ont donné à certains groupes, offrant un autre point de vue qui permet par son analyse l'évaluation du souci que provoquent certaines thématiques.

Les résultats ont été classés en deux grands tableaux (voir les tableaux 34 et 35 de l'annexe) : le premier offre les résultats des composantes, de la variable « BÉNÉFICIAIRES », qui ont excédé en nombre de la centaine et, le deuxième, ceux qui n'ont pas dépassé ce chiffre.

## 8.2- Première approche

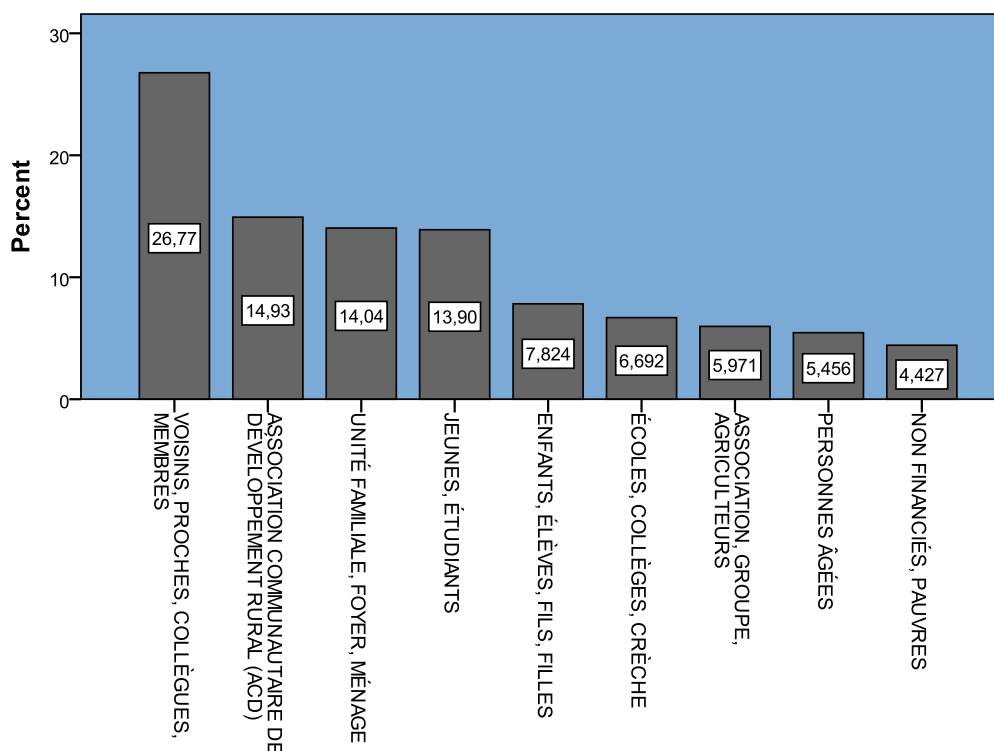
Un total de 11 composantes de la variable « bénéficiaire » dépassent le seuil de la centaine de critères, et représentent 98,94% du total, mais celles-ci ont fourni presque en exclusivité par le groupe dénommé : « individu / indéfini » (87,77%), c'est à dire des réponses dépourvues d'une attribution en référence explicite à un groupe ou lieu spécifiques.

Graphique en diagramme à secteurs des composantes de la variable «Bénéficiaire » qui dépassent le seuil de la centaine.



Pour mieux comprendre le poids des autres composantes tenues en compte par l'analyse du Cap-Vert, et hormis la composante de grande taille : « l'individu ou indéfini », il faut se reporter au graphique ci-dessus, qui contient celles qui ont dépassé le seuil de la centaine :

Graphique de barres des composantes de la variable « BÉNÉFICIAIRE » qui excèdent le seuil de la centaine (sans la composante « INDIVIDU / INDEFINI »).



### 8.3- Composantes d'intérêt majeur de la variable « bénéficiaire »

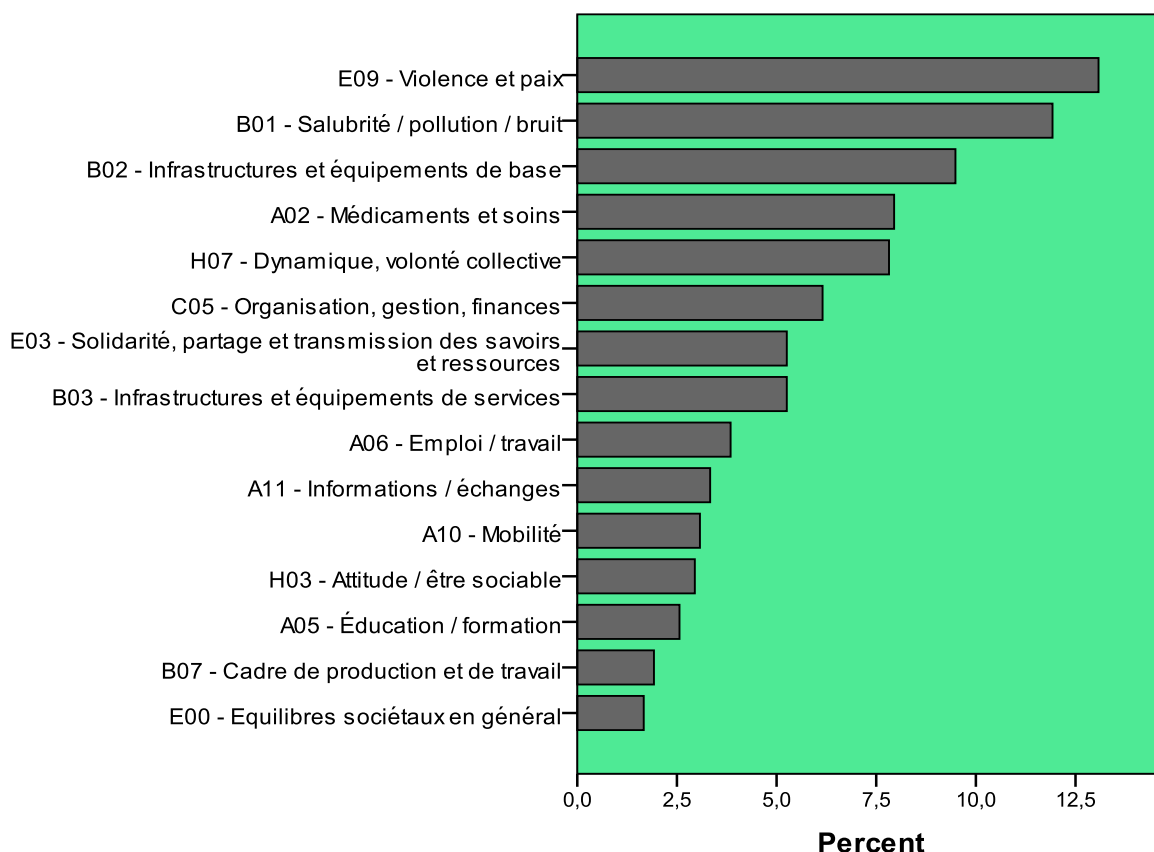
#### 8.3.1- « Voisins, proches, collègues, membres »

La composante « VOISINS, PROCHES, COLLÈGUES, MEMBRES » suppose 3,3% du total des critères.

Cette composante englobe les critères référés aux liens de solidarité et de coopération entre voisins, personnes de la même communauté et quartier, amis, etc. qui ont un lien en commun : l'appartenance à un groupe.

On y met en évidence l'importance de certaines valeurs telles que : « l'aide mutuelle », « la coopération », « l'appui » entre voisins, comme piliers fondamentaux pour atteindre un état de bien-être.

BÉNÉFICIAIRE : « VOISIN », COMPOSANTES DES DIMENSIONS PLUS SIGNIFICATIVES



Il est clair que le premier souci par rapport à l'entourage invoque les critères intégrant de la composante « E09 » « VIOLENCE ET PAIX » (13,1%). La population pense que ses problèmes de voisinage sont principalement causés par la « violence », en constatant une demande de « postes de police dans l'entourage » (35,3%), ainsi qu'une plainte sur le manque de « paix » et « sécurité » dans la banlieue (23,5%). (Voir les tableaux 95 et 96 de l'annexe).

Ensuite, on trouve un pourcentage élevé de critères référés à la « SALUBRITÉ / POLLUTION / BRUIT » (11,9%), et plus spécifiquement une demande de : « hygiène et nettoyage public » dans les communautés (66,2%), l'existence de « vide-ordures » (8,8%), ainsi que l'installation de « toilettes publiques » (8,8%) ou « égouts » (5,9%).

Un autre souci par rapport à l'entourage s'encadre dans « INFRASTRUCTURES ET ÉQUIPEMENTS DE BASE » (9,5%), où la population demande : « avoir un centre de santé » à proximité (16,4%), l'existence d'un « réseau électrique » (12,3%), des « centres pour les personnes âgées » (12,3%), ainsi que des « d'écoles d'enseignement élémentaire / alphabétisation » près de la communauté (11%). (Voir le tableau 68 de l'annexe).

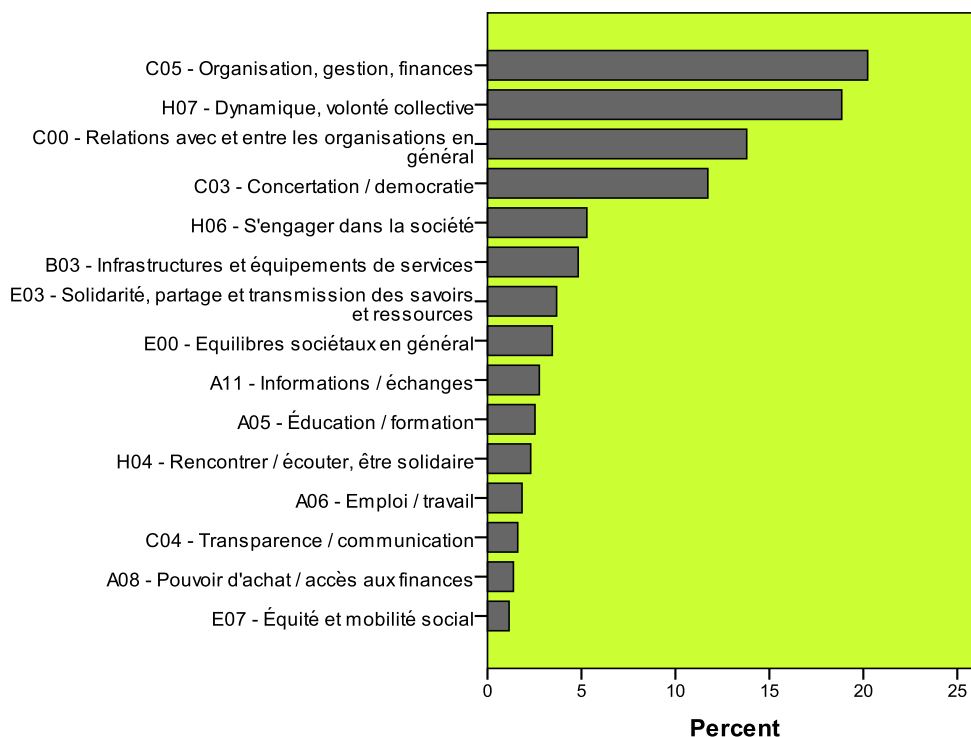
### 8.3.2- « Associations de développement rural » (ACD)

La suivante en importance est la composante « ASSOCIATIONS DE DÉVELOPPEMENT RURAL (ACD) » (1,80%). En réalité toute l'information offerte nous aide à comprendre le large éventail de problèmes concernant le monde associatif.

Pour mieux comprendre l'ordre d'importance de la problématique manifestée, ci-dessus le graphique :

Graphique représentatif de la composante : « ASSOCIATIONS DE DÉVELOPPEMENT RURAL (ACD) ».

BÉNÉFICIAIRE : « ACD », COMPOSANTES DES DIMENSIONS PLUS SIGNIFICATIVES



Par ordre d'importance, on peut affirmer que la population rurale se lamente tout d'abord de « L'ORGANISATION, GESTION ET FINANCES » des ACD (20,2%) : du « manque d'information » et de « transparence », au sein de celles-ci, ainsi que de « l'obligation de respecter la présentation des comptes aux associés ».

Ensuite, suivent les soucis référés à la « DYNAMIQUE, VOLONTÉ COLLECTIVE » (18,9%) et plus spécifiquement : à « la création de nouvelles associations (ACD) », au « paiement des cotisations à l'ACD », à « l'élaboration et implémentation de projets par les ACD », etc.

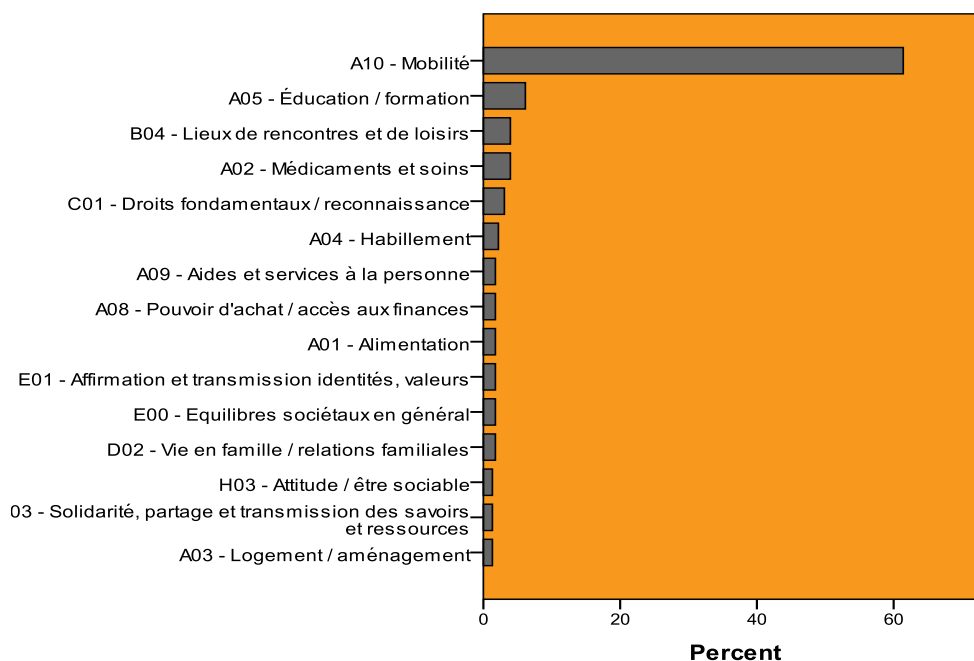
Et, en troisième lieu, les : « RELATIONS AVEC ET ENTRE LES ORGANISATIONS EN GÉNÉRAL » (13,8%), qui regroupe les « autorités, présidents, leaders », le « contact direct des gouvernants avec les ACD / écouter leurs demandes (visites des autorités politiques) », la « capacité de formation et compétence des dirigeants des ACD », ainsi que le « dynamisme, innovation et motivation des dirigeants des ACD ».

### 8.3.3- « Enfants / élèves »

Premièrement, il faut souligner que les élèves Cap-Verdiens, qui vivent dans des zones rurales montagneuses (la majorité du pays), se rendent à l'école dans des conditions difficiles. Pour y arriver, en raison de la dispersion de l'habitat dans les hauteurs, ils doivent parfois parcourir 5 ou plus kilomètres (pendant deux ou trois heures) sur des sentiers escarpés.

Graphique représentatif de la composante : « ENFANTS / ÉLÈVES ».

BÉNÉFICIAIRE : « ENFANTS / ÉLÈVES », COMPOSANTES DES DIMENSIONS PLUS SIGNIFICATIVES



Les résultats du SAP 2008 en rapport à cette composante montrent, sans aucun genre de doute, que le problème fondamental réside à l'intérieur de la composante « A10 » « MOBILITÉ » (61,4%) et ciblent sur « la mobilité des enfants scolarisés. C'est un véritable problème à résoudre dans le milieu rural, du fait que les villages reculés ne sont souvent desservis par aucun transport en commun (exception faite de l'île de Santiago, le réseau routier est relativement limité), et qui ressort fortement : « bus scolaire » (97,9%), suivi de « passe ou abonnement de transport » (2,1%).

Il existe des lycées dans les agglomérations principales de toutes les îles, mais la plupart des élèves du milieu rural doivent emprunter un moyen de transport pour pouvoir continuer leurs études d'enseignement secondaire (soit pour aller au lycée, soit pour acquérir les qualités, habilités et compétences nécessaires à l'exercice d'un métier ou activité professionnelle, dans les écoles de formation professionnelle).

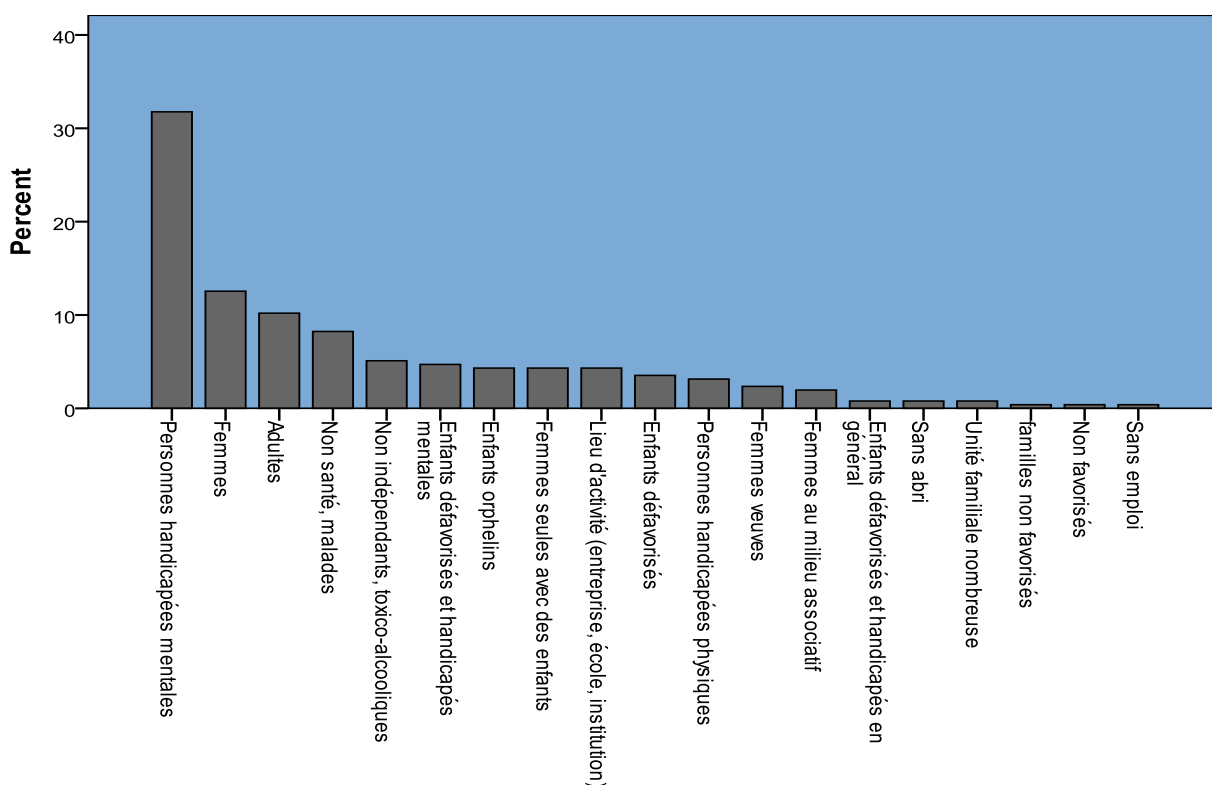
Suivent de loin les critères qui évoquent l' « ÉDUCATION / FORMATION » comme un état de bien-être (6,1%). Ici on trouve que la population rurale accorde une importance majeure à « la formation académique » (avec un 48,7%), suivie de la « formation professionnelle » (20,9%), la « scolarisation des enfants » (12,8%) et les « bourses et réductions scolaires » (8,6%), entre autres.

## 8.4- Composantes de la variable « bénéficiaire » qui n'excèdent pas de la centaine

Les autres composantes de la variable bénéficiaire, qui ont exposé un pourcentage inférieur à la centaine de critères, représentent 1,06% de la totalité. Cependant, il est très intéressant de voir comment la composante « LIEU D'ACTIVITÉ » ne regroupe pratiquement que des critères sur l'insuffisance, dans certaines communautés, d'« énergie électrique » (72,7%), ce qui empêche le développement des villages, l'ouverture de commerces, etc. Ensuite vient la demande de « cours de formation pour devenir entrepreneur » (9,1%), l'évocation du faible « pouvoir d'achat » de l'entourage (9,1%), qui amène à la fermeture des petites entreprises et magasins, et l'insuffisance de « financement et appui aux entreprises » (9,1%).

Une autre composante d'intérêt est le bénéficiaire : « ENFANTS ORPHELINS ». Ici, les critères font référence aux « aides et services à la personne » (63,7%), l'« éducation et formation » et, concrètement, le soutien économique afin de parvenir à conclure les études : « bourses et réductions des frais scolaires » ou « matériel scolaire » (18,2%).

Graphique des composantes de la variable « BÉNÉFICIAIRE » qui ne dépassent pas le seuil de 100 critères



# Indicateurs du bien-être

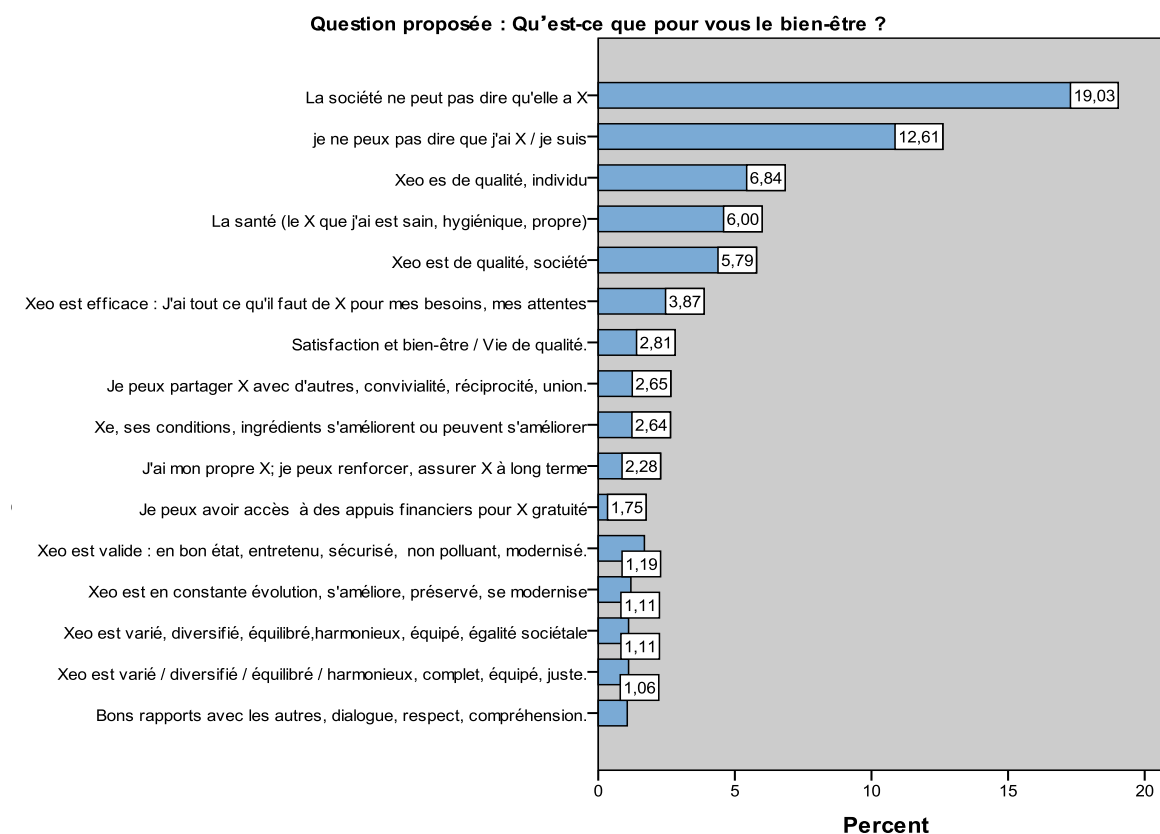
## Conclusions de l'étude

### 9.1- Vision du bien-être de la population participante

Le but de cette étude est de dévoiler (de façon descriptive) les résultats des opinions de la population rurale du Cap-Vert en 2008, interrogée sur sa réalité de vie, ses malheurs, les obstacles et problèmes quotidiens auxquels elle est confrontée, ainsi que sur ses espérances de futur et les moyens nécessaires pour atteindre un niveau de vie qualitative.

Il s'agit d'un plan très ambitieux à tenir en compte et qui prétend classer, mesurer et donner réponse aux perceptions du bien / mal-être de la population rurale Cap-Verdienne, dispersée sur 5 îles. Son objectif est celui de fournir une analyse des résultats, obtenus des réponses des citoyens participants, à trois questions dans lesquelles on retrouve : sentiments, images de l'avenir, sensations, et surtout des concepts liés à la tradition, à la culture, à l'expérience, à la morale, aux valeurs, à la religion, etc., ce qui ajoute une difficulté majeure, en prétendant décrire la pensée d'un ensemble d'êtres humains. Pour mieux comprendre le schéma global de pensée, exposé tout au long de l'enquête, sur comment la population rurale conçoit le bien-être, on doit partir du graphique réalisé grâce à l'aide de la variable « signification », qui montre les groupes d'idées et propositions des citoyens :

Graphique des catégories de la grille d'évaluation de la variable « SIGNIFICATION » par rapport au BIEN-ÊTRE.



D'abord, il est significatif que la population imagine un monde idéal en correspondance à une situation où la société es propriétaire de biens collectifs, dans laquelle il est possible de jouir des services élémentaires et des infrastructures de base comme : l'électricité, l'eau potable, centres de santé, routes, écoles, etc.

19,03% des participants évoque avant tout les besoins au niveau de la société et, par la suite, les conditions souhaitées pour l'individu pour lui-même (12,61%), le tout dans un concept de bien-être dans lequel tous pourraient avoir accès aux conditions minimales de vie, pour ancrer la population au territoire.

Les résultats de l'enquête, auprès des différentes communautés de citoyens du rural, ont montré que le principal facteur limitant du développement est, en effet, l'absence ou insuffisance d'infrastructures, ce qui génère de nombreuses contraintes et devrait constituer l'une des priorités stratégiques du pays. La forte demande sociétale d'implémentation d'infrastructures et équipements de base dans certaines communautés (approvisionnement en eau potable, d'évacuation des eaux usées, d'électrification, etc.) est claire et visible, mais elle se reflète également de façon individuelle, comme dans la demande de : approvisionnement d'eau domiciliaire, électricité dans les foyers, etc.

Il est manifeste que la population réclame principalement : « avoir un poste de travail » (1.218 critères évoquent l'accès au marché de l'emploi). Les participants parlent avec insistance de la spécialisation des jeunes, de l'utilité des cours de formation professionnelle, comme un moyen pour fuir de leur situation. Souligner que le mot « chômage », que l'on peut considérer résiduel, n'apparaît dans toute l'enquête que 3 fois -1/0,000124-, étant donné que la réalité visible est celle de personnes qui malgré, le fait de ne pas être rémunérées, ont une activité quotidienne (ils bâtissent leurs propres maisons, cultivent leurs terres, construisent les routes, etc.). (Voir le tableau 64 de l'annexe).

Suivent les idées évoquées concernant les services, biens dispositifs que l'individu rêve d'avoir ou de posséder, toujours en relation directe avec « LA QUALITÉ », comme par exemple : « avoir une belle maison », « compter sur un bon salaire » (6,84%).

Après on trouve les idées rattachées à « LA SANTÉ » et au désir de vivre dans « UNE AMBIANCE HYGIËNIQUE / PROPRE », en rapport avec le nettoyage public des rues, comme on le verra plus loin (6%).

Sont également évoquées des réclamations de biens et de services COLLECTIFS de : « QUALITÉ » (le désir d'améliorer les dispositifs sociaux existants) (5,8%).

Tout cela peut sembler un peu confus. On doit d'abord s'interroger sur les « stades » sur lesquels les participants fondent leur état idéal de bien-être, c'est à dire sur les indicateurs, mais avant il a fallu établir une procédure empirique pour mesurer le poids et le pourcentage des idées afin de réaliser une analyse certaine et véridique.



L'analyse doit donc se centrer sur la différence de perception du bien-être que, d'un côté l'individu souhaite pour lui-même, et de l'autre, pour l'ensemble de la société, ainsi que sur les actions à entreprendre proposées par les participants.

### 9.1.1- Indicateurs sociaux du bien-être

La première approche doit partir des résultats obtenus par les « dispositifs, biens et services indispensables souhaités par la société rurale », ceux qui ont été concrétisés grâce l'aide de la variable «signification ». Voir le graphique et le tableau ci-dessous :

Graphique des stades de la signification de pourcentage majeur par rapport aux concepts inclus dans les stades du bien-être social.

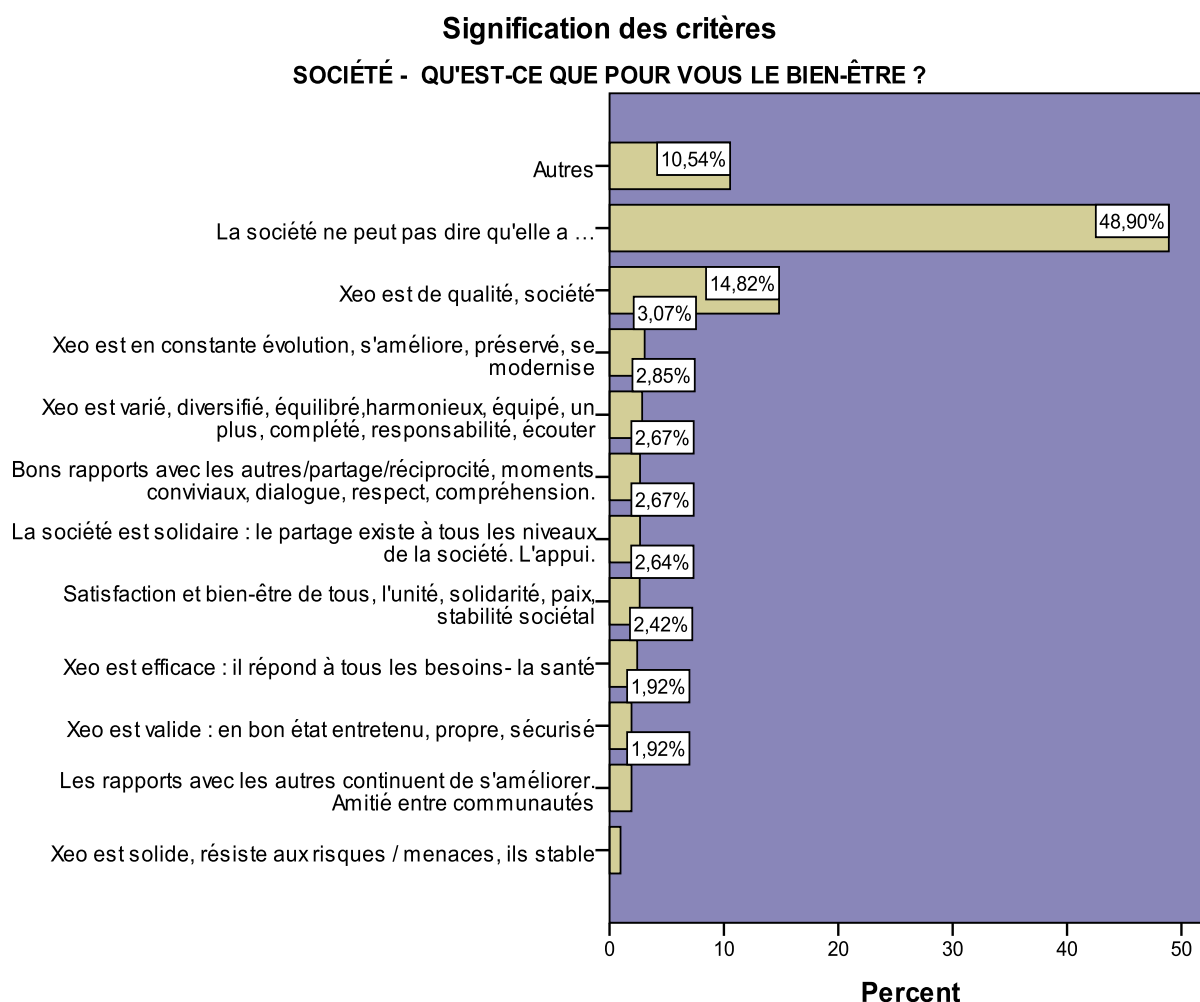


Tableau de fréquence des objets plus évoqués par rapport aux services et infrastructures que « la société ne peut pas dire qu'elle a.... » (Ce qui correspond au 48,9% des données).

IL MANQUE QUELQUE CHOSE À LA SOCIÉTÉ, LA SOCIÉTÉ NE PEUT PAS DIRE QU'ELLE A...	Fréquence	%	Pourcent. cumulé
<b>INFRASTRUCTURES BASIQUES</b> (électricité des communautés, canalisation d'eau des villages, réservoirs d'eau, puits, illumination publique)	178	11,3%	11,3%
<b>INFRASTRUCTURES SECTEUR DE L'ÉDUCATION</b> (bâtiments de formation professionnelle, écoles, crèches, etc.)	99	6,3%	17,6%
<b>ESPACES DE LOISIR COMMUNAUTAIRES</b> (salles de réunion, centres polyvalentes, équipement et matériel des bâtiments de loisir, etc.)	97	6,2%	23,7%
<b>INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES / MOYENS DE TRANSPORT</b> (routes, ports, aéroports, bateaux de transport publique, etc.)	94	6,0%	29,7%
<b>NIVEAU DE FORMATION ET QUALIFICATION</b> (formation professionnelle, alphabétisation d'adultes, niveau de connaissances de la population)	79	5,0%	34,7%
<b>RÉSEAU TÉLÉPHONIQUE</b> (cabines publiques, téléphonie mobile)	76	4,8%	39,5%
<b>ESPACES DE SPORT</b> (terrains de football, centres d'omnisport)	71	4,5%	44,0%
<b>INFRASTRUCTURES MÉDICALES</b> (centres d'attention primaire USB, hôpitaux, etc.)	57	3,6%	47,6%
<b>SECTEUR DE L'ÉLEVAGE</b> (étables, soins vétérinaires, produits phytosanitaires, amélioration de la race, stockage, production et vente, etc.)	51	3,2%	50,9%
<b>PERSONNEL SANITAIRE ET PARAMÉDICAL</b> (Infirmiers, médecins)	46	2,9%	53,8%
<b>NETTOYAGE / ORDURES EN GÉNÉRALE</b> (conteneurs, nettoyage publique, égouts, gestion des déchets)	45	2,9%	56,6%
<b>INFRASTRUCTURES DE SERVICES BASIQUES</b> (temples religieux, marchés publics, cimetières, fours publics, abattoirs, etc.)	39	2,5%	59,1%
<b>ESPACES JEUNESSE</b> (discothèques, clubs de jeunesse, etc.)	38	2,4%	61,5%
<b>SECTEUR DU COMMERCE</b> (Boulangeries, épiceries, centres commerciaux, librairies, etc.)	32	2,0%	63,5%
<b>TRANSPORT SCOLAIRE</b> (bus scolaire)	30	1,9%	65,4%
<b>AUTRES</b>	545	34,6%	100%
<b>TOTAL</b>	<b>1577</b>	<b>100%</b>	-

**48,9%**

Des critères font référence au fait que LES DISPOSITIFS N'EXISTENT PAS tant que la société « ne peut pas dire qu'elle a X ». Dû au pourcentage élevé de ce stade, un tableau de fréquence a été confectionné pour mieux comprendre les concepts embrassés à l'intérieur de cette condition, grâce à laquelle les participants nous ont ouvert les yeux sur l'indisponibilité de tout type d'infrastructures et services basiques performants. Cela constitue un des préalables indispensables à la réussite de toutes les actions visant à l'amélioration des conditions de vie.

**11,3%**

Des dispositifs manquants à la société sont de tout type, mais essentiellement : les infrastructures de base pour l'approvisionnement d'énergie électrique et en eau.

**6,3%**

Des dispositifs insuffisants concernent le secteur de l'éducation, qui se situe en deuxième lieu. Alors que le Cap-Vert a entrepris ces dernières années un grand effort de construction d'infrastructures scolaires, surtout dans l'augmentation des centres de primaire, le SAP a constaté l'existence d'une pression des étudiants du primaire sur le secondaire, et ceci, surtout, dans les zones géographiquement moins bien desservies par le système éducatif (mise en évidence les contraintes de mobilité de la composante « élèves, étudiants »).

La population participante demande un élargissement de l'accès au secondaire et surtout à la formation professionnelle et la réduction des inégalités géographiques d'accès à l'enseignement, au moyen de bourses scolaires, financement du transport et cantines.

**6,2%** Des critères font référence aux « espaces de sport et de loisir », importants pour la qualité de vie, pour favoriser la pratique d'exercice physique et les relations interpersonnelles. De fait, ils se situent en troisième lieu d'importance, avant d'autres besoins comme les infrastructures sanitaires. On ne peut, cependant, oublier que le caractère de la population Cap-Verdienne est très ludique et accorde une grande importance aux moments de rencontre.

**6%** Des critères parlent du besoin d'infrastructures routières, ce qui nous informe de la faiblesse structurelle du pays et d'un véritable problème qui empêche le développement industriel de certaines municipalités, ainsi que, principalement, l'ancrage de la population à la terre. Environ 43% de la population active Cap-Verdienne réside dans les zones rurales et, du point de vue social, on devrait encourager les agriculteurs, éleveurs, pêcheurs à rester dans ce milieu afin de permettre la distribution plus équilibrée de la population et éviter la massification des flux dans les noyaux urbains.

Les moyens de transport sont d'une importance vitale, non seulement pour les étudiants (comme il en ressort de l'étude de la variable « bénéficiaires »), sinon aussi pour le développement économique de la population rurale, comme par exemple pour l'ACD « XAXA-GONGON » (île de Santiago) qui, ayant obtenu le financement pour l'installation d'une petite industrie de transformation de canne à sucre en liqueur, a dû fermer au bout de quelques mois parce-que la communauté n'avait pas d'accès routier et, donc, tout le transport de matériel se faisait à l'aide de seaux de 20 kg portés sur la tête.

**5%** Des critères font appel au « NIVEAU DE FORMATION ET QUALIFICATION » et plus spécifiquement au niveau de connaissances et études, à l'alphabétisation des adultes, ce qui est crucial, étant donné que, malgré l'existence d'une main d'œuvre jeune, le nombre de cadres moyens et supérieurs est insuffisant pour faire face aux nécessités du pays.

**4,8%** Des critères font allusion au manque de réseau téléphonique, à l'inexistence de cabines publiques et d'internet. Les technologies de l'information et la communication sont très peu développées dans le rural : l'internet, la télévision par satellite, le portable, etc., sont encore peu répandus ou offrent un réseau très limité, avec beaucoup de défauts.

**4,5%** Des critères font référence aux ESPACES DE SPORT, et plus précisément spécifiquement à la construction de terrains de football ou centres d'omnisport.

**3,8%** Des critères demandent des **INFRASTRUCTURES MÉDICALES** : centres d'attention primaire USB, hôpitaux, postes de la croix rouge, etc. À cet égard, voir le tableau 74 de l'annexe, dans lequel on peut concrétiser la demande spécifique d'infrastructures par île participante (il est significatif que l'île de São Nicolãu n'offre aucun critère sur cette thématique).

**2,9%** Des critères demandent le **NETTOYAGE DES SPACES PUBLICS** et le **TRAITEMENT DES ORDURES**. L'hygiène publique et la gestion des déchets représentent un autre grand souci pour la population rurale, de la même manière que l'environnement. Les citoyens se plaignent du manque de vide-ordures, de personnel de ramassage d'ordures, de campagnes de sensibilisation visant à l'amélioration des espaces publics, ainsi que de la pollution causée par l'élevage en liberté des animaux destinés à la consommation (spécialement du porc).

L'assainissement concerne surtout les villes de grande taille : Praia (la capitale) et Mindelo (île de São Vicente), où les eaux usées sont collectées et traitées. Pour l'ensemble des îles et en particulier pour le rural, le taux de couverture reste faible, avec un système de drainage des eaux résiduelles sous-développé et endommagé, comme dans le cas de la collecte et le traitement des déchets solides.

**2%** Demandent le déploiement dans le rural du **PETIT COMMERCE** : coiffeurs, épiceries, ateliers de couture, postes de vente de produits agricoles, etc. Ces petites affaires deviennent un vecteur d'extrême importance pour le développement des femmes, et par la suite de l'économie du ménage, contribuant à leur autonomie et confiance en soi. Tout au long de l'enquête on peut constater la grande demande d'aides au secteur féminin au moyen de : la vente ambulante, la couture / broderie, l'artisanat, etc.

**14,8%** Des critères généraux font allusion à la « **QUALITÉ** » des dispositifs (biens et services). La population voudrait bénéficier spécifiquement de : infrastructures routières de qualité (14,4%), infrastructures du secteur de la santé et de services fournis avec qualité (6,1%), infrastructures du secteur de l'éducation de qualité (5,6%).

**3,07%** Du total des critères se rapportent à ce que les biens et services soient en « constante évolution, s'améliorent, soient préservés ou modernisés ». Ici on trouve la demande d'amélioration des « pensions sociales » (4,1%), des « aides économiques aux familles » (3,7%), de l'emploi » (3,2%), de « l'approvisionnement en eau » (3,2%), de « la protection du terrain » (construction de digues, barrages, terrasses de culture, etc.) (2,7%), etc.

**2,7%** Du total des critères évoquent que, si possible, les biens et services soient : « **VARIÉS, DIVERSIFIÉS, EQUILIBRÉS, HARMONIEUX, EQUIPÉS, AVEC UN PLUS, COMPLETS** » et, comme on pouvait s'y attendre, la population nous indique que le bien-être passe par pouvoir profiter de : « routes de qualité » (7,6%), « centres de santé à proximité équipés » (4,3%), « écoles maternelles /crèches équipées» (3,3%)

On y trouve également les qualités sociales liées aux valeurs comme : « VIE EN RESPONSABILITÉ, ÉCOUTER, ÉGALITE SOCIETALE », et des références à l'état dans lequel l'individu peut profiter de : « la convivialité sociale » (8,3%), « l'unité sociale » (8,7%), « l'harmonie / l'affection sociale » (7,6%) ainsi que d'une « ambiance sociale de confort » (2,2%).

**2,67%**

Du total font référence au bien-être conçu à partir des « BONS RAPPORTS AVEC LES AUTRES / GRÂCE AU PARTAGE / À LA RÉCIPROCITÉ, AUX MOMENTS CONVIVIAUX, AU DIALOGUE, AU RESPECT ET LA COMPRÉHENSION ». Ici on trouve que « le respect » est la valeur de majeure puissance (30%), mais, entre autres, le sont aussi « l'amitié » (11,4%), « le comportement envers les autres » (9,1%), « la confiance au sein familial » (3,4%) et « le dialogue » (2,3%).

On trouve également un critère très significatif : la demande des femmes à leur partenaire masculin « d'accompagner et être responsable de ses propres enfants » (2,3%)

**2,64%**

Du total des critères demandent un sentiment et attitude de « SOLIDARITÉ : PARTAGE, APPUI » et avoir des services et dispositifs en « GRATUITÉ ». A son intérieur les demandes se conforment comme suit : « appuyer ceux qui en ont besoin » (24,4%), développer des « politiques agraires » pour aider les agriculteurs (7%), promouvoir des aides économiques et financières pour la « réhabilitation des logements » (7%), que le gouvernement fournisse des « bourses / réductions des frais de scolarisation, etc. » (5,8%) et des « subventions pour subvenir aux frais funéraires » (3,5%), principalement.

**1,92%**

Du total demandent : « EFFICACITÉ » des dispositifs, Il est intéressant de noter qu'ici la première idée qui ressort est celle de pouvoir s'associer à une : « communauté (ACD) organisée / qui fonctionne » (10,3%).

L'éthique des dirigeants et la correcte gérance des ACD ont une place d'importance, ce qui définit une des stratégies pour le futur, compte-tenu que les associations sont le pilier central du programme de lutte contre la pauvreté, un facteur de cohésion sociale des plus défavorisés, et favorisent les relations entre le pouvoir et la citoyenneté.

**1,85%**

Se réfèrent au souci d'entreprendre la LUTTE CONTRE LA CONSOMMATION D'ALCOOL ET LA DROGUE, de fait, l'analyse nous a confirmé le désir de mettre en œuvre des actions pour éviter les conduites à risques chez les adolescents, un problème qui, selon les participants touche aux familles, et auquel il faudrait consacrer des campagnes de prévention.

Avec un faible pourcentage, mais non moins significatif, finalement, apparaissent les indicateurs relatifs à la SÉCURITÉ, spécialement dans certaines communautés, comme l'indique le tableau 92 de l'annexe, descriptif de la demande d'une majeure présence de police et, commissariats, en raison du

vandalisme, vols, délits mineurs contre la propriété. La population est impatiente de voir arriver le jour où elle pourra vivre dans une ambiance de paix et de stabilité.

## 9.1.2- Indicateurs individuels du bien-être

En ce qui concerne les besoins individuels, on peut affirmer que les concepts exposés dans le tableau ci-dessus sont les plus importants, en ordre de préférence et sans l'interférence des outils de la méthodologie.

Graphique de barres avec les stades de la signification de pourcentage majeur et les concepts incluses dans les stades, par rapport au bien-être sociétal.

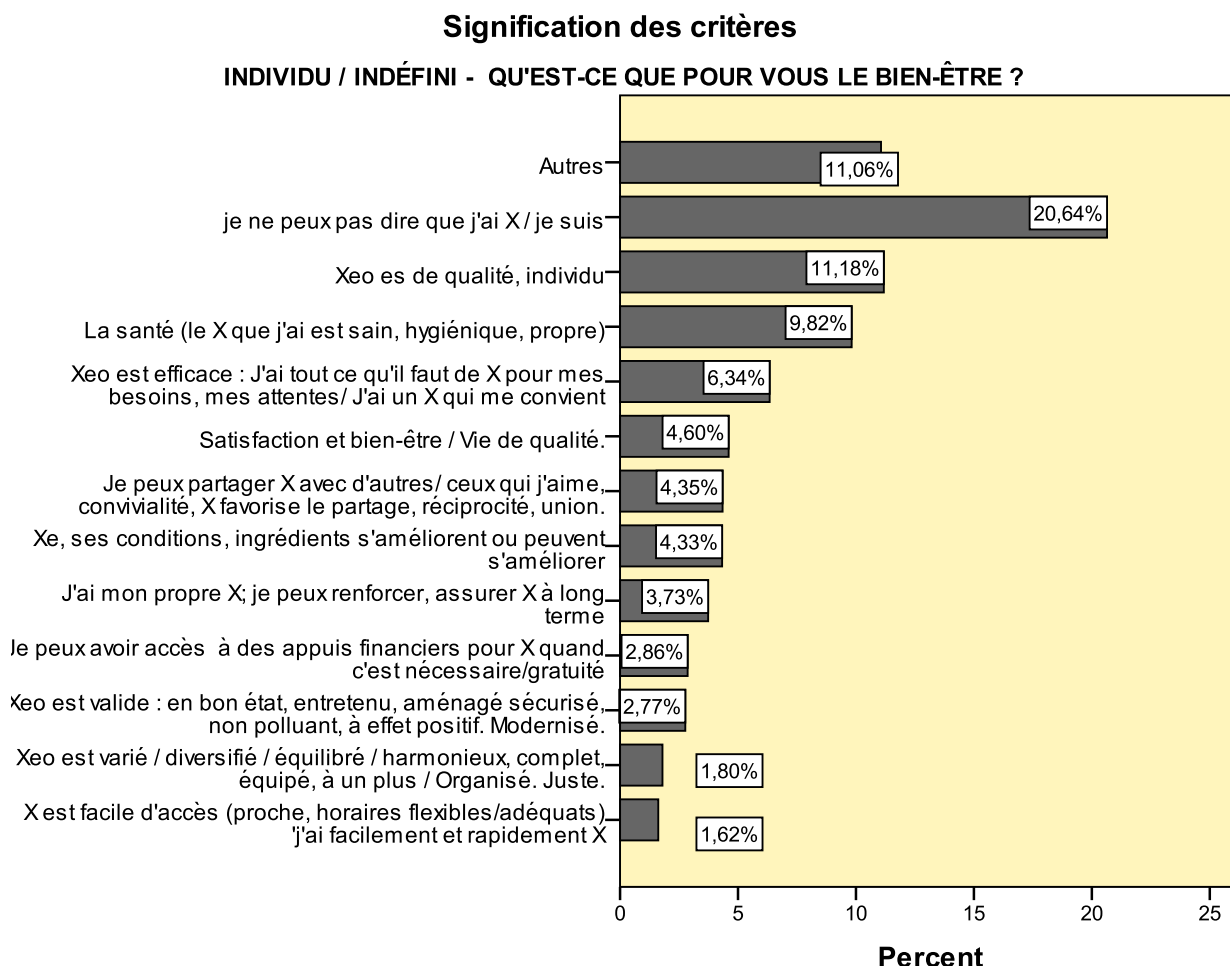


Tableau de fréquence des objets plus évoqués par rapport aux objets (dispositifs) indispensables par le bien-être l'individuel (20,64% des données)

<b>L'INDIVIDU NE PEUT PAS DIRE QU'IL A.....</b>	Fréquence	%	Pourcentage cumulé
<b>POSTE DE TRAVAIL</b> (poste de travail)	234	22,4%	22,4%
<b>INFRASTRUCTURES BASIQUES</b> (canalisation d'eau à la maison, électricité domiciliaire, réservoirs individuels d'eau, évacuation des eaux usées, etc.)	110	10,5%	32,9%
<b>PIÈCES EN LA MAISON</b> (salle de bain à la maison, cuisine, etc.)	98	9,4%	42,3%
<b>ALIMENTATION</b> (nourriture, aliments de première nécessité)	63	6,0%	48,3%
<b>LOGEMENT</b> (maison, terrain pour bâtir la maison)	53	5,1%	53,4%
<b>TÉLÉVISION</b> (appareils de TV, antennes paraboliques)	37	3,5%	56,9%
<b>SECTEUR DE L'ÉLEVAGE</b> (animaux : porcs, chèvres, volailles, pâture, étables, cours, machinerie, etc.)	36	3,4%	60,4%
<b>MOBILIER DE LA MAISON</b> (lit, matelas, tables, chaises)	33	3,2%	63,5%
<b>VÊTEMENTS</b> (vêtements, chaussures, etc.)	30	2,9%	66,4%
<b>COUPLE</b> (avoir mari, épouse)	28	2,7%	69,1%
<b>EDUCATION / CONNAISSANCES</b> (formation académique de l'individu)	26	2,5%	71,6%
<b>TRANSPORT TERRESTRE</b> (voiture particulière)	23	2,2%	73,8%
<b>MEDICAMENTS / VACCINES</b> (médicaments en général)	21	2,0%	75,8%
<b>COMPORTEMENT EN GÉNÉRAL</b> (avoir de la politesse, être bien élevé)	19	1,8%	77,6%
<b>ACTIVITÉ AGRICOLE</b> (infrastructures agricoles comme réservoirs d'eau, irrigation goutte à goutte, serres, machinerie agricole, etc.)	18	1,7%	79,3%
<b>SECTEUR DE LA PÊCHE</b> (bateaux, moteurs, machinerie, frigos, etc.)	17	1,6%	81,0%
<b>TÉLÉPHONE</b> (téléphone fixe à la maison, portable)	13	1,2%	82,2%
<b>FAMILLE EN GÉNÉRAL</b> (relations entre ses membres, réseau familial)	12	1,1%	83,3%
<b>AUTRES</b>	174	16,7%	100%
<b>TOTAL</b>	1045	100,0	-

**20,64%**

Du total des critères par rapport à l'individu correspondent à la DEMANDE GÉNÉRIQUE DE TOUT TYPE DE DISPOSITIFS, BIENS ET SERVICES, la plupart existants mais absents pour celui-ci. C'est le groupe de majeure taille qui a été concrétisé dans le tableau ci-dessus, et qu'on peut résumer en trois grands axes :

**22,4%**

Des critères font référence à l'accès au MARCHÉ DU TRAVAIL, une demande qui se situe dans un lieu de préférence au cours de l'enquête. La population réclame surtout la création de postes de travail pour les jeunes, pour ceux qui arrivent sur le marché de l'emploi. Ceci doit être mis en rapport avec la grande demande, de la part des jeunes du rural, d'aides économiques pour accéder à la formation professionnelle et à des programmes ciblés.

10,5%

Les infrastructures demandées par l'individu sont issues des carences de SERVICES BASIQUES AU NIVEAU SOCIAL: approvisionnement en eau, électricité, assainissement, etc. ; la différence réside, ici, dans le fait que ces demandes se réfèrent au milieu domestique.

9,4%

Les demandes référées au LOGEMENT sont constantes tout au long des critères, mais on peut constater graphiquement, que les aides pour la construction d'une « SALLE DE BAIN / TOILETTE » à la maison, sont plus habituelles que celles pour avoir un « LOGEMENT » ou « terrain » sur lequel bâtir la maison (5,1%).

6%

L'ALIMENTATION atteint un pourcentage élevé (6%). Les demandes se centrent plutôt sur l'accès aux produits de première nécessité, pour obtenir des produits basiques moins chers. Il serait d'importance pour des études à venir que la population soit interrogée exactement sur quels sont ces produits pour cette société (le riz, les céréales, les légumes, etc.).

3,5%

En relation avec les CANAUX D'INFORMATION OU COMMUNICATION on trouve que la demande « d'appareils de TV » (3,5%) est de loin plus élevée que le « TELEPHONE » (public ou privé) (1,2%).

2,5%

Les jeunes se plaignent du manque de FORMATION ACADÉMIQUE et de formation ciblée aux demandeurs d'emploi, ce qui constitue un obstacle ; les critères font référence au stade « de ne pas avoir la formation académique adéquate » pour accéder au marché du travail et de ne pas avoir la possibilité de choisir la meilleure filière possible pour leurs études, en tenant en compte les problèmes de mobilité.

11,18%

D'autre part, la signification des critères nous informe que 6,84% des données se réfèrent, ou bien à la AMÉLIORATION DES DISPOSITIFS EXISTANTS, ou bien au souhait d'avoir des dispositifs avec une qualité complémentaire. Et concrètement la population rurale demande avec l'introduction de l'adjectif : « bon » (ce qui apparaît dans nombreux critères de façon quasi unanime) comme par exemple : « avoir des routes de qualité », « avoir un bon service d'approvisionnement en eau potable », « moyens de transport de qualité », etc. La liste des concepts référés à la qualité est presque identique à celle exposée ci-dessus, par rapport aux dispositifs qui manquent.

9,82%

Suit un grand nombre de critères qui évoquent un état de bien-être conçu à partir d'un stade « DE SANTE (être sain) », ainsi que « vivre dans des ESPACES PROPRES, HYGIÉNIQUES, sans ordures ». La population rurale pense, ensuite, qu'il serait très avantageux et nécessaire que l'individu puisse évaluer et gérer correctement les risques des drogues, par le biais de la prévention. Elle se soucie également des conséquences sur la santé, que peuvent entraîner le manque de traitement des eaux et la pollution de l'environnement.



**6,34%**

La signification situe dans un pourcentage de 6,34% la précision DES DEMANDES AU NIVEAU PERSONNEL, le dispositif concret pour COUVRIR LES BESOINS / ATTENTES PERSONNELLES, et à son intérieur l'individu s'imagine la matérialisation (par ordre d'importance) des besoins suivants : un logement (58%), un poste de travail (3,7%), une activité agricole (3,4%), un salaire (3,1%), transport terrestre (2,8%), une famille (2,5%), personnel médical (2,2%) et éducation et connaissances (2,2%), entre autres.

**4,6%**

Des critères nous disent que « LA SATISFACTION DE BIEN-ÊTRE / D'UNE VIE DE QUALITÉ » se place en cinquième ordre d'importance, et plus concrètement sur l'effet de « vivre dans une ambiance » dans laquelle la personne peut profiter de manière durable de : « l'amour » (32%), de la « tendresse et affectivité » (12,4%), d'une vie en « harmonie » (3,9%), d'une ambiance dans laquelle règne : « la politesse et l'éducation » (3,4%), « l'honnêteté » (3%) et la « liberté » (3%). On peut, d'ailleurs, conclure que les concepts de : « vivre dans une ambiance d'affectivité » « se sentir aimé » l'emportent de loin sur ceux qui parlent des sentiments de « satisfaction par rapport à l'ambiance ».

**4,35%**

Des critères du bien-être font référence à la possibilité de « VIVRE EN EQUILIBRE DANS LA RELATION AVEC LES AUTRES ». Ici la population donne une importance majeure à la famille comme noyau principal de la société, et concrétise sur : « la vie familiale » (21,8%), la solidarité » (11,8%), « le respect » (10,5%), « les relations sentimentales » (10%), « l'amitié » (6,4), « les relations avec les autres » (5,9%), entre autres.

**4,33%**

Des critères font référence à la situation dans laquelle l'individu est d'une certaine façon résigné à maintenir les dispositifs, biens et services existants, mais « améliorés » de telle sorte que les générations futures puissent s'en servir durablement. Ces indicateurs regroupent des concepts très divers, parmi lesquels on retrouve : « infrastructures basiques » (6,8%), le « nettoyage public / traitement des ordures » (5,5%), en rapport aux désagréments causés à l'individu, les « ressources économiques de l'individu » (4,1%) et « l'appui » en tout genre, économique ou non, à ce dernier (4,1%).

**3,73%**

Des critères nous informent que les indicateurs du bien-être pour l'avenir passeraient selon la population participante par n'avoir aucun souci lié aux OBSTACLES FINANCIERS, ou de « COÛT D'ACCÈS » :



Les sujets ont offert une idée du bien-être référée au COÛT D'ACCÈS et particulièrement aux OBSTACLES FINANCIERS, fondée sur deux concepts uniques : jouir des moyens économiques pour obtenir un logement (81 %) –soit en propriété, ou en location- et la possibilité de pouvoir faire face aux dépenses issues de l'éducation (9,1%).



Puis apparaît le souhait de pouvoir « épargner » et avoir suffisamment d'argent pour vivre dans la tranquillité « à long terme ». Curieusement, l'individu s'imagine, de façon abstraite, mais avant tout, pouvoir « subvenir à ses besoins », être autonome dans la « gestion

de sa vie » (81%) et avoir la possibilité d'affronter les frais « scolaires /d'éducation / de formation » (4,2%), mais sans s'interroger sur la source des revenus pour y parvenir, le concept « salaire » (2,1%) n'apparaissant qu'ultérieurement (une circonstance déjà constatée, étant donné que la population rural travaille, en grande mesure et de longue date, sans rémunération).

➡ Cependant, il est très significatif que l'indicateur lié au concept ÉCONOMIE DE LA VIE soit: « le salaire » (19,5%) et, par la suite, qu'il existe « un bon rapport entre les revenus et le coût des produits et services nécessaires». De façon logique, les personnes pensent à subvenir par elles-mêmes à leurs nécessités, et après à ce que le coût des produits de première nécessité soit abordable.

➡ En ce qui concerne les AIDES ÉCONOMIQUES SOUHAITÉES PAR LA PERSONNE : la population s'imagine, comme une partie fondamentale du bien-être, le stade dans lequel l'individu « a un accès à des appuis financiers pour X quand il est nécessaire et / ou gratuitement » et on trouve les demandes suivantes : « aides aux familles pour la scolarisation des enfants (transport, cantine, bourses d'études, etc.) » (17,3%), « financement du secteur agricole » (15,9%), « financement du secteur d'élevage » (9%), « appui financier au citoyen (professionnels autonomes) » (7,6%), « financement pour l'accès aux médicaments et vaccins » (6,2%), « financement du logement social » (6,2%), entre autres.

**2,89%** Aimeraient avoir accès à des « APPUIS FINANCIERS » quand c'est précis. En premier lieu la population demande l'« appui au secteur agricole » (15,9%), puis au « secteur de l'élevage » (9%), celui du « transport scolaire » (8,2%), «l'appui financier au citoyen » (87,6%), « appui au système éducatif » (6,9%), pour « les médicaments » (6,2%), le « logement social » (4,1%) et le « microcrédit » (3,4%).

➡ De même façon, les données évoquent l'importance d'avoir « l'accès à des aides pour préparer le futur », de manière assurée et surtout durable. Ici les demandes plus importantes sont : « bourses et transport scolaire » (13,1%), « activité agricole » (10,3%), « aides du pouvoir au citoyen en général » (6,2%), entre autres.

**2,77%** Des indicateurs font référence à la « validité » des dispositifs tant qu'ils sont en « bon état, entretenus, aménagés, sécurisés, non polluants, modernes ». Le premier concept qui ressort avec puissance est celui de : « l'alimentation » (40%), suivi du « salaire » (16,3%), le « logement » (15,1%), « l'éducation et les connaissances » (3%) et « la gouvernance et le pouvoir » (référé aux autorités publiques ou non) (2,2%), entre autres.

**1,62%**

Demandent et désirent avoir des « facilités d'accès », en rapport avec l'idée de proximité : des horaires de transport flexibles, fréquents, efficaces et adaptés aux besoins (9,3%). Ceci est directement noué à la grande demande de routes, ainsi qu'à l'implémentation de nouveaux moyens de transport public, scolaire, taxis, ambulances, etc. Un 5,33% est convaincu que le seul moyen d'y parvenir passe par un entretien systématique et bien géré des infrastructures, comme par exemple : « avoir de bonnes routes asphaltées ».

En ce qui concerne les « EFFETS POUR PROFITER D'UNE VIE DE QUALITÉ » : il est évident que la population pense qu'un tel état se correspond avec l'individu qui profite des « sentiments d'affectivité » (amour, tendresse, amitié...) (44,6%), lorsqu'il « existe un cadre de vie de bien-être dans un espace sain et propre » (5,2%), dans lequel on profite des « bonheurs de la vie familiale » (dialogue, paix familiale, être aimé par le couple) (4,3%), de « la relation avec les autres » (la convivialité, l'honnêteté sociale) (4,3%), où le « comportement par rapport aux autres comporte : le respect, la sincérité » (3,9%), où l'égalité entre hommes-femmes » est respectée comme un des droits fondamentaux (3%), dans lequel tous « sommes travailleurs » (2,6%) et où on peut profiter de la « tolérance » (1,7%).

## 9.2.- La stratégie pour l'avenir ?

Un des principaux buts de cette investigation repose sur le principe de donner au personnel qui travaille au Programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural du Cap-Vert, une perspective et une vision plus précise sur la convenance des stratégies à mettre en place. Ce que la population propose pour l'amélioration de sa propre-vie, en rapport au bien / mal être, et plus précisément les idées et actions qui permettront d'avancer et atteindre le bien-être de la société rurale.

Pour rendre possible ce dessein, j'ai considéré opportun de prendre en compte les critères regroupés à l'intérieur de la dimension "H" "ATTITUDES DES INITIATIVES", ceux en réponse à la troisième question, celle qui recueille des propositions dynamiques et enthousiastes, qui ont une grande valeur et peuvent contribuer à l'élaboration de plans stratégiques plus conformes aux conceptions et à l'esprit des citoyens.

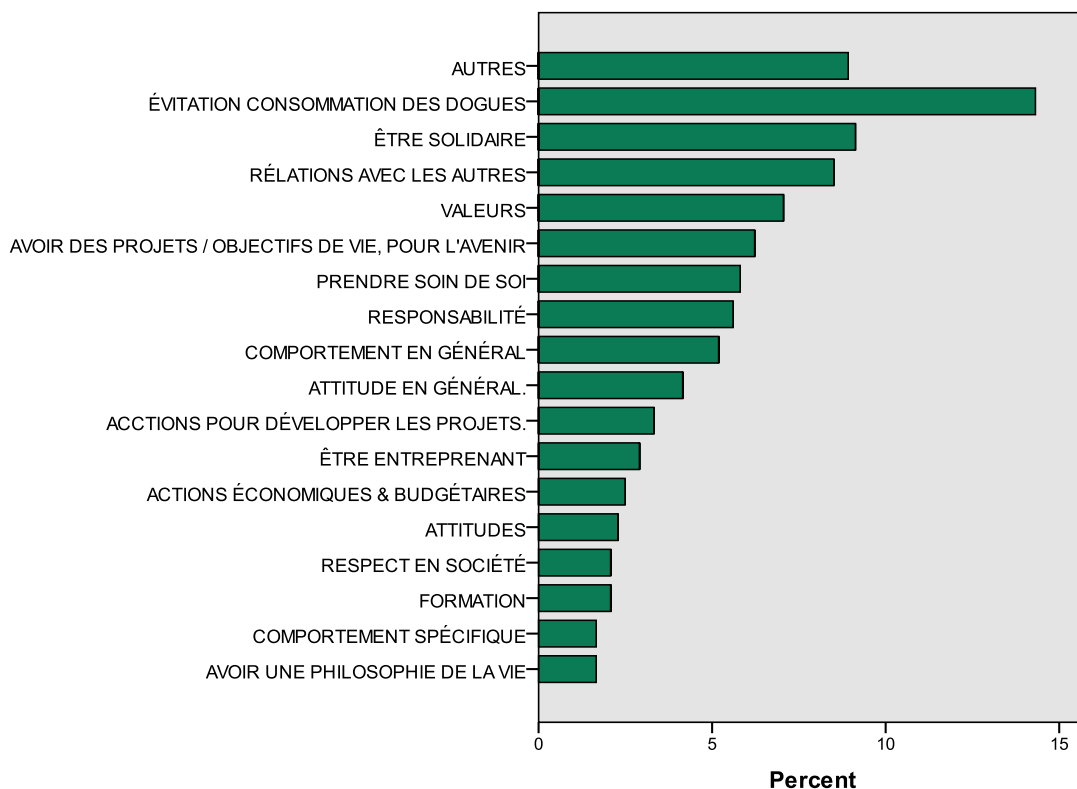
C'est aussi pour cela que les résultats ont été offerts en deux groupes : les propositions relatives à l'individu et les celles qui concernent la société.

## 9.2.1- Attitudes et initiatives pour le progrès individuel

Les résultats sont un peu étonnants, compte-tenu de l'ordre d'apparition des propositions à entreprendre et qui révèlent que dans l'inconscient collectif le bien-être de l'individu passe par avoir les attitudes suivantes :

Graphique de barres représentatif des propositions des participants par rapport aux moyens d'atteindre l'état de bien-être individuel.

**PROPOSITIONS DES PARTICIPANTS PAR RAPPORT AU BIEN-ÊTRE DE L'INDIVIDU**



**14,3%**

Des critères se réfèrent aux actions de « PRÉVENTION DE CONSOMMATION DE DROGUE » (en grande mesure l'alcool, tabac, drogues toxiques, etc.).

**9,1%**

Pense que l'on doit avoir de « LA SOLIDARITÉ », « faire du bien à l'autrui » et « participer volontairement » aux actions qui visent au bien-être collectif.

**8,5%**

Des participants sont convaincus que les actions qui nous situent dans un rapport de RELATIONS AVEC LES AUTRES sont les appropriées pour le développement et le bien-être personnel et collectif, comme par exemple : avoir un bon comportement, être compréhensif, être participatif / avoir un esprit d'équipe.

7,1%

Informent de la grande importance des principes moraux, des VALEURS auxquelles doivent se conformer les manières d'être et d'agir, et qui ont été matérialisés par ordre d'importance parmi les suivants : « être discipliné », « avoir de la force de volonté », « être honnête », « être motivé », « avoir de l'intérêt pour les choses ou les personnes », etc. ; ce qui nous offre une idée des principes de la collectivité rurale du Cap-Verdienne, ainsi que de son éthique et philosophie.

7,1%

Des critères renvoient aux attitudes d'initiative propres du sujet, nous indiquant que pour eux il faut « AVOIR DES PROJETS / OBJECTIFS DE VIE » exprimés par les idées suivantes : « avoir des rêves », « de l'ambition », « se surpasser », « être travailleur ».

5,8%

Des critères nous informent qu'une autre proposition passe par « PRENDRE SOIN DE SOI », dans l'intérêt de la santé, avoir une vie saine incluant l'hygiène personnelle, ainsi que « faire du sport » et ne pas tomber dans la drogue.

5,6%

Des idées font ressortir à nouveau l'idée de RESPONSABILITÉ INDIVIDUELLE qui, selon les citoyens, revêt une importance clé pour l'avenir. C'est le moyen de d'établir une confiance mutuelle, très prisable quand les conditions de vie sont défavorables et précaires (« je ne peux pas te payer, mais tu peux compter sur moi »). Les critères font allusion à : « être responsable / avoir de la responsabilité » et, principalement « être responsable envers le travail », principalement.

5,2%

Des critères évoquent le COMPORTEMENT, dénommé général par opposition à d'autres typologies ou attitudes du champ de la sociabilité. Ici, les citoyens ont mis en relation directe avec le bien-être le bon comportement envers les autres et faire preuve d'un bon caractère, avec : « avoir de la politesse », « être éduqué » « l'éducation civique », « être aimable ».

4,1%

Des critères sont conformés par les appelés : « ATTITUDES EN GÉNÉRAL ». Ici on retrouve différentes valeurs de l'être humain, de sa personnalité, et qui se traduisent dans la fierté, et comment faire face aux problèmes de la vie ou réussir. On évoque également la sympathie, comme une qualité synonyme du succès, la bienveillance et la cordialité. On cite, en particulier les attitudes suivantes : « être déterminé », « être persévérant », « être sympa », « être tolérant » et « avoir des idées positives ».

3,3%

Des critères ont mis en relation le bien-être avec les actions visant à « DÉVELOPPER DES PROJETS ». Ils se réfèrent plus précisément aux : « actions pour conquérir / atteindre

leurs rêves ou objectifs dans la vie » et aux « actions pour chercher des stratégies destinées à trouver un poste de travail ».

Ce dernier groupe d'attitudes aurait dû avoir un pourcentage majeur, ainsi que celui des attitudes pour « ÊTRE ENTREPRENANT », qui se place en onzième lieu et, malgré les efforts fournis par le gouvernement du Cap-Vert avec ses campagnes sur « l'entrepreneuriat » et comment devenir employeur, comment créer son propre entreprise, fournit un résultat très faible en pourcentage sur le total individuel (de 2,9%). (Voir le graphique ci-dessous et le tableau 117 de l'annexe).

## 9.2.2- Attitudes et initiatives pour le progrès sociétal

En ce qui concerne les actions à entreprendre, pour assurer le maintien du bien-être au niveau sociétal, on peut affirmer qu'il s'agit de celles énumérées dans le tableau 104 de l'annexe et avec leur fréquence exposée.

**15,18%**

Des critères nous informent que ce qu'il faut c'est : « AIDER », et plus précisément en commençant par « l'aide à ceux qui ont besoin » ; cette proposition fait allusion aux aides et financements du Plan de lutte contre la pauvreté.

Comme nous pourrions le constater ultérieurement, le rapport de cette première proposition est inquiétant si on le met en relation avec les pourcentages atteints par les critères référés à l'entrepreneuriat, à la création d'entreprises, d'affaires, ainsi qu'aux activités génératrices de revenus, qui parviennent au faible pourcentage de 1%. Il semble que la population est loin d'avoir un « esprit d'entrepreneuriat », elle croit en une dynamique collective plutôt qu'individuelle, ils ne se sentent pas audacieux et craignent de s'exposer au risque d'ouvrir leur propre entreprise (le travail en équipe compte sur un 7,6% face à l'entrepreneuriat individuel, avec 1%). Le sentiment de ne pas être suffisamment préparés, de ne pas compter sur les compétences et la formation précise et, le fait que, malgré l'existence d'une main d'œuvre jeune, il existe un faible nombre de cadres moyens et supérieurs pour faire face aux nécessités du pays, peuvent être à l'origine de cette attitude.

L'autre proposition place le bien-être dans l'idée de « contribuer, collaborer avec la société, s'aider entre les personnes ». Tout cela nous dévoile que les Cap-Verdiens apprécient les signes d'aide mutuelle et envers autrui.

**11,3%**

Des critères sociétaux font allusion aux actions de LUTTE EN COMMUN, aux « campagnes de lutte de tout type » mais avant tout de « lutte contre la consommation d'alcool et drogues », puis « contre les maladies, l'inégalité, la discrimination, la grossesse précoce ». Ici la population se réfère aux campagnes d'information menées par le gouvernement.

7,6%

Des critères comprennent les déjà dites : « ACTIONS EN COMMUN / PARTENARIAT (DJUNTA-MON) », le fait de s'engager et travailler gratuitement en équipe pour le bien de la communauté, la résolution des problèmes sociaux et trouver des partenaires pour développer les projets. On aspire à ce que le travail en commun avec les autorités se fasse en parfaite syntonie.

D'ailleurs les décisions sont prises par la communauté, qui connaît parfaitement les besoins de ses membres, associés ou non aux ACD. Les autorités ne peuvent pas connaître les problèmes de chaque peuplement ou communauté rurale. Les projets voient le jour et peuvent être mis en œuvre grâce à l'entraide des associés ; c'est la manière de surmonter les difficultés et budgets restreints.

En effet, les projets participatifs sont moins coûteux, car les contributions individuelles limitent les dépenses. En conséquence, les participants sont convaincus que les actions collectives du «DJUNTA MON » (travail collectif non rémunéré) contribuent à les rendre plus prospères.

7%

Des critères font allusion au concept de SOUTIEN, d'abord à ceux qui en ont vraiment besoin, puis des ACD au citoyen, et, pour finir, des autorités aux associations. Ils proposent en même temps « l'appui mutuel » (entre individus et entre associations) et des actions pour promouvoir les institutions de microcrédit.

5,1%

Des réponses font allusion aux actions en rapport avec les attitudes de respect pour le milieu, la « RESPONSABILITÉ ENVERS LA NATURE » : protection de l'écosystème, de la flore et la faune, l'environnement, contrôle / lutte contre la pollution, les ordures et les incendies.

Comme il a été révélé dans l'analyse de la dimension « B » et plus spécifiquement dans la composante « B01 » « SALUBRITÉ, POLLUTION ET BRUIT », les habitants du rural sont convaincus d'être victimes de l'oubli des autorités en ce qui concerne les politiques de nettoyage, salubrité publique et de défense de l'espace, paysage, ainsi que des normes de respect pour la nature.

5%

Des critères évoquent les mouvements de « CRÉATION ET DÉVELOPPEMENT DU TISSU ASSOCIATIF ». Les participants souhaitent la création d'un canal de communication entre les communautés (entre les ACD), ils veulent un « lien de partenariat » entre les différentes associations pour partager : expériences, information sur les bailleurs de fonds, les aides économiques dont on dispose, sur l'efficacité des projets entrepris par les autres, ainsi partager des pratiques mises en œuvre par les autres, etc. Il s'agit de promouvoir une dynamique groupale entre les associations locales, basée sur le développement et l'autogestion de manière durable. La population est convaincue qu'il faut créer de nouvelles associations (ACD), les idées : « s'associer pour se développer » vont, spécialement, de la main des femmes qui pensent à se réunir pour défendre leur droits.

Enfin, se situent les critères en rapport au développement des institutions de microcrédit, un souhait qui apparaît à titre « indicatif » et très sectoriel (de fait dans toute l'enquête il n'y a que 2 réponses allusives à cette thématique). On peut supposer que la population préfère que les fonds

soient accordés sous forme d'aides non remboursables, plutôt que s'exposer à l'amortissement des microcrédits. Ceci laisserait entrevoir que l'accès à ce dernier n'est pas évident (étant donné que les ACD se portant garantes de leurs associés ne sont pas nombreuses) ou que l'on manque de l'information ou des voies structurelles pertinentes pour le faire.

**4,6%**

Des critères se réfèrent aux actions d'«ÉLABORATION DE PROJETS, ET LEUR MISE EN ŒUVRE» : Il faut constater que bon nombre de projets sont refusés parce que les propositions sont peu développées ou ne sont pas élaborées en fonction d'une démarche structurée visant à : reconnaître une problématique donnée et proposer des actions adéquates pour aider un plus grand nombre de familles ou d'individus et si le projet est faisable (moyens techniques, humains, etc.).

Tous les critères parlent de la création, élaboration, exécution et implémentation des projets ou plans en commun, la recherche des moyens financiers, les partenaires pour les développer, mais, ce qui attire l'attention est qu'aucun n'évoque les problèmes postérieurs. Il est rare que les intervenants eux-mêmes expriment les difficultés surgies après être parvenus à réaliser leur projet, mais moi-même ai été témoin de ce genre de difficultés ; elles apparaissent par manque de suivi et d'accompagnement. Les entrepreneurs se trouvent confrontés à un grand nombre d'obstacles pour que leur projet d'affaire ou activité économique soit compétitif sur le marché, performant et, puisse se maintenir.

D'autre part la surexploitation des profits est une mauvaise pratique très habituelle, surtout dans le secteur de la pêche. Tous les bénéfices sont répartis parmi les bénéficiaires et sans tenir en compte les contingences inattendues, sans établir un fond de réserve pour faire face aux imprévus (pannes de moteurs, rupture des filets, etc.) et aux formalités (assurances, licences, etc.). Il serait donc recommandable de mettre en place un système de contrôle pour obliger (par contrat) les responsables à accomplir ces obligations.

**3,6%**

Des critères en rapport à la société évoquent le « RESPECT », non seulement comme une « valeur fondamentale de la société » sinon aussi comme « quelque chose d'utile pour les relations personnelles et pour que les gens se sentent valorisés », une sorte de transaction sans argent. Le regard positif des autres augmente l'auto-estime, la confiance en soi des plus démunis. Le respect évoqué par les critères nous informe que quand l'individu participe à une œuvre collective il se sent plus utile et le dispositif obtenu se transforme en un bien commun de plus grande valeur (quelque chose dont on doit prendre soin). Egalement « chacun doit donc accomplir ce à quoi il s'est engagé », on doit « tenir notre parole » comme responsabilité assumée.

**3,1%**

Des critères évoquent le « RESPECT AU PATRIMOINE », ce qui nous informe que les participants souhaitent que la société « prenne soin des biens et du patrimoine commun », réalise une « gestion équitable » des ressources indispensables (eau potable, électricité, etc.), « évite les gestes inappropriés, le mauvais usage ou l'utilisation abusive des biens de première nécessité (ne les gaspille pas inutilement) », respecte « le patrimoine culturel » et fasse un bon usage des « aides économiques que l'on reçoit ».

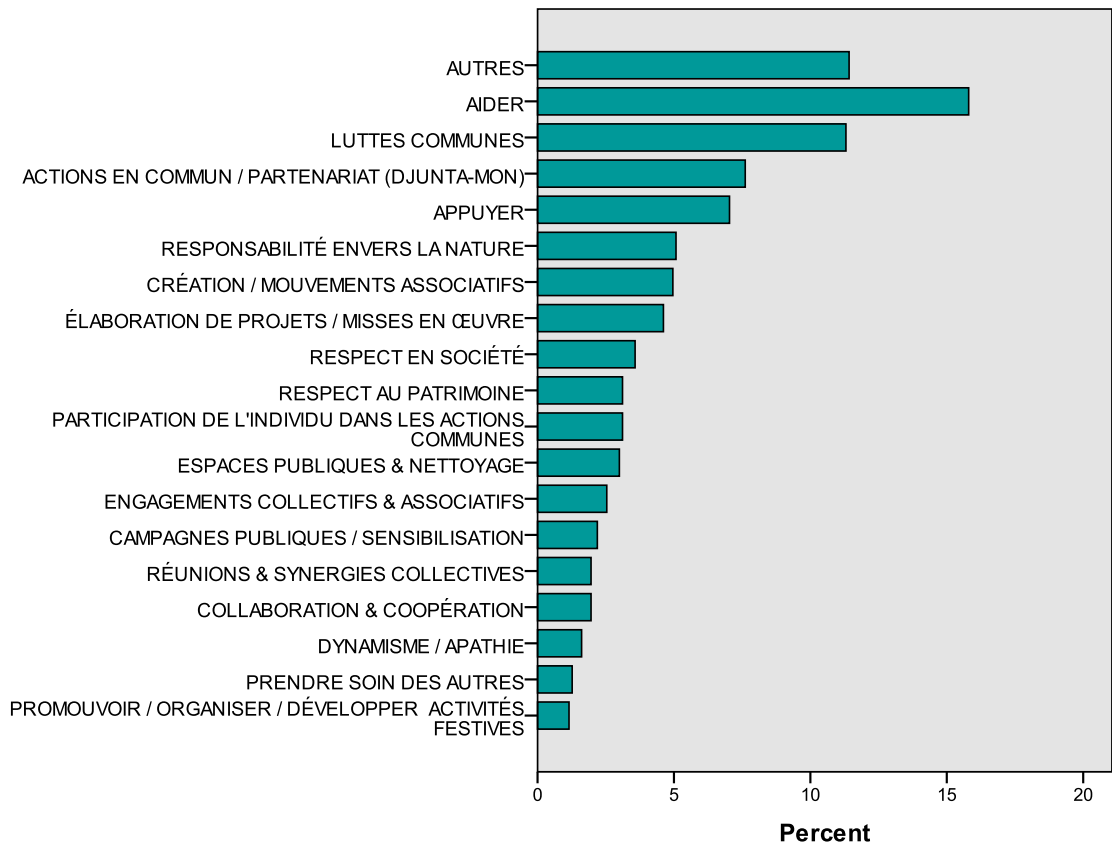


3,1%

Au même pourcentage de 3,1% on trouve finalement des réponses qui nous proposent la « PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE » comme une autre stratégie à développer, ce qui est en relation avec le « DJUNTA MON » déjà évoqué et qui se réfère à l'action de « collaboration » altruiste de la population pour l'entraide. Le premier concept fait allusion à la participation « dans et avec les activités des associations (ACD) », mais aussi avec les voisins (associés ou non), à la collaboration avec la société, à la « participation dans la résolution des problèmes » et pour rendre possible tout cela à « l'engagement associatif ». Les projets collectifs répondent mieux aux besoins de la population. ». (Voir le tableau 118 de l'annexe).

Graphique de barres représentatif des propositions des critères par rapport aux moyens d'atteindre l'état de bien-être sociétal.

PROPOSITIONS DES PARTICIPANTS PAR RAPPORT LE BIEN-ÊTRE DE LA SOCIÉTÉ



### 9.3- Évaluation finale des indicateurs

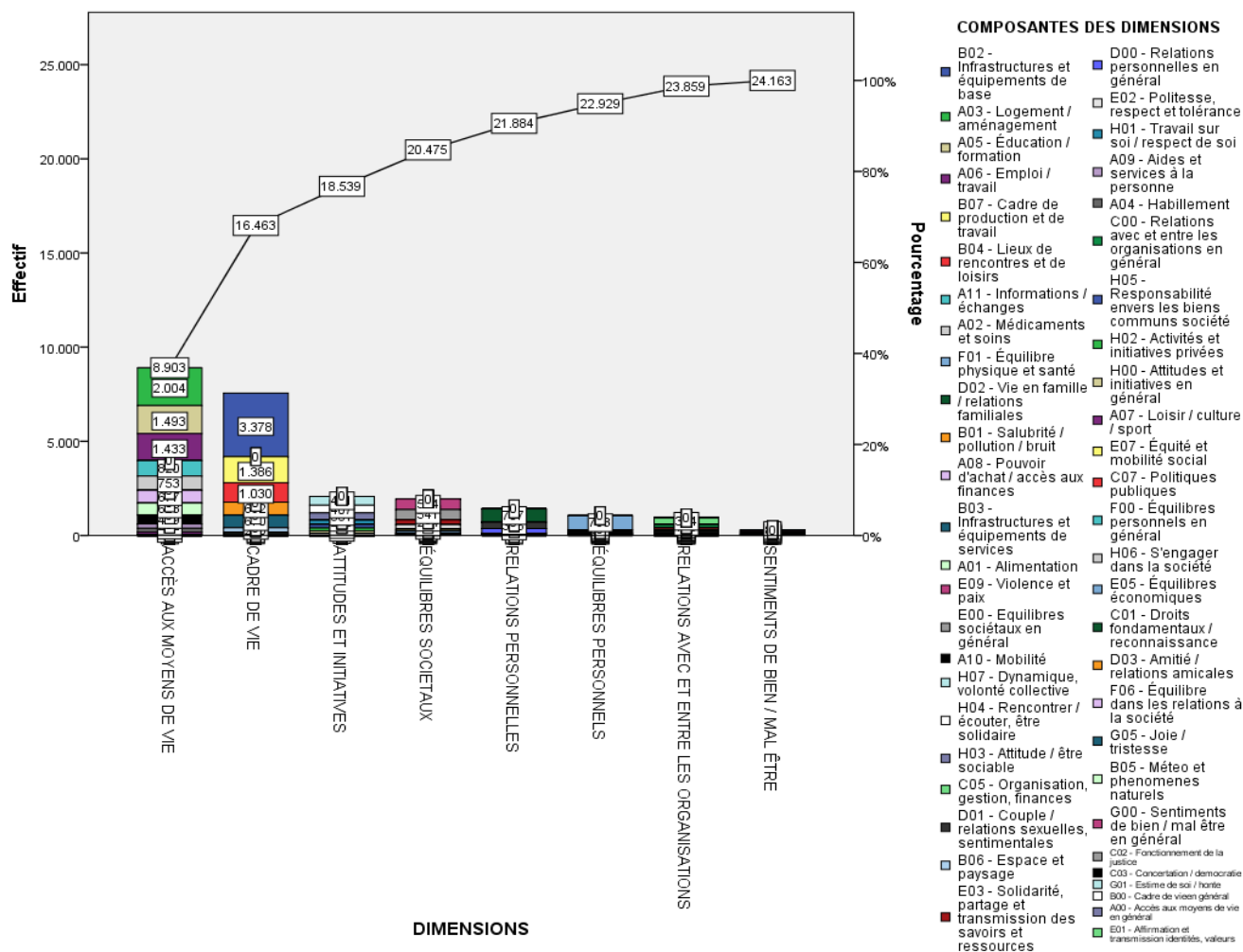
La méthodologie SPIRAL nous a permis d'évaluer les défaillances et les forces de la société rurale du Cap-Vert, en nous fournissant une vaste information à travers laquelle pouvoir mesurer ses avantages et désavantages et les dispositifs (biens/services/sentiments...) qui provoquent une grande dysfonction face à ceux qui offrent un sentiment de bonheur, de paix, de confort et ceci en fonction d'aspects aussi bien individuels que sociétaux, qui finalement esquissent l'image parfaite de la société participante au moyen d'indicateurs de bien/mal-être prétendant venir en aide au « Plan de

Lutte contre la pauvreté en milieu rural » (PNLP), dans une étape cruciale de changements et afin de tenter d'établir les politiques d'inclusion sociale.

Les critères ont été mesurés grâce à une analyse sémantique, conceptuelle et statistique dans le but de pouvoir offrir des résultats sociologiques permettant une évaluation des politiques futures, des actions prioritaires à entreprendre de façon plus effective et ciblée sur les contraintes et les forces développées.

La *formule de Pareto* nous a permis de simplifier de manière très évidente les dysfonctions existantes dans la société rurale Cap-Verdienne parmi les concepts évoqués et classés à l'intérieur des dimensions, et au moyen de la signification attribuée aux concepts (comme il a été déjà analysé en chapitres antérieures), par le « principe des 80-20 » (20% des causes produisent 80% des effets). Et, comme en témoigne le graphique ci-dessous, les dimensions A et B ont regroupé les majeures contraintes et dysfonctions ainsi qu'atteint le sommet en matières d'intérêt.

Graphique de Pareto sur les pourcentages atteints par les dimensions qui causent plus de distorsions sur le bien-être.



### 9.3.1- Indicateurs négatifs ou de fracture sociale : « logement », « éducation », « emploi », « infrastructures de base » et « cadre de production & de travail ».

Les DIMENSIONS A et B contiennent et regroupent **69,79%** des effets pervers qui empêchent le développement et la réalisation d'un processus vers l'état de bien-être, de bonheur et bienveillance souhaité par les participants. De ce fait, il est constatable que le reste des dimensions ont un faible poids, et donc influence, par rapport à ce que la population considère l'état de bien-être et que l'on peut donc les considérer résiduelles.

#### DIMENSION A

Selon la formule de Pareto et en tenant compte du montant total des critères à travers des dimensions, les participants sont convaincus que **36,84%** des effets plus défavorables se situent à l'intérieur de la DIMENSION A, et plus spécifiquement :

- ➡ **8,29%** se concrétisent dans les problèmes d'accès au « logement / aménagement »,
- ➡ **6,17%** dans les obstacles qui empêchent l'accès à « l'éducation et formation » des individus et plus concrètement leur accès à la formation professionnelle et secondaire, ainsi qu'au parcours de l'éducation spéciale (de formation dans les métiers du bâtiment, du commerce, de la gestion, du tourisme, etc.).
- ➡ **5,93%** du total, à la faiblesse de création « d'emploi et de postes de travail ».

Ces résultats nous indiquent que tous les efforts doivent se centrer sur les noyaux où le « Plan de lutte contre la pauvreté » peut agir: stimuler et investir dans les activités génératrices de revenus. Le PNLN doit continuer dans la ligne de financement de micro projets collectifs et de spécialisation locale, dans une stratégie de complémentarité et non pas de concurrence au marché de produits basiques (offrir un financement pour démarrer des projets de production agricole ou de commerce de produits, identiques à ceux commercialisés par les communautés voisines, n'est pas une bonne idée). Sous le conseil technique et la participation sociale, une politique de financement de projets visant la spécialisation et des produits et services complémentaire serait la désirable, surtout entre les communautés proches.

Le problème réside sur un investissement responsable des faibles ressources, la création de services d'accompagnement des entreprises, de support et de conseil, afin de sécuriser le démarrage et la continuité des projets et minimiser les risques par manque de formation des gérants, de planification, des capacités techniques, afin d'accéder à l'exportation des produits et services.

D'autre part, il existe un décalage énorme entre les biens « matériels » présents et ceux « symboliques », que les gens souhaitent. L'accès à l'éducation ainsi qu'aux réseaux de communication, télévision et internet (avec des images et symboles) stimule les aspirations de la population jeune, en même temps que la volatilité et faiblesse du marché de l'emploi augmentent l'inégalité et produisent une anxiété provoquée par l'écart entre leurs attentes et la réalité.

Le manque de cohérence suppose un danger pour le parcours et développement des politiques du gouvernement. Malgré la constatation du perfectionnement du niveau d'éducation, le manque d'opportunités d'emploi n'est pas acceptable et les attentes d'autonomie ne se voient pas comblées; l'accès à l'information continue de s'améliorer, mais l'absence de ressources économiques laisse la population hors de l'appropriation effective des droits économiques, ce qui peut générer de graves contraintes dans la cohésion et provoquer des conflits sociaux.

En conséquence la priorité immédiate doit être l'implantation de mesures pour remédier aux graves entraves pour accéder à l'emploi et au manque de tissu industriel et de commerce, ce qui nous renvoie à encourager les gens à devenir auto-entrepreneurs.

## DIMENSION B

La dimension B a un effet de distorsion d'un **34,95%**. Les composantes qui empêchent l'évolution positive en raison des proportions atteintes sont :

- ➔ **13,98%** des effets sont liés au mécontentement, produits par le manque « d'infrastructures et équipements de base ».
- ➔ **5,7%** des effets sont causés par la faiblesse du « cadre de production et de travail ».
- ➔ **4,3%** des contraintes découlent de l'absence ou déficience d'infrastructures et d'équipements destinés à créer des « lieux de rencontre et de loisir » dans les communautés.

Dans le monde industrialisé les administrations publiques ont le rôle, la responsabilité et la mission d'entreprendre et planifier adéquatement la construction des grandes infrastructures publiques et de fournir à la population des services basiques. Mais la population du rural Cap-Verdien reste confrontée à des problèmes de manque d'accès aux infrastructures basiques (électricité, canalisation d'eau potable, gaz, assainissement, égouts, etc.), aux moyens de communication (routes, ports, aéroports, etc.), de commerce et industrie (marchés publics, étales, abattoirs, centres de transformation de produits du terroir et de la pêche), ainsi que aux bâtiments éducatifs et surtout de formation professionnelle, aux réseaux de communication téléphonique (fixe, mobile et multimédia), de santé (postes sanitaires fixes, hôpitaux, USB). De plus, a été constaté par la méthode SPIRAL, l'absence de traitement des déchets ménagers ou de bennes, de postes de police, constituent une menace et des effets pervers qui empêchent la prospérité et le bien-être sociétal.

Une solution peut passer par accorder aux communautés un certain pouvoir de décision et de contrôle sur les ressources financières existantes, une approche qui a démontré son efficacité dans le milieu rural dans d'autres pays en voie de développement. Les micro-infrastructures choisies et mises en œuvre par les communautés visant à combler les lacunes en matière de prestation de services, tels que l'accès à l'électricité et à l'eau chez les particuliers, la réhabilitation des routes et la construction de petits marchés. Ces synergies évitent l'exode rural et créent des emplois.

L'existence d'une telle politique de base permettrait le renforcement de la cohésion sociale, en favorisant l'action collective, la prise de responsabilités au niveau municipal, l'accès à l'information et la transparence dans la prise des décisions. De même, le projet renforce les capacités des organisations communautaires existantes qui ont fait preuve de leur efficacité, contribuant ainsi à réduire la criminalité et la violence, tout en renforçant la confiance dans les solutions locales et la gouvernance.

## 9.4- Citoyenneté participative au Cap-Vert

Le rural Cap-Verdien peut se vanter d'avoir mis en place un système civil de démocratie participative depuis longue date (des années 1980-1990) et de travailler main dans la main avec le Plan de Lutte contre la Pauvreté. Ce modèle tâche de promouvoir la création d'associations de citoyens (sous un régime civil) et de les introduire dans un réseau en partenariat avec le « Plan », puisqu'elles s'associent au PNLP.

La méthodologie SPIRAL au Cap-Vert (SAP 2008) s'est développée grâce à la collaboration de 104 associations rurales (ACD), qui se réunissent périodiquement en assemblée où les citoyens ont l'opportunité de débattre leurs problèmes et cela dans un véritable espace de discussion démocratique. Les décisions sont soumises à la majorité des voix en promouvant, avant tout, le partage des faibles ressources entre leurs propres associés et l'investissement dans des projets bénéficiant aux plus démunis. Depuis un certain temps, les ACD's sont capables de porter à terme sans grandes contraintes ce modèle, dans lequel on décide quels projets collectifs doivent être entrepris en priorité (avec les ressources économiques obtenues : bien directement du Plan de lutte contre la pauvreté, bien d'autres institutions, organismes, fondations ou bailleurs de fonds), pour mieux répondre aux besoins locaux, puisque les responsables du pouvoir central méconnaissent les problèmes de chaque village ou quartier.

Ainsi ont été développés un grand nombre de projets locaux qui ont pour but de subvenir à des difficultés en tout genre : création d'entreprises et d'activités génératrices de revenus, construction de logements, installation de réservoirs d'eau, implantation de systèmes d'arrosage goutte à goutte, achat de bateaux, construction de serres, etc. Tout ceci afin de restituer à la population les droits économiques et sociaux que la pauvreté leur a ôté. Ce programme vise l'amélioration de l'existence des familles en risque d'exclusion, et plus particulièrement les femmes seules avec enfants, choisies parmi la totalité des villageois comme bénéficiaires immédiats des projets, raison pour laquelle nous

ne sommes pas en mesure de leur donner des leçons de démocratie ou de participation communautaire.

## **9.5- La cohésion sociale à travers l'accord social**

Le rural regorge de liens sociaux, de solidarité, d'un sentiment d'appartenance à la collectivité et au « fait social », valeurs dont on peut tirer un profit maximum pour réduire les écarts. Ce n'est pas par hasard si la population affirme que la stratégie d'avenir devrait aller de pair avec la solidarité, avec un bon rapport dans les relations humaines, des valeurs morales, de l'altruisme, des actions et des luttes en commun, du partenariat, le développement du tissu associatif, etc. (Voir les attitudes exposées dans le Chapitre 9).

Toutes ces aspirations collectives constituent une formidable force d'impulsion sociale et de confiance et doivent être prises en considération, préalablement à l'apparition d'indices de fragmentation, car c'est grâce à elles que la communauté sera disposée à agir de manière appropriée. Il existe une prédisposition apprise et transmise entre les générations y compris un procès moral de confiance sociale que l'on peut considérer comme un véritable « capital immatériel ».

Le PNLP est garant d'un modèle impeccable où l'individu se sent valorisé et responsabilisé, car le fait de participer à l'ouvrage d'une infrastructure communale ou privative lui apporte un regard positif sur soi-même et les autres en augmentant son auto-estime. Dans le rural Cap-Verdien il n'est pas rare que les travaux soient réalisés par les citoyens eux-mêmes et l'entraide permet d'épargner le coût de la main-d'œuvre pour subvenir à d'autres besoins basiques. On peut donc affirmer que les citoyens sont mobilisés et que la participation est assurée.

### **9.5.1- Proposition pour l'avenir : réalisation de chartes de coopération entre les ACD's**

Sur le terrain, j'ai eu l'opportunité de visiter 35 ACD's et d'interviewer leurs présidents, vice-présidents et toute sorte de personnes associées ou non, ainsi que les propres villageois; j'ai ainsi pu percevoir chez eux la présence d'un fort sentiment d'isolement (aggravé par les problèmes de connexions routières et de réseau téléphonique / internet) ainsi que le besoin de partager leurs expériences avec d'autres communautés (en portugais : « partilla de ideas »).

Je propose au PNLP de promouvoir la signature de chartes de coopération entre les ACD's, sous une convention où seront partagées, de façon permanente : les connaissances, les contacts, les savoirs et les expériences acquises.

Grâce aux nouvelles technologies, j'encourage la création d'un espace web sans filtres, pour permettre la visibilité des acteurs qui traditionnellement étaient invisibles et isolés, ceci afin de favoriser le partage d'idées et d'expériences pour la création d'emploi et d'entreprises à succès, mais surtout, dans le but d'obtenir des aides économiques provenant d'autres bailleurs de fonds, externes au PNLP (limité financièrement). Le but est de mettre en contact toutes les ACD's entre elles (parfois très distantes les unes des autres dû aux contraintes de l'insularité), par le biais d'un forum de discussion en ligne pouvant contribuer à leur fournir une information précieuse, en général ignorée, sur des initiatives privées, sur des ONG, fondations, et des associations d'émigrants ou particuliers, qui habituellement contribuent à des projets plus spécifiques dans des secteurs concrets (par exemple : certaines associations de Cap-Verdiens installés aux États-Unis, envoient une fois par an du matériel scolaire à une déterminée ACD).

Force est de constater qu'il n'est pas rare qu'un certain nombre de projets échouent, ne produisent pas les résultats économiques souhaités et ne dépassent pas les deux années d'activité, cela par manque d'expérience des gérances, mais surtout de viabilité économique. Le risque se concentre dans l'industrie de moyenne et grande envergure et les entreprises de pêche. Pour surmonter ces contraintes, il conviendrait de trouver des solutions à une autre échelle, comme par exemple en soumettant les projets à une étude préalable, en collaboration avec des facultés d'économie étrangères (portugaises, brésiliennes, etc.)

En bref, il s'agirait de mettre en œuvre un réseau de coopération pour renforcer le développement des perspectives d'avenir des projets d'entreprise, surmonter les barrières mentales et les préjugés culturels de la population en ouvrant une fenêtre sur l'extérieur et sur de nouvelles conceptions d'affaires, comme par exemple le travail en coopérative.

# Recommandations finales

## 10.1- Recommandations et lignes d'action pour l'avenir

La méthodologie SPIRAL se base sur une interprétation, une enquête de la réalité à travers la méthodologie qualitative, ethnographique et participative, pour produire des données descriptives, utilisant les paroles prononcées et, par la suite, transcrites par des personnes.

Pour une future étude il serait désirable que ces transcriptions soient complètes et fidèles à l'idée et sentiments concrets que le citoyen a voulu exprimer et transmettre, afin d'éviter tout le travail d'interprétation des critères (souvent imprécis et obscurs), qui a dû être fourni pour pouvoir obtenir l'information inhérente au milieu naturel, et considérer les résultats dans une perspective holistique.

Les limites de cette méthode d'analyse se situent, premièrement, dans la nature subjective des observations quand les rapports sont biaisés ou incomplets. D'autre part, le risque d'observer et analyser les différentes situations à travers le cadre de référence du chercheur, peut conduire à des conclusions incontrôlables et subjectives, donc en risque de se trouver hors d'une approche scientifique.<sup>4</sup>

De plus, il serait convenable de choisir la méthode de l'échantillon et prévoir la participation d'un certain nombre de communautés par île ou zone d'actuation.

D'abord il serait nécessaire de disposer de l'information sur la typologie des communautés présentes à l'intérieur de chaque territoire d'actuation du Plan de lutte contre la pauvreté, car si la méthodologie aide la population à mettre sur le tapis la possibilité de discussion de la problématique et sa casuistique locale (qui sert entre autres à stimuler la participation des citoyens dans le monde associatif), il est clair que sonder la population totale peut être hors de portée pour des raisons de temps (récolte de données, effort d'analyse et coût humain et économique), et que l'étude d'un échantillon serait plus rapide que celle de l'ensemble de la population, de plus l'étude approfondie d'une population peut accumuler beaucoup plus d'erreurs.

Il s'agirait de mener une enquête dans laquelle serait présente l'efficacité, surtout en ce qui concerne la récolte d'information sur le terrain, afin d'obtenir un travail de qualité sans erreurs (sur le sexe, âge des participants, le territoire, etc.), et pouvoir collecter d'autres informations sur des circonstances plus précises sur les participants (niveau d'études, nombre d'enfants, revenus du foyer, situation socioprofessionnelle, etc.), qui, en conséquence, permettraient l'offre de données à des institutions diverses.

---

<sup>4</sup> Métodos de investigación sociológica: métodos cualitativos. <http://www.xtec.cat/~mcodina3/metodes/5text.htm>



Il serait donc préférable de démarrer sur un échantillon de convenance et faire une sélection préalable des communautés participantes, tenant en compte les éléments d'intérêt. Travailler avec un groupe de personnes disponibles pour participer dans l'étude et enregistrer les données de façon adéquate.

Pour cela il est conseillé de créer un guide de l'enquête de terrain, avec des instructions précises pour les animateurs, et disposer d'une homogénéité dans la production et analyse des données ethnographiques et sociologiques.

On pourrait envisager que les bureaux CRP soient les chargés de fournir des informations plus spécifiques sur les communautés associées à chaque territoire, afin de pouvoir cibler sur les plus opportunes, en comptant sur une liste typologique et d'un autre côté sur leur intérêt à participer.

Cette liste peut être complétée grâce à la participation des propres communautés (j'ai conçu un formulaire –ajouté dans l'annexe en dernière lieu- à cet effet), non seulement pour réaliser une étude plus efficace et hétérogène des données, sinon pour que l'échantillon soit plus représentatif de la réalité sociale de chaque communauté humaine, à l'intérieur de chaque île.

## **10.2- Propositions pour l'étude ethnographique et territoriale**

Les typologies existantes que j'ai eu l'opportunité d'observer sur le terrain, et que je propose de classer, sont les suivantes :

### **A. Classification selon le type de peuplement humain**

Si bien l'Institut de statistique du Cap-Vert fait la distinction, en ce qui concerne le milieu ("tipo de meio" en portugais), entre les communautés rurales et urbaines, en vue des résultats du SAP 2008, il serait plus intéressant de procéder à un classement en raison de la disposition des édifications humaines : dispersées ou concentrées, ou quand il s'agit d'une communauté située en zone périurbaine. Concrètement il s'agit de faire une distinction entre 4 typologies :

- 1) COMMUNAUTÉ EN MILIEU RURAL DISPERSÉ : communautés éloignées et isolées.
- 2) COMMUNAUTÉ EN MILIEU RURAL CONCENTRÉ : les établissements proches les uns des autres.

3) COMMUNAUTÉ PERIURBAINE : référé aux établissements humains situés en dehors des villes, dans les banlieues périphériques (en zones dans lesquelles il n'y a pas de plan de développement ou de services de base).

4) COMMUNAUTÉ URBAINE : lorsque le règlement est à la tête de quelque unité politico-administrative (comme une municipalité); ou quand elle a une population de plus de 1.500 habitants numérotée (et rurales est la résiduelle).

## **B. Classification selon la principale activité économique développée dans la communauté**

Chaque communauté peut appartenir à un ou plusieurs types :

1) COMMUNAUTÉ D'ACTIVITÉ AGRICOLE

2) COMMUNAUTÉ DE PÊCHEURS

3) COMMUNAUTÉ D'ÉLEVEURS

4) AUTRES COMMUNAUTÉS : Dédiées au commerce, à l'industrie de transformation, à la vente ambulante, etc. (à préciser par chaque communauté).

## **C. Classification selon l'ancienneté de l'établissement humain**

1) COMMUNAUTÉS CONSOLIDÉES : ce sont les établissements humains continus et constants depuis plus de 15 ans. Ce sont les communautés dans lesquelles ses familles de composants (et ses descendants) ont résidé dans la même zone pendant au moins 15 ans ou plus, sans montrer les changements trop évidents et importants.

2) COMMUNAUTÉS NON CONSOLIDÉES OU DE CREATION RECENT : Au Cap-Vert, il y a des peuplements humains qui ont été impulsés par le gouvernement afin de coloniser zones d'exploitation agricole, fournir des terres aux familles pauvres et de repeupler les zones non occupées par l'homme (qui se fait après examen de la pertinence l'agriculture et de l'eau, la construction de puits ou des réservoirs d'eau et le lotissement de terrains).

J'ai constaté qu'en plus il s'agit de communautés avec une forte dynamique associative et distincte du reste des communautés, principalement dû à la rudesse des conditions de travail imposées par la zone vierge, sans infrastructures, transport, l'assainissement, le réseau électrique, les routes, les maisons, étables, etc. où tout doit être mis en œuvre.

Il s'agit de peuplements humains où il y a une grande unité et coopération entre ses habitants et qui comptent avec un fort esprit de combat, dynamisme, avec l'envie de travailler en équipe pour atteindre un bien commun et créer une colonie bien structurée et avec des services basiques, ce qui leur attribue une caractéristique très unique et complètement différente des autres.

3) COMMUNAUTÉS AYANT ACCUEILLI DES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS MULTIPLES : des peuplements ayant un groupe humain originaire auquel se sont été ajoutés d'autres groupes en provenance d'autres territoires, desquels ils ont été détachés. Il s'agit de communautés où la coexistence des groupes n'est pas orientée vers le bien commun, dans lesquelles il n'y a pas de concertation sociale, comme par exemple la communauté FAJÀ DE JANELA (île de Santo Antão) et à condition que cet accueil ait eu lieu il y a moins de 15 ans.

Il est assez fréquent au Cap-Vert que certains peuplements humains établis dans des zones inappropriées (dû à des facteurs d'instabilité du sol ou pour d'autres raisons) soient déplacés par le gouvernement à d'autres zones plus appropriées.

Dans d'autres cas, ce sont les résidents eux-mêmes qui décident de quitter une zone pour s'installer dans une autre et échapper à l'isolement, par manque de services (approvisionnement d'eau, de routes, etc.), ou bien pour éviter les conséquences des inondations en saison de pluies, ou de la sécheresse, les éboulements en raison de la nature fragile du sol, etc. Quelle qu'en soit la raison, il a été démontré que dans les communautés d'accueil il y a des conflits, un indice de chômage majeur, des problèmes familiaux, de manque d'identité, d'unité sociétale, de solidarité, en bref, d'instabilité. Il est habituel que dans cette typologie de peuplements il existe jusqu'aux 3 ou plus d'associations de citoyens (ACD), non pas par manque d'intérêts en commun, sinon par manque d'unité, ce qui conduit nécessairement à leur identification pour mettre en œuvre des actions pertinentes et appropriées.

## **D. Classification selon la disponibilité d'infrastructures détenues par le peuplement**

1) TYPOLOGIE 1: Communautés dépourvues au moins de trois services de base suivants :

- L'approvisionnement en eau domiciliaire.
- Réseau électrique durable (sans coupures de courant).
- Accès routier de véhicules (asphalté ou non).
- Moyens de transport : public-privé.

2) TYPOLOGIE 2: Ce seraient les communautés avec au moins trois des services énumérés dans la typologie 1, mais dépourvus d'un des services suivants:

- École / crèche : situées à plus de 10 km de l'établissement principal.
- Centre de santé de soins primaires : étant le plus proche à une distance supérieure à 10 km.
- Établissements de commerce à proximité (épiceries et magasins d'alimentation) : étant le plus proche à une distance supérieure à 10 km.

3) TYPOLOGIE 3 : Constituée par le reste des communautés rurales, c'est à dire celles ayant au moins les services d'eau, d'électricité, routes d'accès et les services de base énumérés dans le type 2 (école primaire, poste de santé, commerces, etc.) dans le propre village ou à une distance inférieure à 10 km.

Mais la sélection des typologies adéquates aux besoins d'information du PNLP (Plan de lutte contre la pauvreté) doit être faite avec le consensus des gérants du plan, et mise en relation avec la méthodologie, ses objectifs et les résultats définis à l'avance.

# Bibliographie

## 11.1- Ouvrages de référence

- Fond International pour le Développement Agricole (FIDA), « Œuvrer pour que les ruraux pauvres se libèrent de la pauvreté au Cap-Vert » (septembre 2006) - ([www.ifad.org](http://www.ifad.org)).
- Banque africaine de développement, fond africain de développement. « République du Cap-Vert. Document de stratégie-pays 2009-2012 » Département régional Ouest 2 (ORWB) (Septembre 2009).
- Fond International pour le Développement Agricole (FIDA), Division Afrique de l'Ouest et du Centre. Département de la Gestion des Programmes « La République du Cap-Vert. Programme National de Lutte contre la Pauvreté en Milieu Rural. Document de Conception de Projet – Rapport Principal et Annexes » Décembre 1997.
- Fond International pour le Développement Agricole (FIDA), Division Afrique de l'Ouest et du Centre. Département de la Gestion des Programmes « La République du Cap-Vert. Programme National de Lutte contre la Pauvreté en Milieu Rural. Rapport d'Appraisal du Projet – Rapport Principal et Annexes » 1998.
- Fond International pour le Développement Agricole (FIDA), Division Afrique de l'Ouest et du Centre. Département de la Gestion des Programmes « La République du Cap-Vert. Programme de Promotion des opportunités Socio-économiques Rurales. Document de Conception de Projet – Rapport Principal et Annexes » RAPPORT No. 24 juillet 2012.
- Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales comite de l'emploi, du travail et des affaires sociales du Cap-Vert. «Conditions et perspectives de retour des immigrés au Cap-Vert, et mobilisation de la diaspora pour le développement du Cap-Vert, migrations, retours et développement » (septembre 2008) ISPI, Via Clerici 5, Milan.
- Cf. Rogers (C.-R.), "The Non-Directive Method as a Technique for Social Research", American Journal of Sociology. 1945.
- Conseil de l'Europe « Guide méthodologique, construire le progrès sociétal pour le bien-être de tous avec les citoyens et les communautaires », sep. 2010.
- José Antonio Marina "El laberinto sentimental". Ed: Anagrama 1992.

## 11.2- Articles

- « La république du Cap-Vert, programme de promotion des opportunités socio-économiques rurales (POSER) » Document de conception de projet, Rapport Principal et Annexes. Division Afrique de l'Ouest et du Centre Département de la Gestion des Programmes du FIDA. Rapport N° 24 juillet 2012.
- Beaud Stéphane, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer d'un entretien ethnologique », Politix, n° 35, Vol 9, 1996.
- Boudreau, Julie-Anne, « Territoire vécu, territoire stratégique et territoire institutionnalisé : de la redéfinition de la solidarité sociale à Los Angeles », lien social et politique, n°54, 2004.  
URL : <http://id.erudit.org/iderudit/010593ar>
- Soulé, Bastien, « Observation participante ou participation observante ? », Recherches qualitatives. URL : <http://www.recherche-qualitative.qc.ca/.../soule.pdf>.
- Sophie Duchesne « Pratique de l'entretien dit "Non directif" Revue française de sociologie, vol. XVI, 1975, pp. 229-247 ».
- West African Monetary Agency -WAMA-, «Macroeconomic convergence. Report. 2007 Cap Vert ». Freetown, June 2008.
- Martine Blanchard, formatrice au Casnav, « Les élèves Cap-Verdiens nouvellement arrivés en France ». 2005.
- Marta M. Maffia « La organización familiar en las islas de Cabo Verde » sept. 2008.
- Elisa Andrade «Quelques aspects du développement économique, social et politique aux Îles du Cap-Vert (1975-1999) ». Unesco, document de discussion n° 49.
- Wagner, Hermelin et Bruyeron : « Profil sécurité alimentaire Cap-Vert » 2008, avec le financement du Ministère des Affaires Étrangères de France.
- Thierry Paulais « L'Afrique en développement, financer les villes en Afrique, l'enjeu de l'investissement local » Banque mondiale 2012.
- Cristina Guirao, Fernando Bañuls : « Sociología, Métodos de investigación ». Ed. Diálogo. Valencia, 2006.

## 11.3- Liens d'internet

- Populations du monde. [En ligne]  
Adresse URL : <http://populationsdumonde.com/fiches-pays/cap-vert>
- Le Cap-Vert. Wikipédia. [En ligne]  
Adresse URL : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Cap-Vert>
- Pyramide des âges. Cap-Vert 2005. Wikipédia. [En ligne]  
Adresse URL : [http://en.wikipedia.org/wiki/File:Pyramide\\_Cap-Vert.PNG](http://en.wikipedia.org/wiki/File:Pyramide_Cap-Vert.PNG)
- Index Mundi. Croissance démographique. [En ligne]  
Adresse URL : <http://www.indexmundi.com/g/g.aspx?v=24&c=cv&l=fr>
- Cap-Vert. Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant. [En ligne]  
Adresse URL :  
[http://www.indexmundi.com/fr/cap-vert/produit\\_interieur\\_brut\\_\(pib\)\\_par\\_habitant.html](http://www.indexmundi.com/fr/cap-vert/produit_interieur_brut_(pib)_par_habitant.html)
- La pauvreté rurale au Cap-Vert. Rural Poverty Portal. [En ligne]  
Adresse URL :  
[http://www.ruralpovertyportal.org/web/rural-poverty-portal/country/home/tags/cape\\_verde](http://www.ruralpovertyportal.org/web/rural-poverty-portal/country/home/tags/cape_verde)
- La Banque Mondiale, « Œuvrer pour un monde sans pauvreté ». [En ligne]  
Adresse URL : <http://web.worldbank.org/wbsite/external/accueilxtn/paysextn/africainfrenchext/0,,contentMDK:21418852~pagePK:146736~piPK:146830~theSitePK:488775,00.html>.
- Population du monde. [En ligne]  
Adresse URL : <http://populationsdumonde.com/fiches-pays/cap-vert>
- « Œuvrer pour que les ruraux pauvres se libèrent de la pauvreté au Cap-Vert ». [En ligne]  
Adresse URL : <http://www.ifad.org/operations/projects/.../pa/.../cv.pdfSimilares>
- IFAD Enabling poor rural people in poverty. Rural Poverty Portal. [En ligne]  
Adresse : [http://operations.ifad.org/es/web/ifad/operations/country/home/tags/cape\\_verde](http://operations.ifad.org/es/web/ifad/operations/country/home/tags/cape_verde)
- United Nations Development Programme. [En ligne]  
Adresse URL : [http://jobs.undp.org/cj\\_view\\_job.cfm?cur\\_job\\_id=31736](http://jobs.undp.org/cj_view_job.cfm?cur_job_id=31736)
- Worlstat Info. [En ligne]  
Adresse URL : [http://es.worldstat.info/Africa/Cape\\_Verde/](http://es.worldstat.info/Africa/Cape_Verde/)
- Portal do Instituto Nacional de Estatística. Cabo Verde. [En ligne]  
Adresse URL : <http://www.ine.cv/dadostats/dados.aspx?d=1>
- Wikipédia. Page. [En ligne]

Adresse URL : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Analyse\\_en\\_composantes\\_principales](http://fr.wikipedia.org/wiki/Analyse_en_composantes_principales)

- OIT « ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL », Le Cap-Vert, comment la protection sociale peut aider les personnes âgées. [En ligne]  
Adresse URL : [http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/features/WCMS\\_182196/lang-fr/index.htm](http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/features/WCMS_182196/lang-fr/index.htm)
- L'actualité Internationale « Cap-Vert, les enfants à l'école de la nutrition » [En ligne]  
Adresse URL : <http://www.rfi.fr/afrique/20120809-cap-vert-enfants-ecole-nutrition>
- UNICEF - Le Cap-Vert. [En ligne]  
Adresse URL : [http://www.unicef.org/french/infobycountry/capeverde\\_statistics.html#100](http://www.unicef.org/french/infobycountry/capeverde_statistics.html#100)
- LUX-DEVELOPPEMENT: Article « Promouvoir l'assainissement individuel écologique au Cap-Vert. [En ligne]  
Adresse URL : [http://www.lux-development.lu/news.lasso?lang=fr&nw=\\_09\\_009](http://www.lux-development.lu/news.lasso?lang=fr&nw=_09_009)
- Statistique Canada. [En ligne]  
<http://www.statcan.gc.ca/edu/power-pouvoir/ch11/median-mediane/5214872-fra.htm>
- Liaison entre deux variables continues. Notion de corrélation.  
Adresse URL <http://www.chups.jussieu.fr/polys/biostats/poly/POLY.Chp.14.html>
- « L'échantillon » Wikipédia [En ligne]  
Adresse URL : <http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89chantillon>
- Métodos de investigación sociológica: métodos cualitativos. [En ligne]  
Adresse URL : <http://www.xtec.cat/~mcodina3/metodes/5text.htm>
- Le focus group [En ligne]  
[http://www.europa.eu/Feuropeaid/Fevaluation/Fmethodology/Fexamples/Ftoo\\_fcg\\_res\\_fr](http://www.europa.eu/Feuropeaid/Fevaluation/Fmethodology/Fexamples/Ftoo_fcg_res_fr)
- FIDA-AFRIQUE : PROJET « PAGER : PROMOTION DES ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS (AGR) ». [En ligne]  
Adresse URL : <http://www.fidafrique.net/article240.html>
- L'énergie dans le monde. [En ligne]  
[http://www.ifdd.francophonie.org/reseaux/hydro\\_quebec/pays\\_et\\_entreprises/afrique/cap\\_vert/cap\\_vert.html](http://www.ifdd.francophonie.org/reseaux/hydro_quebec/pays_et_entreprises/afrique/cap_vert/cap_vert.html)
- « Le concept de la représentation sociale » [En ligne]  
Adresse URL : [http://www.serpsy.org/formation\\_debat/mariodile\\_5.html](http://www.serpsy.org/formation_debat/mariodile_5.html)
- Raymond Boudon : «Les causes de l'inégalité des chances scolaires » [En ligne]  
Adresse URL : <http://skhole.fr/les-causes-de-l-in%C3%A9galit%C3%A9-des-chances-scolaires-par-raymond-boudon>



- Bernard Dantier : « Méthodes sociologiques et intérêts sociaux: l'individualisme méthodologique et le libéralisme économique-politique ». [En ligne] Adresse URL : [http://classiques.uqac.ca/collection\\_methodologie/dantier\\_bernard/metho\\_socio\\_interets\\_sociaux/metho\\_socio\\_interets\\_sociaux\\_texte.html](http://classiques.uqac.ca/collection_methodologie/dantier_bernard/metho_socio_interets_sociaux/metho_socio_interets_sociaux_texte.html)
- « Le diagramme de Pareto ». [En ligne] Adresse URL : <http://chohmann.free.fr/pareto.htm>